VOL. XXXVIII NO 50
Lundi 12 décembre 1966

BIBLIOTHÈQUE DE
13 DEC 1966
L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

"L'essor du Québec se poursuit, mais à un rythme moins rapide que celui de l'Ontario, de sorte que l'écart entre les deux provinces s'élargit d'année en année. Ainsi, les investisseurs au Québec en 1966 seraient, selon les prévisions, de l'ordre de $4.5 milliards, soit une progression de 9% par rapport à 1965, tandis que ceux de l'Ontario, en augmentation de 14%, atteindraient $6.5 milliards. Il y a lieu de se féliciter toutefois d'une augmentation de plus de 18% des investissemets dans l'industrie manufacturière du Québec. Il semble que le développement accéléré de l'infrastructure économique entrepris par le gouvernment de la Province commence à porter fruit."

M. Louis Hébert, président
Banque Canadienne Nationale

292-65/1-69/34 9 2435
ECOLES DES H.E.C.
Bibliothèque,
535 Viger,
MONTREAL 24, P.Q.

LES A ES

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION FINANCIÈRE, INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

635 HENRI-BOURASSA EST MONTREAL 12 25 cents

D'après le Conseil Economique du Canada:

Le fabricant ne peut considérer son marché comme étant "à l'abri"

La mise au point rapide de meilleures matières et de méthodes nouvelles de transformation exige du fabricant qu'il mette fortement l'accent sur la création de nouveaux produits, s'il ne veut pas courir le risque de se voir dépasser par les événements. Le Conseil Economique du Canada arrive à cette conclusion que tout homme d'affaires connaît déjà, mais avec d'excellentes suggestions sur une documentation valable pour chacun des secteurs de l'activité économique.

Ces quelques lignes ont tout simplement pour but d'inciter le fabricant à examiner d'un oeil nouveau ses produits et ses méthodes de fabrication afin de découvrir s'il ne pourrait pas améliorer le rendement, la présentation ou le prix de revient de ses produits grâce à l'utilisation de matériaux et de procédés plus perfectionnés.

L'aspect séduisant des nouveaux produits et les nouvelles présentations d'anciens produits qui surgissent sur le marché à un rythme toujours croissant démontrent que, de nos jours moins que jamais auparavant, le fabricant ne peut considérer son marché comme étant "à l'abri". Il doit mettre davantage l'accent sur la mise au point de nouveaux produits et se tenir au courant des progrès réalisés dans les matériaux employés et les procédés de fabrication. Tour programme sérieux de rénovation des produits devrait envisager les avantages d'un recours à de nouvelles matières et méthodes à intervalles réguliers. Une matière nouvelle permettra d'accroître le rendement ou de diminuer le prix de revient, mais aussi de concevoir le produit sous une forme plus séduisante et d'élargir ainsi les débouchés tout en accélérant l'expansion de la firme. Il se peut que l'une des plus récentes méthodes de travail des métaux constitue la solution toute indiquée d'un casse-tête actuel de fabrication. On peut prédire par exemple, sans trop risquer de se tromper, qu'on se servira de plus en plus de l'usinage électro-chimique dans la fabrication des matrices.

Il existe plusieurs organismes qui sont disposés à renseigner les fabricants sur le perfectionnement des produits et ce, à titre gratuit, à moins que le fabricant ne leur demande d'effectuer des recherches supplémentaires.

Une étude constante et méthodique des études et des publications commerciales est indispensable à qui veut se tenir au courant des progrès réalisés dans les matières et les procédés industriels et constitue une aide extrêmement précieuse pour la mise au point de produits.

Bien que rien ne puisse remplacer une lecture systématique et approfondie des publications sur le sujet qui nous occupe, il existe plusieurs organismes pour aider les fabricants à résoudre leurs problèmes d'amélioration de leurs produits et de leurs procédés industriels. Certaines de ces sources importantes d'orientation et de renseignements suivent.

L'homme d'affaires peut recourir à plusieurs organismes pour obtenir les renseignements nécessaires à bien faire fonctionner son entreprise. Le gouvernement fédéral offre plusieurs services qui méritent d'être considérés. Le Service de renseignements techniques du Conseil national de recherches a des bureaux locaux dans la plupart des provinces, dans lesquels se trouvent des ingénieurs itinérants qui visiteront le fabricant, sur la demande de celui-ci, et lui fourniront les renseignements techniques demandés.

Le ministère fédéral et les ministères provinciaux de l'Industrie sont en train de promouvoir les industries de transformation et sont désireux d'offrir des conseils dans la mesure du possible.

La Direction de l'esthétique industrielle, du ministère de l'Industrie, à Ottawa, a été créée pour promouvoir l'invention et la mise au point de nouveaux produits.

Les fournisseurs demeureront toujours une source primordiale de renseignements sur le choix des matières disponibles, bien que le jugement propre du fabricant est souvent indispensable lorsqu'il s'agit de décider laquelle des diverses sortes de matières et matériaux, de qualité satisfaisante, constituera le meilleur choix.

N.D.L.R. Il nous fera plaisir de vous communiquer tous détails relatifs à vos questions sur les différents sujets énoncés plus haut.

CLAUDE MOQUIN

WESTON: la plus grande entreprise manufacturière au Canada

Pour la première fois de son histoire, la compagnie George Weston Ltd. a révélé toutes les ramifications de son empire. La grande primière a eu lieu mercredi dernier, devant le comité parlementaire chargé d'étudier les prix à la consommation. L'empire Weston est demeuré jusqu'à ces derniers temps un mystère. Le dernier rapport annuel de la compagnie donnait pour la première fois quelques indications sur les ventes réalisées par le groupe Weston. Mais nul ne savait exactement ce qu'était au juste l'empire Weston. On soupçonnait son ampleur dans certains milieux mais on doutait toujours qu'une compagnie canadienne puisse avoir des ramifications aussi poussées. Au total, l'empire nord américain de Weston se compose de 150 compagnies canadiennes et américaines qui réalisent des ventes de près de $3 milliards.

Les intérêts de la compagnie Weston représentent $793 millions bien qu'aucune compagnie du groupe soit une banque ou une compagnie d'assurances. Weston est uniquement une compagnie manufacturière et commerciale. En plus de Loblaw, Weston, entre autres choses, contrôle British Columbia Packers la plus importante poissonnerie du Canada, Dionne de Montréal, la chaîne de pharmacies Tamblyn de Toronto, 40% des supermarchés Sobeys d'Halifax et les supermarchés Power de Toronto. Ajoutez à cela Eddy Paper, Sommerville Industries, les biscuits Weston et McCormick, Westfair Foods, et vous n'avez encore qu'une petite idée de l'empire de Garfield Weston qui, en 1928, acquerrait sa première compagnie, une petite condiserie de Brandford en Ontario.

Aujourd'hui, Weston possède 1,850 supermarchés ou magasins, 80 usines et 250 entrepôts en plus de'approvisionner par un système de franchises 1,500 magasins ou supermarchés. Aux Etats-Unis, Weston contrôle Loblaw Inc, et National Tea et se trouve ainsi l'une des plus importantes entreprises de supermarchés aux Etats-Unis.

Mais les membres du comité parlementaire n'ont pas tout vu, puisqu'il n'a pas été fait mention des intérêts de George Weston en Europe, en Angleterre principalement, et aussi en Afrique du Sud.

Fait à noter, les profits globaux du groupe n'ont pas été révélés. Probablement d'ailleurs que M. Weston en a une idée aussi confuse que celle du public.

M. Thomas N. Beaupré accède à la présidence de Domtar

M. Thomas N. Beaupré, président du Conseil d'administration de Domtar Limited vient d'accéder à la présidence de cette entreprise en remplacement de M. W.N. Hall, qui a remis sa démission récemment des postes de président de Domtar et de membre du Conseil d'administration, pour des raisons personnels.

M. Beaupré a exprimé ses regrets relatifs à la démission de M. Hall en soulignant le progrès et l'accroissement connus par Domtar sous la présidence de M. Hall.

M. Beaupré qui est né à Montréal en 1917, a fait ses études à l'Université McGill et il a fait partie du service civil fédéral d'abord au ministère du Commerce, puis au ministère de la Production de défense, à titre de sous-ministre adjoint.

Monsieur Beaupré est entré à la Canadian Chemical & Cellulose Co. Ltd. en 1953 à titre de secrétaire et vice-président. Au début de l'année 1947, il se rendit à Vancouver pour occuper le poste de vice-président à la direction de Columbia Cellulose Co. Ltd. et de Celgar Limited. En 1958, il était nommé président de ces deux entreprises.

En 1961, monsieur Beaupré était nommé président de British Columbia Forest Products Limited, puis président du conseil en 1964.

Au début de 1966, on annonçait son élection à la présidence du conseil de Domtar Limited et il devint président de la Société à la fin de l'année.

Monsieur Beaupré est également membre du conseil d'Argus Corporation et de plusieurs autres entreprises, dont la Banque Royale du Canada; CAE Industries Ltd. et sa filiale B.C. Air Lines Ltd.; Hudson's Bay Co., Hudson's Bay Oil and Gas Co. Ltd.; et la Compagnie Canadienne de l'Exposition Universelle de 1967. Il est aussi gouverneur de l'Association Canadienne des Exportateurs et membre du Comité Canado-américain.

Un cadeau du Jour de l'An aux automobilistes

Une baisse de 4 p. 100 des primes d'assurance-automobile à Montréal

Les automobilistes de Montréal et du secteur Sherbrooke-Lennoxville paieront en moyenne quatre pour cent de moins pour leurs primes d'assurances-automobile pour les polices qui seront souscrites ou renouvelées après le 1 janvier 1967, annonce la Fédération des assureurs du Canada.

Il y aura cependant peu de changements ou une légère baisse d'un ou de deux pour cent dans les autres régions de la province, à l'exeption du district de Hull où il y aura une augmentation de cinq pour cent.

Dans l'ensemble

Pour l'ensemble du Canada, la hausse des primes d'assurances-automobile n'atteindra pas même un pour cent.

Toutefois, d'une province à l'autre, les modifications de tarifs varieront considérablement.

Les tarifs seront réduits dans la plupart des régions du Québec, de la Colombie-Britannique et de l'Ile du Prince-Edouard. Ils augmenteront en moyenne légèrement dans les provinces d'Ontario et de Terre-Neuve et ils subiront des hausses importantes en Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Alberta.

En Saskatchewan, où les tarifs d'assurances-automobile sont nationalisés, les tarifs de 1967 ne seront probablement pas annoncée avant plusieurs mois. Ils avaient subi une hausse de 11% au printemps 1966.

Moins de réclamations

Dans l'ensemble du pays, la situation s'est légèrement améliorée et le nombre des réclamations d'assurance par voiture a légèrement diminué. Par contre, le coût moyen de chaque accident augmente constamment. En Colombie-Britannique, au Québec et dans l'Ile du Prince-Edouard la diminution de la fréquence des accidents a plus que compensé l'augmentation de leur coût et, en conséquence, les tarifs seront réduits.

La plupart des compagnies d'assurance modifieront les tarifs sur les polices souscrites et renouvelées après le 1 janvier 1967. Pour chaque conducteur en particulier, les variations de tarifs peuvent être beaucoup plus prononcées que les moyennes régionales et les assurés qui désirent des renseignements sur les tarifs qui leur seront appliqués devront s'adresser à leur agent ou au représentant de leur compagnie d'assurance.

La plupart des compagnies utiliseront en 1967 un nouveau système de classification; elles accorderont une réduction plus importante aux conducteurs qui n'ont pas eu d'accident depuis trois ans et plus. L'escompte a été porté de 35 à 40 pour cent dans ce cas.

A cause de l'inflation

Les plans de retraite privés devront subir des ajustements

L'inflation persistante fait qu'il devient de plus en plus pressant pour les employeurs d'ajuster les pensions qui sont présentement versées aux employés retraités. Etant donné que les prestations émanant du régime de rentes du Québec et de la Loi sur la sécurité de la vieillesse s'accroîtront au même rythme que le niveau des gains au Canada, il est hors de tout doute que les régimes privés seront éventuellement contraints d'incorporer de semblables ajustements à leurs prestations de retraite.

Jusqu'à présent, lorsque certains régimes ont apporté des ajustements aux pensions en cours d'acquittement, ils ont généralement eu recours à des ajustements d'ordre arbitraire plutôt qu'à des ajustements reflétant directement les fluctuations du coût de la vie.

Le but théorique d'un régime de retraite consiste à permettre au retraité de jouir d'un niveau de vie relié à celui qu'il a connu avant la retraite; si l'on veut atteindre ce but, le régime doit prévoir, de façon directe, l'ajustement des prestations après la retraite.

Deux concepts fondamentalement différents permettent d'y arriver; ce sont les rentes dites variables et les rentes reliées au coût de la vie.

Rentes variables

En principe, une rente variable est une rente dont les mensualités sont fonction directe de la valeur des titres qui composent la caisse à même laquelle est payée la rente. Une telle caisse est généralement investie dans des actions ordinaires et des valeurs immobilières.

La rente mensuelle provenant d'un tel arrangement est exprimée en terme **d'unités** plutôt qu'en terme de dollars. Suivant la valeur marchande de la caisse, on attribue, périodiquement, une valeur monétaire à chacune de ces unités.

Théoriquement, les variations dans la valeur de la caisse refléteront les fluctuations du coût de la vie causées par l'inflation des prix. Bien qu'à longue échéance une corrélation certaine existe entre les indices d'actions ordinaires et ceux du coût de la vie, l'on a fréquemment observé qu'à courte échéance, ils variaient de façon diamétralement opposée. Nous sommes justement dans une période où les indices d'actions ordinaires accusent une forte tendance vers la baisse, alors que le coût de la vie s'est accrû. Durant cette période, les rentiers qui touchent de telles rentes variables verront leurs paiements de rente diminuer, malgré un besoin croissant d'argent.

Cette situation illustre l'un des aspects de la rente variable qui constitue, à la fois, son principal avantage et son plus sérieux désavantage. Le récipiendaire doit accepter le risque d'une moins-value toujours possible.

Rentes reliées au coût de la vie

Contrairement au principe de la rente variable, les rentes reliées au coût de la vie sont ajustées suivant un indice externe, ordinairement l'indice des prix au consommateur, indépendamment de la valeur de l'actif sous-jacent à cette rente. Il devient donc évident que le régime de retraite et la caisse doivent prévoir le coût additionnel de ces ajustements. En effet, comme ces ajustements ne résultent pas directement d'une valeur accrue des titres composant la caisse, l'employeur doit y suppléer en versant des sommes additionnelles. Vraisemblablement un surplus peut surgir dans la caisse lorsque la valeur des titres qui composent la caisse s'accroît plus rapidement que le coût de la vie ou lorsque la valeur de la caisse demeure constante et que le coût de la vie fléchit.

L'employeur qui décide d'offrir des rentes reliées au coût de la vie assume, par le fait même, le risque d'un coût de la vie croissant.

Généralités

Avant de passer à l'instauration d'un régime prévoyant l'ajustement des prestations après la retraite, on doit s'assurer que le niveau des prestations basées sur le salaire ultime semblerait être la première étape à franchir.

Pour ce faire, le plus simple consiste à se servir d'une formule suivant laquelle les prestations sont basées sur une moyenne du salaire touché durant une courte période précédant immédiatement la retraite. De cette façon, les prestations reflètent les variations de salaire apportées par l'inflation et les promotions qui se sont succédées tout au long de la carrière de l'employé auprès de son employeur.

Une autre alternative consiste à baser les pensions sur les salaires effectivement touchés, année par année, et d'ajuster chaque crédit annuel de pension en fonction des changements survenus au sein de l'indice des prix au consommateur depuis cette année jusqu'à l'année de la retraite. En procédant de cette façon, les pensions tiennent compte des fluctuations de salaires causées par l'inflation, sans trop accorder de poids aux augmentations dues à l'avancement de l'employé.

Après avoir mis sur pied des prestations de retraite adéquates, de même qu'un système d'ajustements après la retraite, l'employeur doit bien faire comprendre à ses employés que les rentes variables et les rentes reliées au coût de la vie présentent, toutes deux, une particularité pour le moins inquiétante, à savoir: elles peuvent aussi bien décroître que s'accroître. A moins que ceci ne soit clairement compris, le mécontentement pouvant résulter d'une ou plusieurs diminutions des prestations mensuelles pourrait détruire les bonnes relations qu'un tel régime avait permis d'établir entre l'employeur et ses employés.

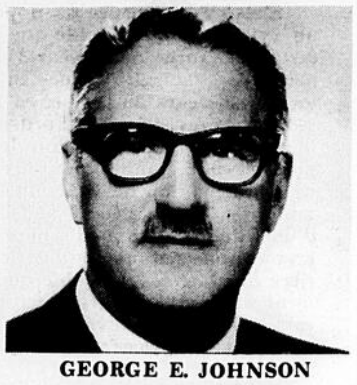
L'ASSOCIATION PROVINCIALE DES ASSUREURS-VIE DU QUÉBEC

J. Paul Deschênes, C.L.U.

Maurice Fortin, C.L.U.

Lors de l'assemblée générale annuelle, J.-Paul Deschênes, C.L.U. de Montréal a été élu président du Conseil et Maurice Fortin, C.L.U. de Val d'Or, président. Les autres officiers élus sont: vice-président du conseil Claude Beauchamp, C.L.U., Montréal - président désigné, Pierre Hamel, C.L.U., Québec - vice-président, Jean R. Brillant, C.L.U., Rimouski - trésorier, Gilbert Mullie, C.L.U., Montréal - secrétaire, Roger Ethier, C.L.U., Montréal.

CHAMBRE d'IMMEUBLE DE MONTRÉAL



GEORGE E. JOHNSON
nouveau président

Monsieur George E. Johnson de la firme St. Francis Realty Co. Ltd. de Westmount fut récemment élu président de la Chambre d'Immeuble de Montréal. M. Johnson, les nouveaux officiers et directeurs entreront officiellement en fonction au cours de l'assemblée annuelle de la Chambre qui se tiendra à l'hôtel Windsor le 26 janvier prochain. M. Johnson est directeur et gérant général des ventes de la firme St. Francis Brealty Co. Ltd. et directeur de la Chambre d'Immeuble de Montréal depuis six ans. Egalement élus au Comité administratif: Col. John A. Hutchins, Faust Realties Co. Ltd., 1er vice-président; Gilles Asselin, les Imm. Claremont Realties Inc., 2e vice-président; Jean B. St-Pierre, J. Saint-Pierre Inc., secrétaire-trésorier honoraire; Alex M. Macaulay, Major Real Estate Ltd., président sortant de charge.

Autres directeurs élus: Stan Egar, The Morgan Trust Co.; John A. Ganas. A.E. LePage (Quebec) Inc.; Maurice Goulet, Les Immeubles Goulet Enrg.; Phil La Ferrière, Les Immeubles G & L Realties; James M. Mills, Westmount Realties Co. Ltd.; Norman Orr, Norman Orr Realties Inc.; David Ransen, Brentwood Realties Inc.; Cy J. Smith, Abbott & Smith Ltd.

Nominations

M. Fernand Dubois, président de l'Association des Fournisseurs d'Hôtels et Restaurants, de Montréal, annonce la nomination de M. Gérard Huot de Montréal, au poste de gérant administratif de l'Association. M. Huot entre immédiatement en fonctions.

M. Huot sera responsable de l'administration générale de l'Association ainsi que de la direction de l'Exposition annuelle nationale des Fournisseurs d'hôtels, restaurants et institutions. L'exposition de 1967 aura lieu du 30 janvier au 2 février au Palais du Commerce de Montréal.

Le transport des marchandises

Air France modernise ses installations à Dorval

Le service Fret d'Air France sera installé dès le mois prochain dans de nouveaux et vastes locaux à l'Aéroport International de Montréal. Les services de ventes et de gestion du fret occuperont également de nouveaux locaux à Dorval.

Les nouvelles installations seront trois fois plus grandes que les précédentes, dans le but non pas d'entreposer plus de marchandises, mais plutôt de faciliter l'utilisation de nouveau matériel de levage et de chargement. Les "igloos" contenant toutes les marchandises groupées sur des palettes spéciales sont en effet chargés à bord du cargo Pélican d'Air France grâce à des tracteurs rapides, des élévateurs automatiques et des chariots spéciaux.

Ainsi, treize grandes palettes contenant jusqu'à plus de quarante tonnes de fret peuvent être préparées avant l'arrivée de l'avion pour être embarquées dès la fin du déchargement des marchandises à l'arrivée.

Le programme du service Pélican d'Air France entre le Canada et l'Europe prévoit actuellement trois vols hebdomadaires en plus du transport quotidien de fret par Boeing 707 Intercontinental régulier vers Paris. Là les correspondances sont immédiates pour acheminer les marchandises vers tous les pays d'Europe, y compris l'U.R.S.S., ainsi que vers l'Afrique, le Moyen et l'Extrême Orient.

C'est à la suite d'une étude de l'amélioration des méthodes et de l'efficacité qu'a été décidé le transfert à l'Aéroport International de Montréal de tous les services de fret, a révélé un porte-parole d'Air France. Les rapports avec les services techniques sont ainsi facilités et les destinataires devraient bénéficier d'un service encore amélioré.

REAS

les meilleurs tabacs de La Havane importés

vous les trouverez partout où on vend de fins cigares

BELVEDERES · PETIT CORONAS · CORONA GRANDES

INTERCOM

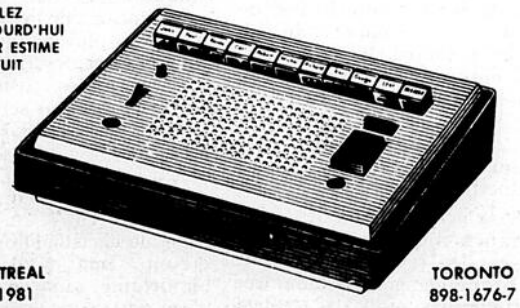
ELECTRO VOX

NOUVEAU, COMPACT!

SE PAIE DE LUI-MEME

Bien que compact, cet appareil à transistors, est très puissant; il s'actionne automatiquement au moyen de boutons et est garanti pour 10 ans.

APPELEZ AUJOURD'HUI POUR ESTIME GRATUIT



MONTREAL 739-1981

TORONTO 898-1676-7

Cartes d'affaires

SAMSON, BELAIR, COTE, LACROIX et ASSOCIÉS

Comptables agréés

MONTREAL • QUEBEC • RIMOUSKI

360, rue SAINT-JACQUES, Montréal VI. 2-4691

LAURIN, LAURIN, BEAUDRY INC.

DOMINION INSURANCE AGENCIES LIMITED

COURTIERS D'ASSURANCE AGRÉÉS

TOUR DE LA BOURSE' PLACE VICTORIA' MONTREAL 3 — 861-4761

J. LEVASSEUR Inc.

IMMEUBLE

635 est, boul. HENRI-BOURASSA, Montréal Tél.: DU. 1-7788

Si l'objectif d'exportations est atteint

WINTERS : 160,000 nouveaux emplois au Canada en 1967

Le ministre du Commerce, M. Robert H. Winters, a prédit que la réalisation de son objectif d'exportations de 11 1/4 milliards de dollars pour 1967 pourrait créer 160,000 nouveaux emplois au Canada.

Prenant la parole à un dîner à l'occasion du 10e anniversaire de l'Industrial Management Club of South Waterloo, à Galt, M. Winters a dit qu'on ne pourrait créer ces nouveaux emplois que si l'accroissement de ces exportations représentait une plus grande productivité et non pas une distraction des besoins nationaux.

Faisant le point de la situation commerciale actuelle, le ministre a souligné que les exportations avaient jusqu'ici augmenté de 20% par rapport à l'an passé et que la réalisation des 10 milliards prévus pour 1966 représenterait un accroissement de 70% sur le total d'il y a tout juste cinq ans.

Les répercussions

Quelles seront les répercussions économiques d'un tel montant d'exportation ? Il y a bien des méthodes d'évaluation, mais quel que soit le critère, les conséquences de cet accroissement seront formidables. Tout d'abord, il annulera le volume élevé des importations et nous offrira un des quelques moyens de réduire notre déficit au compte courant. Une des conséquences les plus directes sera la création de nouveaux emplois pour notre main-d'oeuvre en voie d'expansion.

Notre effectif ouvrier atteint en effet 7.4 millions de dollars et notre production nationale est estimée à plus de 57 milliards de dollars. La production par ouvrier est donc d'environ $7,800. Si les exportations en 1967 dépassent de 11/4 milliard de dollars celles de 1966 et si toute cette augmentation résulte d'une plus forte production plutôt que d'un détournement aux dépens de la consommation intérieure, il nous faudra quelque 160,000 recrues pour produire les biens et services requis pour cette hausse des exportations; **160,000 nouveaux emplois.** Cet objectif en soi en vaut la chandelle. Si chaque société s'occupe des exportations comme elle le devrait et si nous pouvons compter sur l'appui intégral et énergique des chefs d'entreprise, je suis certain que nous pouvons, sur le plan des exportations, atteindre un chiffre digne de notre Centenaire.

La concurrence

Mais une telle amélioration de notre rendement en commerce extérieur appelle une autre hausse rapide des exportations de biens fabriqués et de produits très ouvrés. Les produits ouvrés représentent maintenant une plus faible part des exportations canadiennes et une plus grande part des importations que dans tout autre pays industrialisé. Par contre, une des caractéristiques frappantes du commerce mondial est le fait que les exportations de produits fabriqués se sont accrues plus rapidement que les ventes de matières industrielles et de produits primaires. De plus les exportations des produits les plus ouvrés ont augmenté plus rapidement en général que celles de matières premières et mi-ouvrées. Je suis porté à croire que nous saurons bien réaliser d'autres hausses considérables dans l'exportation des produits fabriqués et des matières très ouvrées mais pour y parvenir, nous devons conserver une échelle de frais qui nous maintiendra à la hauteur de la concurrence.

Les produits ouvrés

"Les produits ouvrés rprésentent maintenant une plus grande part des importations canadiennes et une plus grande part des importations que dans tout autre pays industrialisé," a-t-il annoncé. Cette situation existe même si les exportations de produits manufacturés ont augmenté plus vite que les matériaux industriels et les produits primaires dans le commerce mondial.

M. Winters a insisté sur la nécessité de maintenir au Canada une structure des prix de revient permettant de soutenir la concurrence, si l'on veut le progrès rapide des exportations de produits très ouvrés.

Il a par ailleurs exprimé son inquiétude devant les tendances inflationnistes et l'augmentation des prix de revient qui réduisent les profits de la productivité par "une marge d'une importance inquiétante".

"Si ces tendances se maintiennent, elles pourraient miner sérieusement notre aptitude à la concurrence sur les marchés internationaux."

Il a encore soutenu qu'une productivité accrue dépendait dans une large mesure de la façon de trouver "les meilleurs moyens d'utiliser nos ressources humaines".

Besoin de travailleurs qualifiés

"le Canada a réussi de façon remarquable" à attirer des ouvriers spécialisés de l'étranger," mais il est peu probable que nous puissions compter aussi complèrement sur ces sources à l'avenir."

Le besoin de personnes qualifiées a créé une "forte affluence vers les institutions d'enseignement", a dit M. Winters, qui fera plus que doubler le nombre des universités canadiennes d'ici 1975, nécessitant ainsi d'inportants programmes de dépenses pour assurer l'expansion des universités.

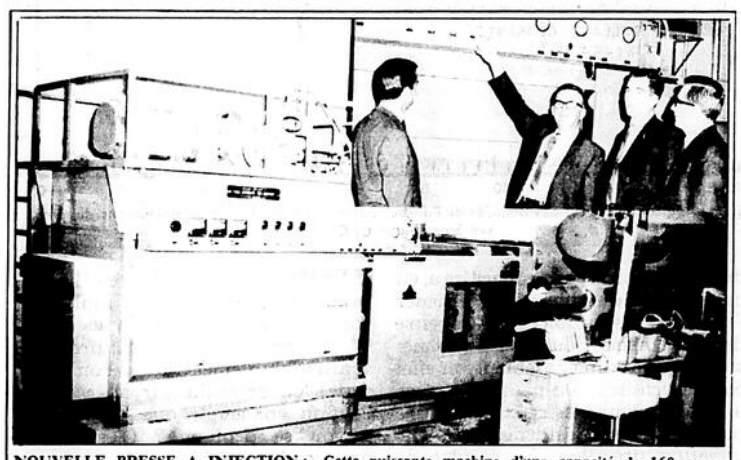
Citant le rapport de la Commission Blanden sur le financement de l'enseignement supérieur au Canada, le Ministre a fait remarquer que ce rapport avait estimé avec modération que les dépenses pour les universités s'élèveraient à plus de 2 milliards d'ici dix ans.

En dépit de cette formidable expansion, poursuivi le Ministre, seulement une personne sur douze d'âge universitaire au Canada suit des cours à l'université, comparativement à la moitié aux Etats-Unis.

Aide aux provinces

Le Ministre a alors décrit la proposition du gouvernement fédéral visant à aider les provinces à défrayer le coût de l'enseignement au moyen d'un accord spécial de transferts fiscaux sans conditions, calculés d'après les frais d'exploitation de l'enseignement supérieur, mais il a aussi invité l'industrie à participer davantage financièrement afin de "maintenir nos institutions de haut savoir libres de toute influence arbitraire, y compris celle des gouvernements".

"Nous savons depuis longtemps que les administrateurs d'entreprises commerciales ont rendu une aide précieuse à l'enseignement supérieur dans notre pays. Nous pouvons nous réjouir... que des institutions d'enseignement plus nombreuses nous aideront à nous rapprocher de notre but ultime... une vie riche et fructueuse pour tous les Canadiens," a-t-il conclu.



NOUVELLE PRESSE A INJECTION : Cette puissante machine d'une capacité de 160 onces, pèse 80 tonnes. Grâce à son acquisition, Les Industries Provinciales Ltée révolutionneront l'industrie de la manutention en fabriquant de nouveaux contenants en plastique. En médaillon, les dirigeants de la compagnie : de g. à d., MM. Benoit et J.-Emile Métivier, président, et ses deux autres fils, Rémy et Julien.

Modernisation de l'équipement des Industries Provinciales Ltée

Les Industries Provinciales Ltée de St-Damien de Bellechasse, à 35 milles de Québec, spécialisées dans la fabrication de plus de 300 articles de ménage et autres en plastique, viennent de faire l'acquisition d'une puissante presse à injection. La nouvelle machine, d'une capacité de 160 onces, d'après un communiqué de M. Métivier, son président, permettra à cette industrie canadienne-française d'augmenter ses opérations de plus du tiers et nécessitera l'engagement d'une quinzaine d'hommes en plus des quelque cent ouvriers à qui elle assure déjà un emploi permanent.

La nouvelle presse d'une valeur de $200,000 fabriquée aux Etats-Unis pèse 80 tonnes et peut plastiquer 1,000 livres de plastique à l'heure. Elle servira principalement à la fabrication de chaises de polyéthylène, qui sont vendues en grande quantité au Canada, aux Etats-Unis, en Angleterre, en Europe et en Afrique du Sud.

Grâce à la puissante machine, les Industries Provinciales se lanceront dans la fabrication de caisses de manutention en polyéthylène, révolutionnant ainsi cette industrie en remplacant éventuellement les caisses de bois et de carton conventionnelles.

C'est à la suite d'une étude du marché canadien et des développements récents connus aux Etats-Unis et en Europe que les Industries Provinciales ont décidé de se lancer dans la fabrication de ces caisses. L'industrie de St-Damien qui est une pionnière dans ce domaine en Amérique, a été fondée en 1939, par son président actuel, M. J. Emile Métivier.

Mise au point

La licence des HEC est de niveau au moins comparable à celui d'un MBA

On me permettra d'exprimer mon désaccord avec les paroles que l'on me prête, hors de leur contexte, dans LES AFFAIRES du 28 novembre 1966, et le MERCURE du même mois. J'ai toujours déclaré que la licence que décerne l'Ecole des Hautes Etudes de Montréal, par son contenu théorique et pratique, comme par la formation qu'elle exige de ceux qui la détiennent, est d'un niveau au moins comparable à celui de la maîtrise en administration (M. B. A.) que décernent les universités anglo-canadiennes et américaines. Aux diplômés qui demandent comment traduire leur titre auprès d'un employeur de langue anglaise, je conseille de le traduire par M B. A. A ceux qui demandent pourquoi nous conservons le terme LICENCE, je réponds que c'est le terme français que nous employons et que la licence que nous décernons dépasse même, par certains aspects, le niveau du M B. A. La licence des HEC, au reste, est décernée à des étudiants qui ont généralement 18 années de scolarité, ce qui n'est pas le cas de la plupart des maîtrises dans les institutions de langue anglaise.

C'est, au reste, sur la base reconnue du niveau de notre licence, par comparaison avec celui du M B. A., que nos étudiants sont admis directement au doctorat dans les universités américaines, pour ne parler que de celles-là. Il importe donc de tenir compte de cette mise au point, afin de respecter un fait que je suis en mesure de constater tous les jours, et de bien orienter les jeunes qui aspirent à l'Ecole des HEC, ainsi que les candidats actuels à la licence et les diplômés de cette même Ecole.

NDLR : l'article en question résultait d'un sondage entrepris par les étudiants de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales sur la valeur intrinsèque du titre de Licencié en Sciences commerciales qui leur est décerné à la fin de leurs études. Cette mise au point de M Allen devrait mettre fin à ce débat.

Patrick Allen, professeur
à l'Ecole des HEC

Maquette de la Plaza Alexis Nihon, complexe immobilier commercial et résidentiel au coût de $30 millions et situé aux coins des rues Ste-Catherine, Atwater et Western à Westmount et Montréal. Le gros-oeuvre de la première phase du projet: le Mail, vient tout juste d'être terminé. Un parc-autos pouvant abriter 1,500 véhicules surplombe les trois étages du mail lesquels comprendront des boutiques, grands magasins, cinéma et restaurants.

LES AFFAIRES

Hebdomadaire d'information financière, industrielle et commerciale.
635 est, boulevard HENRI-BOURASSA, Montréal 12, DU. 1-1888

Président: Julien LEVASSEUR; **vice-président**: Séraphin VACHON; **vice-président adjoint**: Jacques ROLLAND; **secrétaire**: Me Philippe FERLAND, c.r.
Directeur général: Séraphin Vachon.
Chef de l'Information: Claude Moquin.
Rédacteur financier: Jacques Rolland.
Rédacteur: Fernand Bourret.
Collaborateurs réguliers: François Gauthier, de la faculté de commerce de l'Université Laval; M. William H. Pugsley, de la faculté de commerce de McGill; J. C. de Brouwer; Michel Vibien, François Martin-Guégan de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Paris; François Zille, correspondant à Milan.
Directeur de la publicité: Claude Coupal.
Représentants: à Toronto, John Sears; 11 Yorkville ave., No 708 112-(416)-922-0524 à Montréal, Claude Martin.
Directeur du tirage: Georges Larivière.
Responsable de la comptabilité: Mme Pauline Gariépy.
On souscrit pour un an (52 numéros) à raison de $8.00; trois ans (156 numéros); $15.00
(Le ministère des postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication.)
Typographie: Typofilm Inc. **Impression**: Delpro Corporation

Seule la planification peut mettre un frein à l'inflation

L'allocution du président de la Banque Canadienne Nationale dont nos lecteurs pourront lire un résumé en page 12, est une véritable synthèse des tendances et des problèmes de l'économie nord-américaine. Le texte de M. Hébert est une source de références fort utiles pour celui qui veut connaître en termes simples les rouages de l'économie et les défis auxquels nous faisons face. Il faut savoir gré au président de la B.C.N. d'avoir brossé en termes simples un tableau de l'économie.

Deux fait dominent tout le discours de M. Hébert: notre dépendance vis-à-vis l'économie américaine et la poussée des prix. "Parler de notre dépendance vis-à-vis les Etats-Unis, c'est peu dire. Les économies des deux pays sont, dans une large mesure, solidaires, voire interdépendantes. On pourrait même ajouter que, dans certains cas, elles sont imbriquées. C'est au point qu'il arrive que des décisions d'ordre fiscal ou monétaires arrêtées à Washington aient plus d'influence sur notre propre situation que si elles avaient été prises à Ottawa." C'est ainsi que s'exprime M. Hébert.

C'est dans sa digression sur l'inflation que M. Hébert se pose en banquier d'avant garde. Jamais à notre connaissance, un banquier n'a souligné la nécessité de planifier l'économie pour amoindrir les distortions et les pressions inflationistes.

Après avoir souligné les effets néfastes de l'inflation, tant sur le plan social que sur le plan de la productivité de l'économie, M. Hébert signale combien les armes que possède actuellement le gouvernement pour combattre l'inflation, ont un champ d'action très limité. L'inflation a des effets économiques; elle pousse le salarié à demander des augmentations de salaires toujours de plus en plus fortes. Elle nuit à la formation de l'épargne puisqu'en période d'inflation, il devient plus rentable de s'endetter que de détenir des créances. Elle gonfle le coût de fabrication des biens et elle porte certaine entreprises qui peuvent facilement augmenter leurs prix de vente, à passer sur le dos des consommateurs l'accroissement des coûts, ce qui nous mène à un cercle vicieux. Mais l'inflation a aussi des effets sociaux en créant une inégalité de pouvoir d'achat entre les détenteurs de revenus fixes, salariés ou pensionnés, et les autres. On ne saurait donc s'étonner des nombreuses grèves auquel nous assistons.

Les mesures fiscales adoptées pour lutter contre la hausse des prix sont généralement plus efficaces que les mesures monétaires. Mais là encore, comme le fait remarquer M. Hébert, une hausse des impôt en période de trop forte prospérité induit les entreprises à augmenter leur prix de vente ou les salariés à réclamer des augmentations de salaires.

Quant aux mesures monétaires, elles ne réussissent guère à limiter les investissements des entreprises. Quoi qu'il en soit, les armes dont disposent actuellement les gouvernements, ne sont pas faciles à manier et peuvent accélérer, si elles sont mal utilisées, la venue d'une récession au lieu de rétablir l'équilibre. Et M. Hébert d'ajouter: "La vraie soulution réside, à notre avis, dans la planification qui consiste à fixer des objectifs économiques correspondants aux ressources et aux aspirations de la collectivité, puis à définir les moyens qui seront mis en oeuvre pour les atteindre. Une planification judicieuse devrait permettre de mieux ajuster la progression des revenus à l'expansion de la production".

On parle depuis longtemps de planification au Québec et les récentes dispositions du discours du trône sont indiscutablement un pas dans la bonne direction. Mais c'est à Ottawa qu'on devrait en parler le plus, au lieu de combattre par des mesures à portée très générale les tendances inflationistes qui pourtant se concrétisent de façon bien particulière. Malheureusement à Ottawa, on est encore bien loin de réaliser que la disparité économique des différentes régions du Canada se prêtent mal à des solutions de portée générale. La commission Porter a pourtant démontré les faiblesses des armes dont se sert actuellement Ottawa dans la guerre à l'inflation.

Jacques Rolland

Évolution récente dans l'industrie de la construction

par François GAUTHIER,
professeur auxiliaire à la faculté de commerce de l'Université Laval

Depuis quelques mois, on parle beaucoup des difficultés encourues par le secteur de la construction. Ce n'est pas le seul secteur industriel qui se trouve actuellement dans une situation défavorable mais celui-ci attire particulièrement l'attention pour trois raisons. Les variations y sont d'ordinaire assez brutales aussi bien vers le haut que vers le bas. Elles atteignent un nombre considérable de personnes. Enfin, la construction est un secteur important de l'économie et les répercussions de ses variations sur l'ensemble ne sont pas négligeables.

Que représente la construction dans l'économie? L'ensemble des constructions neuves représente environ 11% du produit national brut (11.4% en 1963, 10.9% en 1964). Ceci comprend à la fois les habitations destinées à loger les particuliers et les bâtiments industriels commerciaux et institutionnels. Ceci ne comprend pas les travaux publics comme les routes, les digues, les quais, etc.... D'une façon générale, lorsque l'on parle de construction, on est enclin à se limiter à la construction résidentielle. Or, la construction résidentielle ne représente que 48% de la construction de bâtiments (en excluant les travaux publics) et 29% de la construction totale au Canada. Au Québec, la répartition des différentes branches est sensiblement la même qu'au Canada. Dans quelles branches a-t-on noté les baisses dont il a été question récemment? Remarquons en premier lieu, qu'il y a eu une baisse de 21.3% au Canada dans le nombre de permis accordés pour l'habitation domiciliaire. En valeur, toutefois, cette baisse n'est plus que de 8.5%. La valeur des constructions commerciales a diminué de 18.7% par rapport à l'année précédente pour la période de janvier à juillet (derniers chiffres disponibles). Au contraire, on note une augmentation dans la valeur des constructions industrielles (– 16%) et des constructions institutionnelles et gouvernementales (– 20%). En définitive, la valeur totale des constructions pour lesquelles un permis de bâtir a été délivré est en baisse de 2% par rapport à la période janvier-juillet 1965. Il est possible que le mouvement de baisse se soit accentué au cours des derniers mois. Ce double mouvement de hausse dans certains secteurs de la construction et de baisse dans d'autres s'est déjà produit à plusieurs reprises dans les années passées.

Construction domiciliaire

On a pu constater que la construction domiciliaire a tendance à fléchir après plusieurs années de vive expansion générale alors que la construction dans le domaine industriel et institutionnel augmente encore plus rapidement que précédemment. Au contraire, dans les années de récession, la construction résidentielle tend à se relever alors qu'elle fléchit dans les autres domaines de la construction. Il semble qu'à la fin d'une période de prospérité les disponibilités des épargnants ne sont plus suffisantes pour faire face aux demandes qui émanent des divers secteurs de l'économie. Ce sont généralement les prêts hypothécaires qui souffrent les premiers de cette pénurie relative. De plus, les entreprises retardent rarement leurs projets de construction, ceux-ci étant habituellement prévus longtemps à l'avance. Il en est de même des constructions gouvernementales et institutionnelles qui présentent en outre un caractère de rigidité. Au contraire, les particuliers et les établissements commerciaux peuvent facilement remettre leurs projets à une date ultérieure, s'ils estiment que les conditions les plus favorables ne sont pas réunies.

Les courses

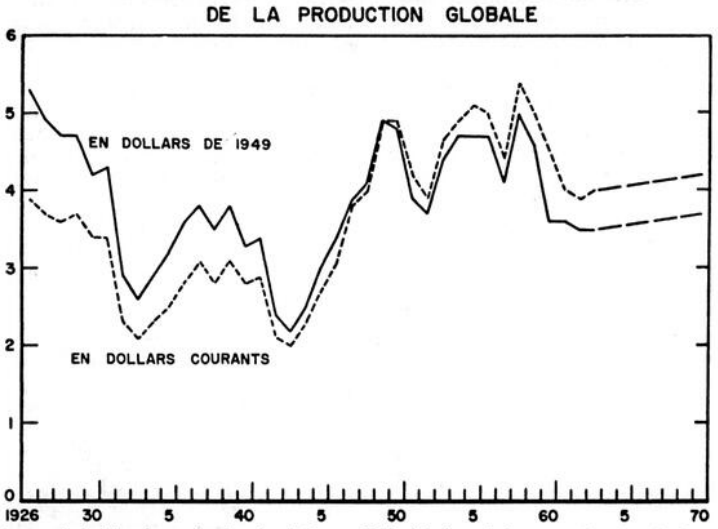
Quelles peuvent être les causes des baisses remarquées dans la construction domiciliaire et commerciale? Remarquons, en premier lieu, que ce genre de construction dépend largement des conditions de crédit. Dans leur grande majorité, elles sont construites sur hypothèques de 25 ans ou 30 ans. Or, au cours des derniers mois, on a assisté à une détérioration des conditions des prêts hypothécaires. Les fonds disponibles étant relativement rares par rapport à la demande de crédits, ceux-ci ont été canalisés vers les formes les plus avantageuses, créant une pénurie dans le domaine du prêt hypothécaire. La nouvelle hausse à 7 1/4% du taux d'intérêt hypothécaire a, en principe, pour objectif de ramener l'épargne disponible vers ce genre de placement. Toutefois, cette mesure peut avoir également un effet contradictoire: elle peut détourner les particuliers désireux de se faire construire une résidence de leur intention première. Le service de l'intérêt constitue, et de loin, la principale source de dépense des propriétaires de bâtiments résidentiels ou commerciaux. Il est donc vraisemblable que ceux-ci préféreront remettre leurs projets à plus tard, jusqu'à ce que le taux d'intérêt ait baissé. Si les conditions du crédit expliquent, dans une certaine mesure, les baisses dans le domaine résidentiel ou commercial, elles n'ont pas le même effet dans le domaine industriel ou public. En effet, les entreprises ou le gouvernement peuvent s'approvisionner en capitaux à une multitude de sources. Il en résulte que les conditions de crédit sont généralement plus faciles pour les entreprises. En outre, les variations dans le taux d'intérêt ne jouent qu'un rôle minime dans les décisions d'investissement, le service de l'intérêt ne représentant qu'une fraction des coûts de production des biens ou des services.

Les coût élevés

On peut trouver un autre élément d'explication dans le coût nettement plus élevé de la construction. L'indice des prix des matériaux de construction qui était à 148.51 (1949 - 100) pour les 8 premiers mois de 1965 est passé à 151.4 pour les 8 premiers mois de 1966 dans le cas de la construction résidentielle et de 146.4 à 149.9 pour la construction non-résidentielle. Les hausses de salaire consenties aux ouvriers ont également contribué à augmenter sensiblement le coût de la construction. Ainsi, le salaire horaire dans le bâtiment est passé de $2.58 à $2.80 pendant les 5 premiers mois de 1965 et 1966.

Quelle peut être la durée du ralentissement observé dans la construction? Un bon indice de l'activité pour les mois à venir est constitué par le nombre des mises en chantier. On observe que le nombre d'unités de logements commencées en juillet a été sensiblement inférieur à celui de juillet 1965. La baisse est encore plus apparente si l'on considère la période janvier-juillet des deux années. Pour le Canada, ce chiffre est de 57, 151 en 1966 et 71,663 pour la période correspondante de 1965. Au Québec, il s'établit à 15,062 en 1966 et à 18,967 en 1965. Donc, pendant quelques mois encore, le rythme d'activité dans la construction domiciliaire (et vraisemblablement aussi commerciale) va se maintenir au ralenti. Peut-on concevoir que cette stagnation se prolonge? C'est assez peu vraisemblable si l'on admet qu'il existe déjà une pénurie de logements dans les grands centres urbains. En outre, au cours des années prochaines, la génération nouvelle de l'après-guerre va arriver à l'âge de travailler et de se marier. Il y aura donc accroissement dans la demande de logements. De plus, en supposant qu'un ralentissement général de l'activité économique se produise dans les mois à venir, il y aurait sans doute, comme par le passé, une reprise dans la construction domiciliaire alors que les autres secteurs de la construction fléchiraient à leur tour.

CONSTRUCTION D'HABITATIONS EN POURCENTAGE DE LA PRODUCTION GLOBALE



Source: Calculs basés sur des données du Bureau fédéral de la statistique et estimations du Conseil économique du Canada.

Aide canadienne

Depuis avril 1961 un programme d'aide francophone a été lancé par le gouvernement d'Ottawa au profit des 21 pays qui étaient antérieurement sous la dépendance de la France ou de la Belgique. En 1965-66, par exemple, % 6.5 millions ont été affectés à des prêts concernant l'enseignement et près de 200 enseignants, professeurs d'université et conseillers ont été mis à la disposition des gouvernements africains.

Mémoire de la Chambre de Commerce du Canada au gouvernement fédéral

Le Canada doit protéger ses ressources hydrauliques

Vivement préoccupée par le problème des ressources hydrauliques, la Chambre de Commerce du Canada a demandé cette semaine au gouvernement fédéral de procéder le plus tôt possible à un inventaire complet des ressources hydrauliques au Canada et à établir des prévisions à long terme touchant les besoins du Canada en matière de ressources hydrauliques.

Il serait prématuré d'envisager tout projet d'exportation à long terme, précise la Chambre de Commerce, sans avoir obtenu au préalable des données précises sur le sujet.

La Chambre de Commerce qui présentait son mémoire annuel au gouvernement canadien a également pressé le gouvernement d'énoncer des politiques précises et cohérentes au sujet des ressources hydrauliques du Canada qui tiendront compte des juridictions provinciales. Il est impérieux que le ministère de l'Energie, des Ressources et des Mines, récemment formé, puisse réaliser dans le plus bref délai possible, ses louables objectifs visant à coordonner les initiatives en ce domaine.

Les relations avec les E.-U.

Les membres de la délégation, représentant tous les secteurs économiques canadiens et dirigés par M. Roger DeSerres, président de la Chambre de Commerce du Canada, ont commenté plus particulièrement, outre la question des ressources hydrauliques, les résolutions relatives aux relations canado-américaines et les relations patronales-ouvrières. En tout, la délégation a soumis au gouvernement fédéral quarante-cinq voeux exprimant les vues majoritaires des 850 Chambres de Commerce et Boards of Trade affiliés à cet organisme.

Quant aux relations canado-américaines, dans son mémoire, la Chambre exprime l'avis que le rapport Merchant-Heeney -- "Le Canada et les Etats-Unis, principes d'association" est une excellente monographie qui contient des recommandations constructives en vue d'assurer une collaboration efficace entre les deux pays. La Chambre demande au gouvernement d'étudier avec soin les recommandations suivantes:

Recommandations

-- que l'on procède sans retard à des discussions entre les gouvernements des deux pays, à tous les échelons, en marge des problèmes courants, ce qui permettrait d'accorder une attention entière aux vues de chacun et d'accroître les possibilités de solutions des problèmes;

-- que le comité ministériel mixte sur les affaires commerciales et économiques crée un comité mixte de délégués assurant des moyens de consultation immédiate sur les problèmes qui surgissent dans les domaines de leur compétence;

Il serait prématuré d'envisager tout projet d'exportation à long terme, précise la Chambre de Commerce, sans avoir obtenu au préalable des données précises sur le sujet.

La Chambre de Commerce qui présentait son mémoire annuel au gouvernement canadien a également pressé le gouvernement d'énoncer des politiques précises et cohérentes au sujet des ressources hydrauliques du Canada qui tiendront compte des juridictions provinciales. Il est impérieux que le ministère de l'Energie, des Ressources et des Mines, récemment formé, puisse réaliser dans le plus bref délai possible, ses louables objectifs visant à coordonner les initiatives en ce domaine.

Les relations avec les E.-U.

Les membres de la délégation, représentant tous les secteurs économiques canadiens et dirigés par M. Roger DeSerres, président de la Chambre de Commerce du Canada, ont commenté plus particulièrement, outre la question des ressources hydrauliques, les résolutions relatives aux relations canado-américaines et les relations patronales-ouvrières. En tout, la délégation a soumis au gouvernement fédéral quarante-cinq voeux exprimant les vues majoritaires des 850 Chambres de Commerce et Boards of Trade affiliés à cet organisme.

Quant aux relations canado-américaines, dans son mémoire, la Chambre exprime l'avis que le rapport Merchant-Heeney - "Le Canada et les Etats-Unis, principes d'association" est une excellente monographie qui contient des recommandations constructives en vue d'assurer une collaboration efficace entre les deux pays. La Chambre demande au gouvernement d'étudier avec soin les recommandations suivantes:

Recommandations

-- que l'on procède sans retard à des discussions entre les gouvernements des deux pays, à tous les échelons, en marge des problèmes courants, ce qui permettrait d'accorder une attention entière aux vues de chacun et d'accroître les possibilités de solutions des problèmes;

-- que le comité ministériel mixte sur les affaires commerciales et économiques crée un comité mixte de délégués assurant des moyens de consultation immédiate sur les problèmes qui surgissent dans les domaines de leur compétence;

-- que les deux pays prennent clairement conscience du problème de la balance bilatérale des paiements afin que l'incidence de toute mesure de redressement qui s'imposera soit bien pesée;

-- que chacun évite toute tentative ou velléité d'immixtion de ses lois dans la juridiction de l'autre et respecte scrupuleusement son autonomie en matière de législation et sur le plan judiciaire.

Relations patronales-ouvrières

Au chapitre des relations patronales-ouvrières, la Chambre croit que le niveau général des salaires et des avantages sociaux doit être en fonction des conditions économiques, de la productivité nationale et de notre position concurrentielle sur le marché intérieur et les grands marchés internationaux ainsi que fonction d'autres facteurs analogues. Une ascension continué qui ne tiendrait pas compte de tous ces facteurs compromettrait l'équilibre économique du pays.

"Nous nous sommes inquiétés des nombreuses grèves et menaces de grèves au cours de 1966 qui ont sensiblement haussé le coût de la main-d'oeuvre. Nous craignons de graves répercussions sur notre économie à la suite de ce nombre sans précédent de grèves. Si la tendance persiste à ce rythme, il faut s'attendre au pire".

La fonction publique

Dans son mémoire, la Chambre déclare qu'on doit interdire les grèves dans la fonction publique. Cette pratique devrait s'appliquer à tous les fonctionnaires de l'Etat, sauf les employés au service des Sociétés de la Couronne. L'organisme réclame également que les différends non réglés soient soumis à l'arbitrage ou à d'autres formes d'entente liant les parties en cause.

La grève des employés des postes qui a eu lieu l'an dernier et celle qui nous a menacés cet automne, auraient pu gravement perturber notre économie. Les conséquences de règlements à des conditions très onéreuses en vue d'éviter les grèves à tout prix dans les secteurs névralgiques sont une cause d'inquiétude non moins profonde.

Autres demandes

La Chambre croit également qu'il ne devrait exister aucune entrave au recours aux injonctions lors des conflits du travail, quand elles sont nécessaires au respect de la loi; en raison des effets régressifs de l'impôt sur les biens transmis par décès et du faible revenu fiscal qu'on en tire, cet impôt doit être rappelé; il faut abolir le plafond de 6 p.c. sur les prêts bancaires;

l'administration fédérale devrait exercer son influence afin de favoriser la mise au point de lois uniformes en ce qui a trait aux transactions de valeurs mobilières;

le gouvernement fédéral doit collaborer activement avec les administrations provinciales dans le recensement des diverses mesures contre le pollution du milieu ainsi qu'à l'élaboration de programmes visant à combattre la pollution de l'habitat humain;

il conviendrait de reviser la politique pétrolifere en cours, laquelle remonte à 1961 et d'envisager les possibilités d'accroître les débouchés pour le pétrole brut canadien sur le marché nord-américain.

Opinion de la Chambre de Commerce

Interdire les grèves dans la fonction publique

La Chambre est d'avis qu'il faut interdire les grèves et lock-outs mettant en cause les employés de la fonction publique, tel que décrit dans le texte de loi C-170, et que les différends non réglés dans ce domaine doivent être soumis à l'arbitrage ou à d'autres formes d'entente liant les parties en cause. Nous croyons que tout arrêt de travail, dans un secteur quelconque de la fonction publique, n'est pas justifié. La grève des commis postiers qui a eu lieu l'an dernier et celle de cette année qu'on a évitée de justesse, auraient pu gravement perturber notre économie. Il faut ajouter que les conséquences de règlements à des conditions très onéreuses en vue d'éviter les grèves dans les secteurs névralgiques sont une cause d'inquiétude non moins profonde.

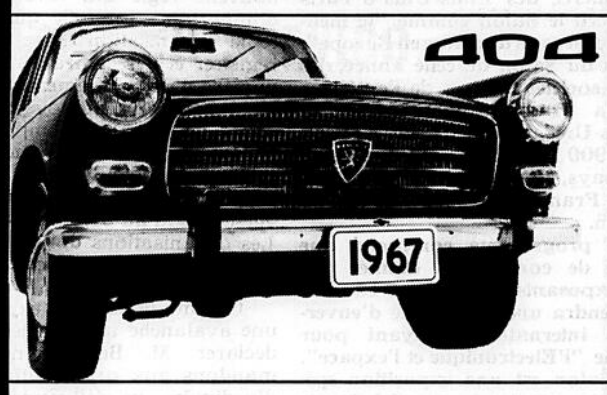
Selon la Chambre de Commerce

L'économie canadienne doit demeurer concurrentielle

Dans son mémoire, la Chambre de Commerce du Canada s'est préoccupée de la hausse des salaires et des prix qui peuvent placer l'économie canadienne hors la portée des acheteurs éventuels dans le monde. Elle a ajouté que l'on doit s'attendre au pire si l'épidémie de grèves continue:

– Nous sommes d'avis, précise le mémoire, que le niveau général des salaires et des avantages sociaux doit être en fonction des conditions économiques, de la productivité nationale moyenne, de la position concurrentielle du Canada sur le marché intérieur et international, ainsi que d'autres facteurs analogues. Une ascension continue qui ne tiendrait pas compte de tous ces facteurs compromettrait l'équilibre économique du pays. "Nous nous sommes inquiétés des nombreuses grèves et menaces de grèves qui ont sensiblement haussé le coût de la main-d'oeuvre. Nous craignons de graves répercussions sur notre économie à la suite de ce nombre sans précédent de grèves. Si la tendance persiste à ce rythme, il faut s'attendre au pire."

Bien faite, bonne réputation, c'est une Canadienne...



Pour votre sécurité:
20 points stratégiques ont été particulièrement soignés.

A votre choix:
Moteur à carburateur ou à injection automatique ou 4 vitesses synchronisées toit fixe ou coulissant.

PEUGEOT
Garantie 2 ans ou 50,000 milles sans soucis.

A Toronto, à Québec, à Ottawa, à Vancouver comme à Montréal,

l'homme d'affaires va chez Berlitz!

Il y apprend plus vite l'anglais, l'espagnol, l'allemand, le grec, l'italien ou le russe... La langue de ses clients! Il sait qu'il y bénéficie de programmes spéciaux pour hommes d'affaires.

Ecoles Berlitz langues vivantes.

MONTREAL 288 3111 | TORONTO 924 7773 | QUEBEC 529 6161 | OTTAWA 232 5343 | VANCOUVER 685 9331

Pour délivrer des reçus admissibles aux fins de l'impôt

OTTAWA : les organisations de charité devront s'enregistrer

Toute organisation de charité qui désire continuer à délivrer des reçus admissibles aux fins de l'impôt est tenue de s'enregistrer auprès de la Division de l'Impôt, afin de recevoir l'approbation voulue ainsi qu'un numéro d'enregistrement.

Les organisations de charité devront toutes tenir des registres financiers pouvant êtres contrôlés par la Division de l'Impôt.

Le ministre du Revenu national, M. E.J. Benson, a déclaré, en communiquant tout un ensemble d'instructions et d'exigences diverses à ce sujet, qu'il prévoyait que plus de 40,000 organisations présenteront des demandes d'enregistrement auprès du nouveau service confié au "Registraire-examinateur des organisations de charité."

La Division de l'Impôt a aussi exposé les règles que doivent observer les employeurs qui opèrent, sur la rémunération de leurs employés, des déductions dont ils font remise aux organisations de charité. Dorénavant, les employeurs devront conserver ces fonds dans des "trust de charité d'employés" distincts, faire enregistrer ces trusts auprès de la Division de l'Impôt et signaler leurs "numéros d'enregistrement" sur tous les feuillets T4 délivrés aux employés.

"La plupart des organisations de charité avec lesquelles nous avons été en rapport ont bien accueilli ces règles précises qui seront substituées aux anciennes règles assez floues, qui comportaient des échappatoires ainsi que des imprécisions touchant les exigences", a déclaré M. Benson.

Reçus numérotés

Selon la Division de l'Impôt, la nouvelle règle qui revêt le plus d'importance est celle qui enjoint toute organisation de se faire enregistrer et de se faire attribuer un numéro d'enregistrement. Ce numéro doit figurer sur tous les reçus délivrés, aux fins de l'impôt, après le 31 décembre 1966. Les nouveaux règlements ne s'appliquent pas aux reçus délivrés à l'appui des dons versés jusqu'au 31 décembre 1966. Les organisations doivent conserver des duplicata des reçus délivrés.

"Comme nous nous exposons à une avalanche au tout début," de déclarer M. Benson, nous demandons aux organisations qui, d'ordinaire, ne délivrent de reçus qu'à la fin de l'année, de ne pas présenter leur demande immédiatement et de ne pas s'attendre à un enregistrement instantané. De cette façon, le Registraire-examinateur pourra s'occuper promptement des demandes reçues des organisations qui ont besoin de connaître leur numéro d'enregistrement dès le tout début de 1967.

Quand elle présente une demande, l'organisation intéressée doit fournir copie de sa charte, de ses lettres patentes, de sa constitution et de ses statuts; faute de ces pièces, on exigera un exposé de ses buts et objets. "Ce sont tous les objets motivant l'institution de l'organisation ainsi que l'utilisation de ses fonds qui serviront à établir si elle est admissible ou non à l'enregistrement à titre d'organisation de charité", a dit le ministre.

Les clubs sociaux, les loges fraternelles et les groupes de cette nature ne constituent pas strictement des organisations de charité. Toutefois, ces organisations "peuvent" satisfaire aux conditions et être admise à l'enregistrement à titre de trusts de charité, si elles s'occupent d'oeuvres charitables et si les fonds destinés à ces oeuvres sont conservés séparément des autres fonds dont elles disposent.

Tenus de régistres

Un changement qui est d'importance en ce qui concerne les organisations en cause, c'est la nécessité de tenir des registres qui se prêtent de façon convenable à la vérification des reçus délivrés.

Les nouvelles règles auront notamment comme résultat, estime-t-on, d'amener un usage plus répandu du "système d'enveloppe" dans les églises.

"A tout prendre, le resserrement que comportent les nouvelles règles signifie que nous serons en mesure de contrôler les reçus d'une façon beaucoup plus satisfaisante que par le passé", a dit M. Benson. "Nous espérons voir disparaître les abus et les malentendus auxquels ont donné lieu les reçus de dons de charité. Aucun fonctionnaire de l'Etat ne devrait avoir à prendre un contribuable à partie quant à la légitimité de sa réclamation concernant les dons de charité. Dorénavant, les règles tranchent les difficultés: finies les discussions, car nous pourrons vérifier".

La Division de l'Impôt ne peut approuver que les organisations dont les buts et objets tombent exclusivement dans les quatre domaines suivants: le soulagement de la pauvreté, l'encouragement de la pratique religieuse, l'avancement de l'instruction et autres objets de portée restreinte qui sont à l'avantage de la collectivité prise dans son ensemble.

Le Salon de l'électronique

Paris blâme l'absence de nos produits

L'Industrie Electronique Canadienne a été critiquée ici à Paris par les commanditaires du Salon des éléments électroniques de Paris.

Dans un communiqué annonçant la tenue du prochain salon, du 5 au 10 avril 1967, la fédération de l'Industrie Electronique déclare qu'elle "déplore l'absence quasi totale de la représentation canadienne". En mars 1966, une seule compagnie canadienne, fabricant d'instruments de mesure, a participer au Salon.

L'Exposition de 1967 ne comprendra pas cette spécialité et a l'heure actuelle aucune compagnie canadienne a annoncé son intention d'y participer. "Cela est des plus regrettable", d'ajouter les commanditaires, "étant donné que l'Industrie Electronique française participera à l'Exposition de Montréal l'an prochain". Plus de 100 compagnies américaines seront présentes au Salon de Paris.

Un représentant du ministère du commerce des Etats-Unis à Paris a décrit le Salon comme "le meilleur dans son domaine en Europe". Lors du Salon de cette année, des 430 sociétés venant de l'extérieur de la France, 169 venaient des Etats-Unis. En 1967 on s'attend que 900 sociétés venant de plus de 20 pays, dont la moitié ne seront pas Françaises, participeront au Salon.

Le programme comprend une série de conférences donnée par les exposants et du 10 au 15 avril se tiendra une conférence d'envergure internationale ayant pour thème "l'Electronique et l'expace". Le Salon est une exposition spécialisée, consacrée aux fabricants de composantes passives, de lampes électroniques, de semi-conducteurs, de circuits microphoniques et de relais, utilisés comme produits au consommateur ou outillage de production.

A Ottawa

Une réorganisation générale de la Division de l'impôt

Une réorganisation générale de la direction au ministère du Revenu national (Division de l'impôt) résultera probablement des mesures qui ont été prises en vue d'assurer l'étude en profondeur des moyens employés pour éluder l'impôt, une planification à long terme et l'inauguration des travaux de recherche sur les effets des lois fiscales.

En annonçant les modifications approuvées par le Conseil du trésor, M. E. J. Benson, ministre du Revenu national et président du Conseil du trésor, a déclaré que les nouveaux cadres de la direction comporteront trois sous-ministres adjoints au lieu d'un, ainsi que trois nouvelles directions: la direction de l'exécution, la direction des opérations et la direction de la planification et des recherches. Le directeur du Contentieux et son personnel continueront à s'occuper des services juridiques. La Division comptera en outre les directions suivantes: contrôle de la gestion, personnel, gestion financière et service d'information. La redistribution des responsabilités signifie qu'un haut fonctionnaire pourra s'occuper d'une grande fonction.

TACHES ACCRUES

"Le besoin de cette réorganisation s'est fait sentir au sein de la Division de l'impôt elle-même", a dit Monsieur Benson. "Il était de plus en plus évident depuis quelques années, que l'administration actuelle pouvait de plus en plus difficilement s'acquitter de ses tâches avec l'efficacité qu'elle voulait".

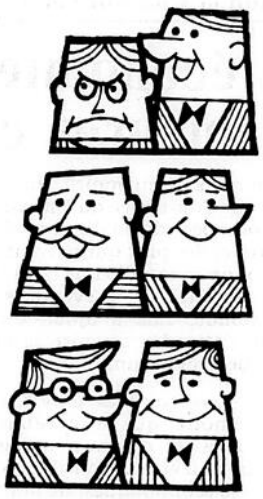
"En plus du volume de travail toujours croissant et de sa complexité, nous avons pris en charge l'impôt sur le revenu des provinces il y a trois ans, et, cette année, les déductions pour le Régime de pensions du Canada. En dépit de l'introduction du matériel électronique en 1962 et de la nécessité toujours présente de surveiller l'économie — par exemple, notre personnel total régulier n'a pas augmenté depuis 20 ans — les problèmes qui surgissent sans cesse ont tellement harcelé nos hauts fonctionnaires, qu'ils n'ont pas eu suffisamment de temps pour se pencher sur des questions importantes, comme par exemple, la planification à long terme, la politique à adopter pour contrecarrer les moyens d'éluder l'impôt et la planification en matière d'effectifs.

LES DIVISIONS

Voici en quoi consisteront les responsabilités des trois nouvelles directions:

1. **La Direction de l'exécution s'occupera surtout de l'interprétation et de l'application uniforme des lois et politiques fiscales actuelles, ainsi que de l'élaboration de mesures efficaces afin d'assurer la collaboration des contribuables en matière de production des déclarations et de prompt paiement de l'impôt. La réorganisation fournira à cette direction les moyens nécessaires pour lui permettre de lutter plus efficacement contre les manoeuvres destinées à frauder le fisc.**
2. **La Direction des opérations sera chargée d'élaborer la politique et d'exécuter les programmes du Ministère, et les 29 bureaux de district de la Division, ainsi que le Centre des données, relèveront de son directeur.**
3. **La Direction de la planification et des recherches sera chargée de la planification à long terme et des mesures à prendre à l'égard des modifications à apporter à la loi et à la politique fiscales. Elle comptera des spécialistes dans le domaine de l'étude et de l'élaboration des programmes, des recherches sur les systèmes, de la politique fiscale et des conventions fiscales avec d'autres gouvernements.**

seul le grincheux n'est pas emballé par un congrès à l'Esterel



C'est qu'il n'aime pas la belle vie, la bonne table et le sourire des autres, pas plus qu'il n'aime . . . le travail!

A 50 milles seulement de Montréal, par l'Autoroute des Laurentides. L'Esterel peut loger 250 personnes et en accueillir jusqu'à 600 dans ses salles de conférences.

Documentation:
composez 866-8224 (ligne directe de Montréal) ou écrivez à Paul Hurtubise, directeur général, dépt C-613-3, Hôtel l'Esterel, Ville d'Esterel, Cté Terrebonne, Qué.

Le papier journal reste en grande demande au Canada et aux É.-U.

Il existe un taux de croissance extrêmement élevé de la demande du papier journal sur le continent nord américain, selon le relevé le plus récent de l'Association canadienne des producteurs de papier journal.

Selon l'Association, l'accroissement dynamique de la consommation aux Etats-Unis et au Canada a caractérisé la situation du papier journal sur les marchés mondiaux, favorisant un rapprochement étroit entre l'offre et la demande.

Ailleurs en Occident, la demande a continué d'augmenter à peu près au taux moyen habituel de près de 400,000 tonnes par année. En Amérique du Nord, toutefois, l'augmentation de la demande au cours de trois années écoulées depuis 1963 a atteint presque deux millions de tonnes, ce qui dépasse de beaucoup les moyennes à long terme antérieures d'environ 200,000 tonnes par année.

La publicité

L'étude indique que la cause de cette croissance impressionnante en Amérique du Nord se trouve dans le lignage publicitaire, lequel à son tour reflète une longue ascension de l'activité économique. Tout déclin futur des affaires devrait entraîner une diminution des budgets publicitaires, et donc de la vente de papier journal, ainsi que l'expérience le démontre. L'Association fait toutefois observer que d'autres facteurs ont joué dans la croissance des années récentes, facteurs qui ne sont pas sujets aux fluctuations cycliques.

L'un de ces autres facteurs est l'amélioration visible de la position concurrentielle des journaux par rapport à d'autres supports, comme la télévision. Après plusieurs années d'augmentation dans la part des budgets de publicité consacrée à la TV, on constate qu'en 1966 l'augmentation est à peu près la même pour la TV, les journaux et les autres supports.

Autre fait à considérer: le taux actuellement élevé de formation de nouveaux foyers, au fur et à mesure que les enfants nés depuis la deuxième Grande Guerre se marient. Une troisième raison, c'est l'augmentation continue des journaux de banlieue. La rénovation urbaine joue peut-être aussi dans un sens favorable aux quotidiens métropolitains, phénomènes qui semble devoir se continuer.

Un aspect notable de cette augmentation de la vente du papier journal, c'est sa répartition géographique plus équitable. Après nombre d'années où la croissance se manifestait surtout au sud et à l'ouest du continent, les augmentations importantes de cette année se produisent au nord-est et dans les régions centrales.

Offre suffisante

Au cours des trois dernières années, l'augmentation mondiale de la capacité n'a pas marché de pair avec l'augmentation de la demande; mais les pronostics pour 1967 portent à croire que l'offre continuera quand même à suffire à la demande.

CAPACITE DE PRODUCTION PAR REGION DU CANADA

(en milliers de tonnes)

Année	Québec Somme	Québec Indice	Ont. & Man. Somme	Ont. & Man. Indice	B.C. Somme	B.C. Indice	Atlantique Somme	Atlantique Indice	Total Somme	Total Indice
1955	3,113	98	1,491	97	562	95	898	98	6,064	97
1956	3,192	100	1,541	100	589	100	921	100	6,243	100
1957	3,338	105	1,713	111	763	130	943	102	6,756	108
1958	3,435	108	1,912	124	924	157	968	105	7,239	116
1959	3,507	110	2,051	133	990	168	973	106	7,521	120
1960	3,557	111	2,065	134	996	169	992	108	7,611	122
1961	3,554	111	2,062	134	1,086	184	1,032	112	7,734	124
1962	3,638	114	2,084	135	1,078	183	1,044	113	7,844	126
1963	3,662	115	2,117	137	1,197	203	1,078	117	8,054	129
1964	3,781	118	2,134	138	1,289	219	1,070	116	8,274	133
1965	3,807	119	2,110	137	1,343	228	1,161	126	8,421	135
1966p	4,092	128	2,230	145	1,355	230	1,229	133	8,906	143
1967p	4,225	132	2,275	148	1,425	242	1,275	138	9,200	147
1968p	4,340	136	2,340	152	1,640	278	1,280	139	9,600	154

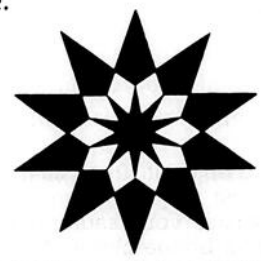
LOGEMENT '67

Les dirigeants de votre compagnie et ses clients de l'extérieur sont sûrement dignes d'un logement de la plus haute qualité pour leurs visites à Expo 67.

Joignez-vous aux compagnies canadiennes et européennes qui ont déjà sous-loué un appartement à Port-Royal. Vous y obtiendrez les services personnels d'un grand hôtel dans l'ambiance d'une résidence de distinction de la rue Sherbrooke ouest.

Quelques appartements d'une et de deux chambres à coucher sont présentement à la disposition de maisons d'affaires pour sous-location durant Expo 67.

Vos clients apprécieront certainement ce geste.

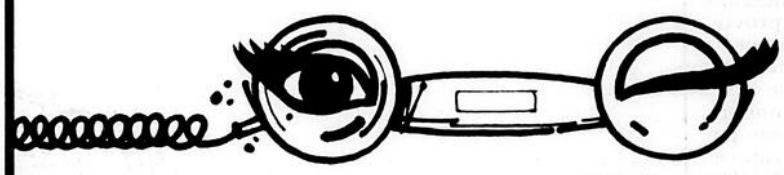


PORT-ROYAL

1455 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 25

Tél. 937-9511

Réservations... en un clin d'oeil!



Téléphonez au service de réservations d'hôtel

Un coup de fil et voilà! Vous obtenez la confirmation instantanée de vos réservations dans les hôtels du Canadien Pacifique et autres hôtels de grande classe au Canada. Composez l'un des numéros suivants, selon la ville où vous vous trouvez:

Montréal.....**866-3048**
Sherbrooke.....**567-3388**
Québec.....**522-3343**

Ottawa — Téléphonez à l'interurbain et demandez Zénith 0-0810 (pas de frais d'appel). Il y a 38 autres bureaux de réservations d'hôtel au Canada.

Une voix sympathique accueille votre appel

Qui s'y connaît préfère

LES HÔTELS DU Canadien Pacifique

VICTORIA, LAKE LOUISE, BANFF, CALGARY, EDMONTON, REGINA, WINNIPEG, TORONTO, MONTRÉAL, SHERBROOKE, QUÉBEC, ST. ANDREWS-BY-THE-SEA

expo67

PAVILLON CANADIEN PACIFIQUE COMINCO

Selon le président de la Banque de Montréal

Le Canada doit abolir les restrictictions monétaires et les gouvernements doivent réduire leurs dépenses

L'économie canadienne n'a plus besoin de restrictions monétaires pour combattre l'inflation, étant donné les signes d'incertitude que présentent les perspectives économiques actuelles, selon le président de la Banque de Montréal, M. G. Arnold Hart qui adressait la parole devant les actionnaires lors de leur 149e réunion annuelle.

Le président de la Banque de Montréal a ajouté que, de toute façon, les statistiques disponibles et les commentaires qui parviennent dans le cours des affaires, de vouvelles restrictions ne semblent pas du tout recommandées dans les circonstances actuelles.

Mais si le gouvernement considère, ajoute-t-il, qu'il est nécessaire de résuire encore les pressions de la demande sur l'économie, je pense qu'il doit commencer par lui-même; on n'aura guère contribué à faire avancer les choses, si le gouvernement continue d'accroître ses propres dépenses. On pourrait envisager la perspective d'accroissement des impôts et trouver beaucoup plus de sens aux fins qu'ils poursuivent dans la situation présente si on ne craignait pas que ces accroissements d'impôts ne soient suivis de la décision de dépenser le supplément de recettes aussi vite qu'on peut les percevoir.

Il y a, certes, des limites à l'efficacité de la politique monétaire et fiscale, en particulier en courte période, mais un domaine qui m'inspire une grave inquiétude, et où l'on pourrait obtenir des résultats plus directs, c'est celui des dépenses des gouvernements eux-mêmes. Quand nous considérons que les dépenses fédérales, provinciales et municipales en biens et services représentent presque 19% de notre Dépense nationale brute et que les paiements de transfert, ainsi que l'intérêt de la dette publique et les subventions, équivalent à une autre tranche de 12% de la Dépense nationale brute, le poids de leur activité est manifeste. Pourtant, au cours de la présente année, les dix gouvernements provinciaux ont tous présenté des budgets où l'on prévoit des augmentations de dépenses, et le ministre des Finances a même prédit de plus grandes dépenses encore du gouvernement fédéral que celles du budget du printemps dernier.

Crédit limité

Permettez-moi de faire remarquer, dit-il qu'il n'est pas de plus ferme partisan des mesures anti-inflationnistes que notre Banque, mais il me semble que, vu les arrangements existants en ce qui concerne les institutions, les banques sont appelées à porter une part injustifiable du fardeau. Lorsqu'elles envisagent l'étendue des restrictions à imposer, les autorités monétaiges tiennent compte de l'expansion de tous les intermédiaires financiers et, évidemment, de la situation du crédit en général. Durant la présente période de resserrement, comme dans les situations analogues depuis le commencement des années 1950, les instutions financières extra-bancaires ont réussi, dans une grande mesure, à éviter les influences restrictives qui ont frappé de toute leur force les banques à charte.

Les différences de taux de croissance qui en résultent illustrent directement les inconvénients du régime actuel. Face au problème de la limitaion du crédit, les autorités monétaires doivent imposer des restrictions suffisamment rigoureuses aux banques, dont elles peuvent influencer directement la croissance, de façon à compenser pour l'expansion des "quasi-banques", ainsi qu'on les appelle, dont la croissance n'est gênée que d'une façon indirecte et, dans les circonstances actuelles, à un moindre degré.

La loi des banques

Mon propos n'est pas de discuter la revision de la loi des Banques, qui est actuellement devant un comité du Parlement, sauf pour dire que, si je me félicite des changements qui aboutiront à supprimer les restrictions désuètes qui pèsent sur les banques, il me semble que l'écart entre le projet de revision et les recommandations présentées en 1964 par la Commission royale d'enquête sur les banques et la finance reste grave. Il importe que les changements de la politique monétaire se fassent rapidement sentir dans toute l'organisation financière, et j'ai le profond sentiment que, pour cette seule raison, il est dans le meilleur intérêt du pays que les banques aient toute latitude de faire concurrence d'une façon effective et aux mêmes conditions que les autres intermédiaires financiers.

Nouveaux sommets

De son côté, le directeur général, M. R. D. Mulholland, a révélé que la Banque de Montréal a atteint de nouveaux sommets en fin d'exercice, à la fois pour l'actif, les prêts et les dépôts tandis que le volume des opérations a enregistré un nouveau record.

Le bénéfice net pour l'exercice s'élève à $19,905,599, après déduction pour amortissement des immeubles et installations, des virements aux réserves internes et des impôts sur le revenu. Ceci représente un accroissement de 6.3%, à rapprocher de 4.9% l'an dernier. Il a été affecté une somme de $14,428,125 aux dividendes réguliers et supplémentaires, soit, au total, l'équivalent de $2.37 1/2 par action, au lieu de $2.27 1/2 par action pour l'année précédente.

Le solde de $5,477,474 a été reporté au compte des Bénéfices non répartis, dont le total s'est alors élevé à $6,944,801. Sur ce montant, il a été viré $5,000,000 au compte de Réserve, ce qui fait pour l'ensemble du capital social, comptes de Réserve et de Bénéfices non répartis compris, un total de $230,694,801. Nos revenus bruts accusent un gain très satisfaisant, qui est attribuable, en particulier, à une hausse de rendement de presque tous les avoirs productifs. Quant à la dépense, il y a eu hausse de presque toutes les catégories de frais.

L'Office du Film du Québec

Courts métrages à l'usage du public

L'Office du Film du Québec annonce la publication d'un nouveau répertoire de films de court métrage mis à la disposition du public pour ses services de distribution à Québec et à Montréal.

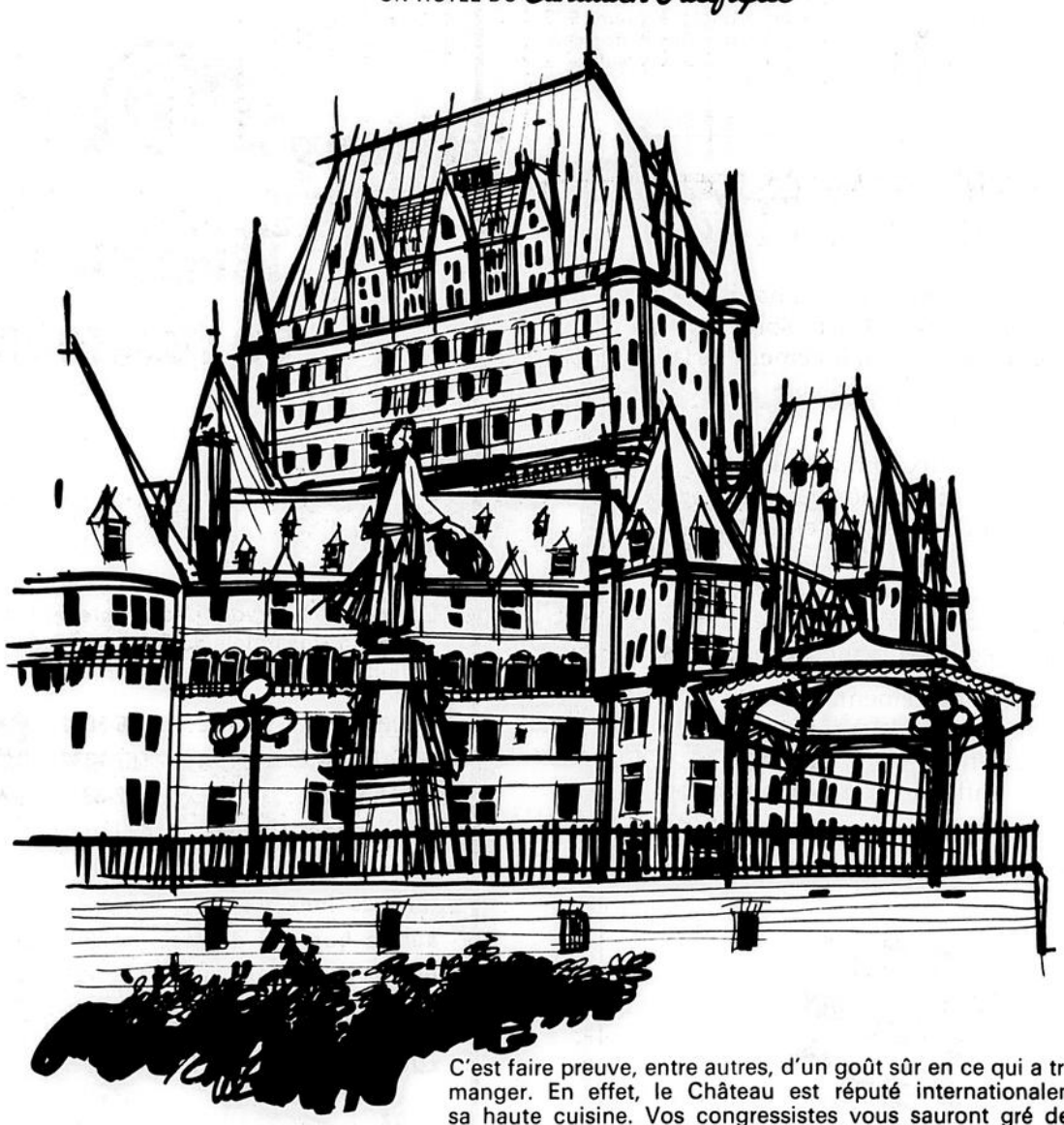
Dans l'avant-propos de cette publication, onprécise que cette compilation sera complétée par l'édition d'un cahier à feuilles mobiles où seront groupés des résumés des films. Les dépositaires de ce cahier recevront périodiquement par la suite des feuillets, fiches ou résumés qui les tiendront au courant des nouvelles acquisitions de l'O.F.Q. et des modifications apportées au répertoire. Cette innovation rendue plus que jamais nécessaire par les exigences de l'heure vient s'ajouter aux services que rend l'Office du Film du Québec.

Le répertoire qui vient de sortir des presses ajoute quelque 200 nouveaux titres de films au catalogue 1964-65.

Tenir un congrès au Château Frontenac c'est faire preuve de bon goût

Le Château Frontenac

UN HÔTEL DU *Canadien Pacifique*



C'est faire preuve, entre autres, d'un goût sûr en ce qui a trait au bien manger. En effet, le Château est réputé internationalement pour sa haute cuisine. Vos congressistes vous sauront gré de les avoir réunis dans un hôtel où règne la bonne chère. Ils vous féliciteront également d'avoir choisi la ville de Québec, dont le site est inoubliable et qui regorge d'endroits susceptibles d'intéresser n'importe quel visiteur. Nombre de chambres: 665. Nombre de congressistes pouvant être accueillis: jusqu'à 1000.

Pour plus de renseignements s'adresser au Directeur, Le Château Frontenac, Québec, ou au Directeur, congrès et ventes, bureau 284, gare Windsor, Montréal, Qué.

Le crédit constructif à l'œuvre:
un autre exemple de la façon dont les entreprises canadiennes savent utiliser le crédit pour croître et prospérer.

Terminal Towers: complexe groupant 10 étages de bureaux, une conciergerie de 120 logements et un hôtel de 200 chambres.

Hamilton a perdu son vieux terminus (mais elle y a gagné en prestige!)

L'édifice le plus sensationnel qui ait été construit depuis plusieurs années, dans le centre de Hamilton, est sans aucun doute Terminal Towers. Érigé sur l'emplacement de l'ancien terminus d'autobus, ce complexe de $15 millions montre bien à quel point cette ville est dynamique.

Une entreprise de cette envergure requiert dès l'origine une forte mise de fonds, sans quoi les travaux ne peuvent même pas commencer. Pour Terminal Towers, une grande partie du capital intérimaire a été fournie par la Division des prêts de capital IAC.

C'est cette utilisation du crédit que nous appelons "le crédit constructif". Elle est de plus en plus courante au Canada, au fur et à mesure que s'y développent des entreprises importantes. On arrive ainsi à créer de nouveaux emplois et à faciliter l'achat des matériaux requis. Toute l'économie du pays en bénéficie.

IAC est une entreprise canadienne, administrée par des Canadiens. C'est pourquoi nous sommes particulièrement fiers de pouvoir procurer à tant de Canadiens et d'entreprises canadiennes le crédit qui leur est nécessaire.

IAC

au service des Canadiens depuis 1925

Selon le Brigadier J.-Guy Gauvreau

Place Bonaventure apportera des revenus importants à Montréal

La construction de la Place Bonaventure - Centre de Commerce du Canada - s'effectue dans les délais prévus, le coût des travaux n'a pas excédé la somme allouée dans le budget, la location dépasse les prévisions et tous les accords financiers nécessaires ont été conclus pour assurer la réalisation complète du projet en temps.

Tels sont les points saillants du discours prononcé par le Brigadier J. Guy Gauvreau, président et directeur général de Place Bonaventure Inc., devant les membres de la Chambre de Commerce du District de Montréal. Dans sa causerie, dont le contenu se révélait un rapport de progression depuis le début des travaux il y a exactement deux ans, le conférencier a prédit que l'immeuble s'avérera le plus important producteur en revenus au Canada par le nombre de personnes qu'il attirera et par l'activité économique qui doit en émaner.

Dates d'ouverture

M. Gauvreau a en outre révélé les dates où plusieurs secteurs importants de l'immeuble doivent commencer leurs opérations: le Hall Concordia (destiné aux expositions), le 25 février avec le Salon Nautique National; les Galeries Bonaventure, la galerie de boutiques de deux niveaux comprenant plus de 100 magasins et boutiques de détail, au tout début du mois d'avril; et le 30 de ce même mois, l'hôtel Bonaventure, le Centre de Commerce en Gros (dont le million de pieds carrés d'espace est réparti sur cinq étages de l'immeuble) et le Centre International de Commerce.

"Ces dates rencontrent les délais fixés et représentent un résultat si l'on considère le volume actuel de construction et les demandes locales de main-d'oeuvre et de matériaux" a souligné M. Gauvreau. "De plus, je ferai ressortir le fait que nous nous en sommes tenus aux destinées originales de l'édifice, c'est-à-dire, sa réalisation comme centre de commerce "total". Les seuls changements que nous y avons apportés l'ont rendu encore plus complet et sa conception encore plus efficace".

Et M. Gauvreau a expliqué ces changements: "L'Hôtel Bonaventure devait avoir 200 chambres; il en comprendra 401 afin de répondre à la demande formulée par les exposants et les acheteurs visitant les fabricants établis dans le Centre de Commerce en Gros. Une immense plaza agrémentée d'arbres construite à l'ouest de l'immeuble au-dessus du parc de stationnement de 1,000 voitures et ornant l'entrée de l'hôtel. Enfin, un étage supplémentaire (dont les 200,000 pieds de superficie équivalent à 10 étages d'un gratte-ciel moderne) pour fournir l'espace nécessaire au Centre International de Commerce et aux agrandissements de l'hôtel.

"Les accords financiers relatifs à ces constructions supplémentaires ont été finalisés et le projet entier est aussi solide que le sont ses fondations de béton. Et je suis fier de pouvoir dire que le financement de l'édifice provient entièrement de source canadienne" a fait remarquer M. Gauvreau.

Et il ajoute: "Nous n'avons pas dépassé le budget et ceci est, je crois, remarquable, si l'on considère l'augmentation constante du coût de la vie".

Location des locaux

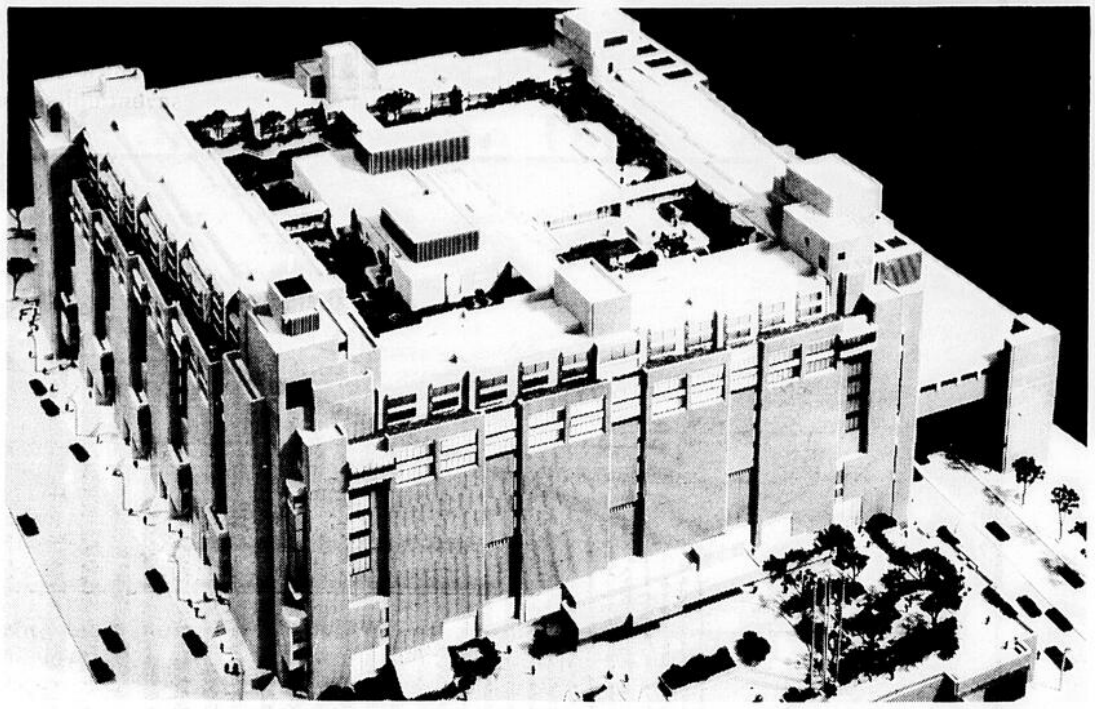
Parlant ensuite de la location des locaux, le Brigadier Gauvreau a mentionné que cet aspect allait extrêmement bien et que les résultats à date dépassaient les prévisions.

Comme exemples d'expositions et de salons commerciaux venant pour la première fois à Montréal, le conférencier a mentionné les expositions suivantes: le salon international de l'automobile; le Congrès et Salon Commercial de l'Association Professionnelle des Mécanographes.

Sur les Galeries Bonaventure - la promenade de boutiques - le président de Place Bonaventure a déclaré que 70 p.c. de l'espace était loué à l'heure actuelle, comme l'est celui des locaux réservés à des bureaux, ces derniers totalisant 190,000 p.c.

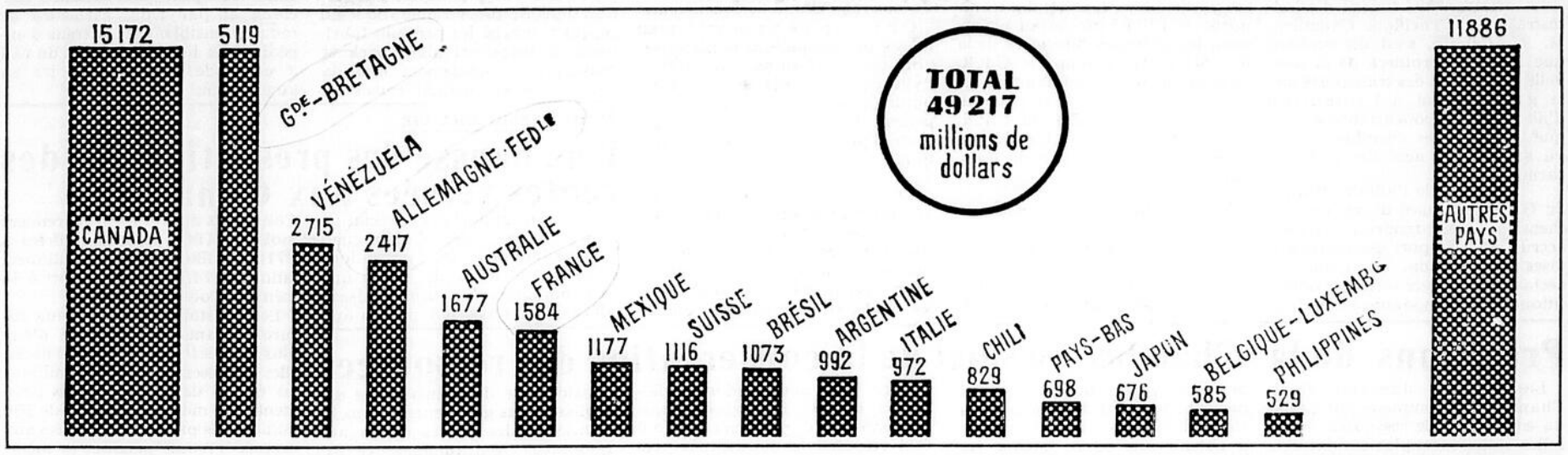
Le Centre de Commerce en Gros, concept inédit au pays et que M. Gauvreau a qualifié de "Centre d'Achat pour Grossistes", compte déjà plus de 130 leaders de l'industrie et du commerce canadiens.

"L'industrie du couvre-plancher est représentée à près de 100 p.c. dans le Centre" a-t-il souligné



Maquette à l'échelle montrant la plaza extérieure de la Place Bonaventure et l'entrée de l'hôtel.

Investissements Américains : 30% au Canada et 28% en Europe



Ce graphique que nous reproduisons de l'hebdomadaire "LA VIE FRANCAISE du 2 décembre fait voir les investissements américains dans le monde à la fin de 1965. Selon ces statistiques, les investissements directs des entreprises américaines à l'étranger atteignaient $49,127 millions à la fin de 1965. Sur un total environ 30% se trouvaient investis au Canada, soit plus que dans toute l'Europe (le % dans les pays du Marché commun) et 16% dans les autres pays d'Europe. Au Canada, et dans le Québec, à cause de nos déficits commerciaux à l'endroit des Etats-Unis, nos dirigeants font appel aux capitaux américains pour combler ces déficits.

La logistique appliquée au marketing est une nouvelle technique qui résout le problème épineux du *coût de la distribution.* Le traitement des commandes, l'inventaire, l'emballage, le transport, l'entreposage, la planification de la production, tous les services auxiliaires sont étudiés minutieusement afin de réduire le *coût de la distribution.* Cette nouvelle méthode ne peut résoudre tous les problèmes de votre entreprise mais partout où elle a été mise en oeuvre elle a fait merveille. Le coût de la distribution a diminué sensiblement. Si vous voulez essayer cette méthode de la logistique en marketing, communiquez avec le représentant des ventes marchandises du CN.

la technique CN

Honneur au président des 'Maisons Alcan'

La précieuse contribution apportée à l'industrie de l'habitation par M. J.-C. Neely, président de la compagnie Maisons Alcan, Ltée, lui a valu d'être choisi par la revue américaine "House & Home" parmi les douze hommes d'affaires de l'Amérique du Nord qui se sont distingués dans ce domaine en 1966. M. Neely qui est président de la seule entreprise canadienne citée par les rédacteurs de la revue, a été honoré lors du congrès-exposition tenu mercredi à Chicago par la U.S. National Association of Home Builders.

Les rédacteurs de "House & Home" ont choisi M. Neely "parce qu'il a démontré qu'un important fabricant de produits de construction peut réussir comme constructeur de centres d'habitations. Sous la présidence de M. Neely, le volume annuel des ventes des Maisons Alcan, Ltée, a atteint 650 maisons en quatre ans et une valeur brute de $19 millions en dépit des restrictions imposées sur le crédit. Il a été un des premiers à utiliser les contrats de vente comme garantie de prêts à un taux d'intérêt inférieur à celui des prêts pour habitations et il a de plus innové en créant pour toute l'industrie canadienne de la construction d'habitations, des emprunts en première et deuxième hypothèque composées qui laissent aux acheteurs 90% du financement".

La compagnie Maisons Alcan, Ltée, filiale de l'Aluminium du Canada, Ltée spécialisée dans la construction d'habitations, est devenue au cours de la dernière année la plus importante société de construction au Canada en termes de valeur brute de ses ventes. La compagnie construit des maisons à Montréal, Toronto, Calgary, Edmonton et Vancouver.

Canadian British Aluminium

L'expansion des établissements de production de la Canadian British Aluminium a une capacité projetée pour 1971 de 175,000 tonnes courtes de lingots sera facilitée par l'approbation des détenteurs d'obligations des modifications aux contrats de la compagnie sur l'énergie, a annoncé récemment H. Bruce Magill, vice-président et directeur général de la compagnie.

Le président du C.P.R. est optimiste

Le président du conseil d'administration du Pacifique Canadien, M. N. Crump, s'est dit confiant que le C.P.R. profitera de la nouvelle législation des transports que le gouvernement a l'intention d'adopter. La concurrence accrue que subiront les chemins de fer, va sans doute accroître leur efficacité.

Le chef de l'administration du C.P.R. est aussi d'avis que les chemins de fer prendront une part accrue du transport des marchandises au Canada. M. Crump a déclaré que malgré certaines oppositions de la compagnie à des clauses particulières de la loi des transports, le C.P.R. supportait pleinement les principes directeurs de la loi. Selon M. Crump, le C.P.R. ne croit pas tirer davantage à court terme de cette loi et il se pourrait même que les profits du C.P.R. connaissent une baisse, lors de mise en application de la nouvelle législation.

Les subsides du gouvernement diminueront et il est à prévoir que les coûts d'opérations continueront à augmenter, de sorte que le C.P.R. devra s'emparer de nouveaux marchés si l'entreprise veut bénéficier du nouveau climat de concurrence.

C.P.R. a placé au premier plan de ses préoccupations la planification des opérations. La productivité des employés et l'utilisation optimale des ressources et de l'équipement de la compagnie reçoivent toute l'attention de l'administration.

Le mouvement des marchandises en vrac est devenu assez important pour que l'on pense à modifier les méthodes de manutention. La nouvelle génération de locomotives diesel permettra aussi d'abaisser les coûts, en augmentant l'utilisation du matériel roulant. Les nouveaux wagons sont plus légers et leur poids mort en conséquence représente une plus faible proportion dans les coûts d'opération. En ce qui concerne les produits fabriqués, le transport piggy-back se développera rapidement mais la tendance est définitivement au transport par contenant, comme pour l'huile, le gaz et les certains produits chimiques. La combinaison "transport par camions spéciaux et par rail" permettra de réduire sensiblement les coûts d'expédition et la participation du rail à ce mode de transport ira en augmentant.

Dans l'assurance-vie

Une hausse des prestations et des rentes versées aux Canadiens

Selon un rapport de l'Association canadienne des Compagnies d'assurance-vie, les prestations d'assurance-vie et de rentes que les compagnies d'assurance faisant affaires au pays ont payées aux Canadiens durant les neuf premiers mois de 1966 se sont chiffrées à $716.2 millions soit une augmentation de 14.5% par rapport à la même période en 1965.

Les prestations versées aux assurés vivants ont continué d'être plus élevées que le capital-décès; elles représentent $476.3 millions ou 66.5% de l'ensemble des paiements. Ce montant dépasse de $60 millions les prestations versées aux assurés vivants pendant la même période en 1965. Ces prestations comprennent des dotations échues, des indemnités d'invalidité, des rentes, des valeurs au comptant et des dividendes.

Les dividendes payés aux assurés pour les neuf premiers mois de 1966 ont atteint un montant record de $130.1 millions, soit 27.3% de toutes les prestations aux assurés vivants. Les rentes payées se sont chiffrées à $148.6 millions.

Précisions de la Chambre au sujet de la conservation des ressources

Les principes directeurs de la Chambre de Commerce du Canada en matière de ressources naturelles embrassent plusieurs aspects allant des pêcheries commerciales au tourisme; ceci met en relief à quel point l'économie canadienne dépend de nos ressources et des industries diversifiées qui les exploitent.

L'EAU -- Depuis quelque temps, les ressources hydrauliques du Canada ont retenu non seulement l'attention de la Chambre de Commerce du Canada, mais également celle d'un grand nombre de citoyens. Nous sommes pleinement conscients de certaines pressions d'outre-frontières cherchant à obtenir une partie de nos ressources hydrauliques par des systèmes plus ou moins ingénieux de déviation de quantités importantes d'eau. Nous croyons qu'il serait prématuré d'envisager l'exportation d'une partie quelconque de nos ressources avant d'en avoir effectué un recensement exhaustif; les données obtenues permettraient d'établir des prévisions quant aux besoins des usagers en tenant compte d'un danger possible de gaspillage. Nous nous rendons parfaitement compte des aspects constitutionnels du problème et qu'il faut respecter les juridictions provinciales; nous vous demandons néanmoins d'entreprendre immédiatement, de concert avec les provinces, un inventaire complet et d'en tirer des prévisions. Nous sommes heureux de constater que nos vues concordent avec celles de votre gouvernement, telles qu'énoncées par vous-mêmes et plusieurs de vos ministres.

Il semble qu'il y ait un nombre considérable d'organismes et d'établissements gouvernementaux intéressés à des degrés divers aux ressources hydrauliques, ce qui nous porte à exprimer le voeu que les objectifs louables du nouveau ministère de l'Energie, des Mines et des Ressources visant à coordonner plus étroitement l'activité de ces organismes seront atteints dans le plus bref délai possible. Nous espérons que le gouvernement fédéral énonce prochainement un programme positif et cohérent en matière de ressources hydrauliques.

Banque Canadienne Nationale

92e Assemblée Générale Annuelle

Extraits de l'allocution du président, M. Louis Hébert

... PEUT-ON, AUJOURD'HUI, ENVISAGER L'AVENIR AVEC AUTANT D'OPTIMISME QUE LES ANNÉES PASSÉES?

La Banque Canadienne Nationale a tenu à Montréal, le jeudi 8 décembre, sa 92e assemblée générale annuelle, sous la présidence de l'honorable F.-Philippe Brais, président du Conseil d'administration. M. Louis Hébert, président de la Banque, a fait un exposé de la situation générale et nous reproduisons ci-dessous quelques extraits de son allocution.

Il est toujours dangereux de se livrer à des conjectures en s'appuyant sur des événements passés. En économie comme en histoire, les mêmes causes ne produisent pas toujours les mêmes effets.

L'économie est une science de l'homme et les besoins et les aspirations de celui-ci ne peuvent pas toujours se résumer dans une formule algébrique ou en un graphique.

S'il est malaisé de prévoir le comportement de l'homme en diverses circonstances, la difficulté est encore plus grande quand il s'agit de peuples étrangers. Le conflit qui, au Viet-Nam, oppose quelque 300,000 guérilleros mal armés à la nation la plus puissante du monde se prolonge malgré toutes les tentatives en vue de rétablir la paix. Son incidence sur l'économie américaine est très étendue. Outre le fardeau de plus en plus lourd que ce conflit impose au budget national, il contribue dans une large mesure à la pénurie relative de biens et de main-d'œuvre qui engendre des pressions inflationnistes sur les prix et les salaires, enfin il aggrave le déficit de la balance des paiements. Ce n'est donc pas pour des raisons uniquement sentimentales que cette guerre préoccupe tellement l'opinion américaine.

Le Canada, sans être directement touché, n'est pas sans subir les répercussions de ce conflit.

LA CONJONCTURE AMÉRICAINE

Les économies des deux pays sont, dans une large mesure, solidaires, voire interdépendantes. On pourrait même ajouter que, dans certains cas, elles sont imbriquées. C'est au point qu'il arrive que des décisions d'ordre fiscal ou monétaire arrêtées à Washington aient plus d'influence sur notre propre situation que si elles avaient été prises à Ottawa.

LA CONJONCTURE CANADIENNE

L'économie canadienne suit dans son ensemble la même tendance que l'économie américaine. Elle est encore en plein essor, mais elle commence à manifester des signes d'essoufflement.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

La production industrielle continue à progresser, mais à un rythme qui ralentit de mois en mois. Ainsi l'accroissement mensuel, par rapport aux mois correspondants de 1965, est passé de 9 pour cent en janvier à 6.2 pour cent en août. La diminution des achats de biens durables, d'automobiles notamment, par suite de la hausse du taux d'intérêt, est en grande partie la cause de ce ralentissement. Toutefois, l'accroissement des investissements qui serait de l'ordre de 20 pour cent cette année, par rapport à 1965, contribuera sans doute à maintenir l'activité pendant plusieurs mois.

EMPLOI

Malgré la création d'un nombre record de 328,000 emplois depuis un an, soit une augmentation de 50 pour cent par rapport à l'année précédente, le nombre des chômeurs accusait à la mi-septembre une hausse de 16 pour cent par rapport à la période correspondante de 1965.

Cette situation apparemment paradoxale s'explique par le fait que les nouvelles recrues sur le marché du travail ont été deux fois plus nombreuses cette année. En poussant plus loin l'analyse, on constate que cette soudaine augmentation tient en grande partie à l'élément féminin, qui représente les deux-tiers de la nouvelle main-d'œuvre. Ainsi la proportion de la population active chez les femmes passe en deux ans de 30.8 à 33.8 pour cent, tandis qu'elle s'abaisse chez les hommes de 78.1 à 77.5 pour cent à cause, sans doute, de la prolongation de la scolarité au-delà de 14 ans. Cette évolution indique un grand changement dans les habitudes sociales: non seulement les jeunes filles se présentent de plus en plus nombreuses sur le marché du travail, mais — phénomène plus récent — un nombre de plus en plus considérable de femmes reprennent leur emploi après le mariage. La statistique révèle que c'est au Québec que le taux de progression de la main-d'œuvre féminine est le plus élevé: 13 pour cent quand, pour les hommes, l'augmentation n'est que de 2 pour cent.

PRIX ET SALAIRES

La hausse des prix de gros et des prix de détail s'est accélérée depuis le début de l'année. L'indice des prix de gros accusait en septembre une avance de 3.2% par rapport à septembre 1965. Cette hausse, qui dépasse celle des États-Unis et de la plupart des autres pays industriels, risque à la longue d'affaiblir notre position concurrentielle.

La hausse de l'indice des prix de détail est sensiblement plus forte puisqu'elle atteint 4.3 pour cent; les denrées alimentaires accusent même une augmentation de 8 pour cent. Comme les aliments représentent généralement le quart environ des dépenses des familles moyennes et que les familles à revenus modestes y consacrent souvent la moitié de leur budget, on comprend qu'une telle hausse ait été vivement ressentie par les ménagères et que celles-ci aient organisé des manifestations pour alerter l'opinion.

Quoi qu'il en soit, la hausse du coût de la vie ne peut qu'accentuer les pressions sur les salaires, lesquelles se traduiront par une augmentation des prix de revient et des frais de distribution. C'est la spirale inflationniste, le cercle vicieux. Il semble bien que l'on soit engagé dans cette voie. En effet, les hausses de salaires consenties dans les contrats collectifs qui ont été renégociés depuis le début de l'année atteignent 30 et parfois même 40 pour cent, réparties sur une période de trois ans, sans compter les avantages accessoires. Or, comme d'après les calculs du Conseil économique du Canada, l'accroissement annuel moyen de la productivité par personne employée devrait, si l'économie se développe normalement, n'atteindre que 2.4 pour cent au cours des quatre prochaines années, toute hausse de salaire en excédent de ce pourcentage va tendre à une augmentation des prix.

La parité des salaires avec les États-Unis, dont il est parfois question, serait sans doute souhaitable, mais la réaliser dans l'immédiat, ce serait acculer à la faillite nombre de nos entreprises. La différence des salaires entre les deux pays tient à un grand nombre de facteurs, notamment à la disproportion de la productivité, des capitaux disponibles et de l'importance du marché intérieur. N'en pas tenir compte, ce serait risquer d'augmenter les prix de nos produits à tel point qu'ils ne pourraient plus soutenir la concurrence étrangère même sur notre propre marché, et de nous contraindre à nous entourer de barrières douanières.

LA SITUATION AU QUÉBEC

L'essor du Québec se poursuit, mais à un rythme moins rapide que celui de l'Ontario, de sorte que l'écart entre les deux provinces s'élargit d'année en année. Ainsi, les investissements au Québec en 1966 seraient, selon les prévisions, de l'ordre de $4.5 milliards, soit une progression de 9 pour cent par rapport à 1965, tandis que ceux de l'Ontario, en augmentation de 14 pour cent, atteindraient $6.5 milliards. Il y a lieu de se féliciter toutefois d'une augmentation de plus de 18 pour cent des investissements dans l'industrie manufacturière du Québec. Il semble que le développement accéléré de l'infrastructure économique entrepris par le gouvernement de la Province commence à porter fruit.

En raison de l'Expo, 1967 sera sans aucun doute une année favorable au Québec et plus particulièrement à Montréal qui a pris, grâce à son administration dynamique, un essor prodigieux au cours des dernières années. Des millions de touristes visiteront notre ville et notre province. Mais, à long terme, ce qui a encore plus d'importance pour nous, c'est la présence d'un grand nombre d'industriels et d'hommes d'affaires de tous les pays. Ce sera une incomparable occasion de nouer des relations fructueuses, de faire connaître notre territoire et d'amener éventuellement l'implantation de diverses industries. Nos chambres de commerce et nos associations professionnelles sauront sans doute tirer parti de cette occasion propice.

PERSPECTIVES

Peut-on, aujourd'hui, envisager l'avenir avec autant d'optimisme que les années passées?

La plupart des économistes entrevoient dans la conjoncture actuelle les signes avant-coureurs, sinon d'une récession, du moins d'un sérieux ralentissement du rythme de croissance de notre économie. Il est probable que plusieurs entreprises reconsidéreront leurs investissements en 1967 par suite de la diminution de la demande de biens durables. Les nouvelles mesures fiscales annoncées par le gouvernement aux fins de freiner la hausse des prix, en abaissant le revenu disponible déjà réduit par les multiples retenues sur les salaires et les versements à la caisse de retraite fédérale ou provinciale, risquent d'accélérer le processus de contraction de la demande déjà amorcé par les restrictions monétaires.

Il faut, évidemment, faire entrer en ligne de compte le conflit qui se poursuit au Viet-Nam. La paix rétablie, les États-Unis donneront sans doute une nouvelle impulsion à leur économie et les initiatives qu'ils jugeront à propos de prendre permettront à nos dirigeants de mieux discerner les perspectives nouvelles et d'orienter en conséquence notre propre économie. Puissent-ils se souvenir qu'on prépare toujours l'inflation qu'on mérite!

Souhaitable, la parité des salaires n'est pas possible maintenant

par Fernand BOURRET

La semaine dernière, "Les Affaires" ont publié en pages 8 et 9 une étude sur la parité des salaires, en démontrant que cette parité réclamée à grands cris par certains dirigeants syndicaux ne pouvait être obtenue que par l'augmentation de la productivité du travail, selon le Conseil économique du Canada.

Un tableau révélateur faisait voir que les différences de salaire qui existent présentement entre le Québec et l'Ontario sont dues en grande partie par la valeur ajoutée plus grande par les travailleurs ontariens que par ceux du Québec.

Pour un total de 20 groupes d'industries, la valeur ajoutée moyenne par un travailleur ontarien est de $13,700 alors qu'elle n'est que de $10,920 dans le Québec.

Par ailleurs, en comparant les salaires payés, on se rend compte que pour chaque $1,000 de valeur ajoutée, les travailleurs du Québec gagnent $336.00 alors que les travailleurs de l'Ontario ne gagnent que $320.00.

Faire plus?

Est-il possible de faire plus? Les travailleurs du Québec peuvent-ils toucher un meilleur salaire que celui qu'ils touchent actuellement. La réponse n'est pas facile à fournir, dans les circonstances actuelles.

Chose certaine, toute augmentation de salaire ne peut que placer l'industrie du Québec dans une position concurrentielle défavorable par rapport à une industrie semblable en Ontario, parce que toute hausse de salaire entre dans les prix des produits vendus et que vient un moment où le profit devenant trop marginal, c'est la mort de l'industrie.

Des exceptions

Il peut certes y avoir des exceptions à cette situation, mais, justement, les exceptions viennent confirmer le principe que la parité des salaires est reliée à la productivité du travail.

Par exemple, l'usine d'automobiles de General Motors à Ste-Thérèse est sans aucun doute parfaitement capable de produire aussi efficacement que celle d'Oshawa: elle est moderne, elle possède un outillage neuf et nous présumons qu'on y a installé les machines les plus perfectionnées et que les techniciens de production de Ste-Thérèse sont au moins aussi efficaces que celles d'Oshawa.

D'autres industries, dont celle de l'aluminium sont dans le même cas: la productivité des travailleurs d'Arvida doit égaler celle des travailleurs de Kitimat, en Colombie-Britannique.

Mais dans la plupart des cas, la productivité d'une entreprise du Québec est inférieure à une usine fabriquant les mêmes produits en Ontario.

Cela ne veut pas dire que dans tous les cas, c'est parce que les travailleurs québécois sont moins efficaces, qu'ils sont plus paresseux, que leur rendement est inférieur. C'est souvent parce qu'ils n'ont pas les outils que possèdent leurs confrères de l'Ontario, que les usines dans lesquelles ils travaillent sont vieilles, que le système de production est périmé, que les nouvelles techniques n'y sont pas appliquées.

Rôle des employeurs

Evidemment, les employeurs ne pourront pas indéfiniment se cacher la tête dans le sable comme l'autruche et laisser faire. Les travailleurs, pour leur part, et c'est leur droit, réclameront d'être traités comme les travailleurs ontariens et même comme les travailleurs américains. Dès lors, les employeurs devront se mettre à la page. Les entreprises devront se moderniser. Les meilleures techniques de production devront être introduites dans le Québec.

Mais en attendant, il est sain qu'ils fassent entendre leurs revendications parce que ces dernières vont servir de stimulant aux entrepreneurs et industriels en vue de la modernisation de leurs usines qui devront devenir aussi efficaces que les usines ontariennes ou américaines.

Alors seulement sera-t-il possible d'affirmer que la parité des salaires doit exister entre le Québec et l'Ontario, entre le Canada et les Etats-Unis.

CERTAINES MESURES DU REVENU PAR PERSONNE AU CANADA ET AUX ETATS-UNIS EN 1965

	Canada	Etats-Unis	Canada en pourcentage des Etats-Unis
	(Dollars) canadiens)	(Dollars des Etats-Unis)	
Par habitant			
Produit national brut.....	$2,657	$3,501	76
Revenu national net.....	1,985	2,873	69
Revenu personnel disponible.....	1,788	2,411	74
Par personne employée			
Produit national brut.....	7,577	9,438	80

L'Hydro-Québec: emprunt de $50 millions aux E.U.

L'Hydro-Québec annonce qu'elle a déposé mardi auprès de la Securities and Exchange Commission, à Washington, le prospectus préliminaire relatif à un emprunt de $50,000,000 qui sera lancé au début de l'année 1967 sur le marché américain.

Les nouvelles obligations (série AY) porteront la date du 1er janvier 1967 et viendront à échéance le 1er janvier 1993.

Les conditions de l'émission projetée seront négociées le 13 décembre et seront alors annoncées par l'Hydro-Québec.

Le syndicat chargé de l'émission est dirigé par les maisons First Boston Corporation; Halsey, Stuart & Co. Inc.; A. E. Ames & Co.; et Solomon Brothers & Hutzler.

Banque Canadienne Nationale

92e Assemblée Générale Annuelle

Résumé des commentaires du gérant général, M. René Leclerc

NOUVEAUX ET IMPORTANTS PROGRÈS

Le gérant général, M. René Leclerc, a analysé les résultats des opérations de l'exercice 1966. Il a également fait quelques commentaires sur la revision de la Loi sur la banque dont le Comité de la finance, du commerce et des questions économiques de la Chambre des Communes a enfin commencé l'étude.

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS

M. Leclerc a tout d'abord souligné que les bénéfices nets se sont chiffrés par $4,272,659, provision faite de $4,628,000 aux fins de l'impôt sur le revenu. Ils sont l'équivalent de $3.56 par action, à rapprocher de $3.52, calculé sur une base annuelle pour l'exercice précédent de onze mois. Le solde des bénéfices non répartis est de $990,633 après paiement de $3,060,000 en dividendes, soit $2.55 par action en regard de $2.50 sur une base annuelle en 1965 et après avoir viré $1,000,000 au fonds de réserve qui s'élève maintenant à $47,000,000.

L'actif a atteint $1,120,724,921, une augmentation de 5.13% sur l'an dernier. Une proportion de 43% de l'actif est rapidement réalisable, soit $481,754,757 dont $159,490,740 en disponibilités de caisse. Ces deux chiffres équivalent respectivement à 45.42% et à 15.04% du passif envers le public. Les prêts courants, en augmentation de $16,997,377, forment un total de $598,142,373, chiffre le plus élevé jamais atteint. La somme des dépôts s'est accrue de $57,070,826 et dépasse le milliard pour la première fois. Elle s'élève à $1,054,878,555.

IMPORTANCE DE CERTAINES CATÉGORIES DE PRÊTS

M. Leclerc a souligné l'importance de certaines catégories de prêts:

Agriculture: 22,923 prêts au total de $45,070,000 ont été accordés en vertu de la Loi sur les prêts pour l'amélioration des fermes du Québec, soit 45% de *tous* les prêts consentis, aux termes de cette loi, dans la province de Québec.

Petites entreprises: les prêts de cette catégorie s'élèvent à $8,333,000.

Particuliers: les prêts aux particuliers, remboursables par mensualités, continuent d'augmenter; ils comptent pour $48,189,000.

Municipalités et Commissions scolaires: au 31 octobre 1966, ces prêts accusaient une augmentation de $9,983,000 sur l'exercice précédent et se chiffraient à $117,505,000. 97% de tous les prêts de cette catégorie ont été consentis par la Banque dans le Québec.

PERSONNEL

Le Conseil d'administration et les membres de la Direction désirent témoigner aux employés leur appréciation du travail consciencieux qu'ils ont accompli ainsi que de leur dévouement, leur diligence et leur loyauté, autant de facteurs qui ont contribué aux progrès remarquables accomplis. Aucun effort ne sera donc ménagé pour augmenter leur bien-être dans la mesure des moyens de la Banque. Au cours de l'année, la Direction a poursuivi activement le programme qu'elle s'est tracé en vue de donner à ses employés la meilleure formation professionnelle et de perfectionner ainsi les cadres du Personnel.

LA REVISION DE LA LOI SUR LA BANQUE

La revision de la Loi sur la banque est enfin à l'étude au Comité de finance, du commerce et des questions économiques, a dit M. Leclerc. Il y a lieu, a-t-il poursuivi, de regretter que le projet de loi présenté à la Chambre des Communes le 7 juillet dernier ne tienne pas compte des recommandations les plus importantes que la Commission Porter, à la suite d'une étude approfondie, avait jugé à propos de faire avec un désintéressement et une impartialité manifestes, sans autre préoccupation que celle de promouvoir l'économie nationale.

Ainsi, le rapport recommandait d'abolir complètement le plafond du taux d'intérêt sur les prêts. Cette recommandation est d'autant plus justifiée que, depuis la publication du rapport, les taux d'intérêt ont continué d'augmenter au Canada et un peu partout dans le monde. La formule proposée dans le Bill C-222 à l'effet de fixer le taux maximum d'intérêt que les Banques pourront exiger à 1¾% de plus que la moyenne du rendement du marché des obligations à court terme du Canada n'est, à notre avis, qu'un palliatif qui ne résoudra nullement le problème; et il est fort probable qu'elle restera en vigueur jusqu'à la prochaine revision décennale de la loi.

Le léger allégement des taux de la réserve primaire à maintenir à la Banque du Canada, laquelle est improductive pour les banques et s'élève à $1,095,044,000 le 31 octobre 1966, ne sera pas aussi profitable que l'on prétend, puisque cette réserve sera dorénavant établie sur une base bimensuelle. De plus, nous estimons qu'il est illogique d'imposer aux banques la tenue d'une réserve secondaire pouvant varier de 6 à 12% alors que de nombreuses autres institutions effectuant des opérations bancaires ne sont pas assujetties à cette obligation.

La clause du projet de loi qui fixe à 10%, à partir de juillet 1971 et avec effet rétroactif, la participation d'une banque à charte dans une compagnie canadienne, telle RoyNat, en ce qui nous concerne, ne peut avoir qu'un effet préjudiciable sur le financement à long et à moyen terme de compagnies d'une importance trop modeste pour recourir au marché des obligations. Il est évident que RoyNat, dont nous détenons 34% du capital-actions, remplit un rôle nécessaire puisqu'elle a déjà consenti des prêts pour plus de $100 millions depuis son incorporation en 1962. Au moins 655 compagnies, employant plus de 30,000 personnes, ont obtenu de ces prêts. Il serait injuste et déraisonnable que l'initiative et la prévoyance de deux banques, qui continuent d'ailleurs à se faire concurrence quant aux opérations bancaires courantes, soient méconnues après les services inestimables qu'elles ont rendus à l'économie canadienne. L'intérêt général demande donc que l'on permette à RoyNat de continuer à exercer ses fonctions en conservant comme principaux actionnaires ses deux banquiers qui ont l'entière confiance du public canadien.

Avant de terminer ces remarques sur les projets de loi envisagés par le ministre des Finances, permettez-moi de vous signaler que l'assurance-dépôts ne devrait pas être imposée aux banques à charte. De fait, un triple contrôle s'exerce sur l'actif des banques. D'abord, chacune de celles-ci a un système d'inspection rigoureux; ensuite, des vérificateurs nommés par les actionnaires examinent le relevé de l'actif et du passif; enfin, l'Inspecteur général des banques contrôle l'actif des banques et fait rapport, chaque année, de ses observations au ministre des Finances. Au surplus, la solidité des banques ne laisse plus place à aucun doute puisque la dernière faillite remonte au mois d'août 1923.

Les primes d'assurance que les banques seraient appelées à payer, sans aucune justification, seraient de plusieurs millions de dollars. Leur seul objet serait, en définitive, de protéger les déposants d'autres institutions qui acceptent des dépôts sans être astreintes aux exigences de la Loi sur la banque et sans offrir à leurs déposants la triple garantie dont nous venons de parler. C'est pourquoi nous estimons que les banques ne devraient pas être contraintes de participer à l'assurance-dépôts et à verser des primes onéreuses à seule fin d'assurer une meilleure protection aux déposants de leurs concurrents.

LES PROJETS DE LA B C N

La Banque continue d'étendre graduellement le réseau de ses succursales et de rénover de nombreux bureaux afin d'offrir à la clientèle plus de confort et un service plus rapide. L'assemblée d'aujourd'hui nous fournit l'occasion de remercier cordialement nos clients de la patience et de la bienveillance dont ils ont fait preuve depuis l'installation provisoire de la Direction et du bureau principal dans des locaux insuffisamment spacieux. L'édifice de 32 étages en cours de construction à la Place d'Armes, le centre où s'est déroulée l'histoire de la Banque, mettra à la disposition du public de vastes bureaux aménagés de la façon la plus moderne et pourvus des derniers perfectionnements, où les clients pourront faire leurs opérations de banque et de placement dans une atmosphère agréable, avec le concours d'un personnel compétent et toujours empressé à les servir.

L'accroissement continu de ses ressources et de ses moyens d'action met la Banque Canadienne Nationale en mesure de participer de plus en plus largement à la vie économique et sociale du pays, et particulièrement de la province de Québec au progrès de laquelle elle contribue depuis près d'un siècle.

On peut obtenir le texte complet des allocutions du président et du gérant général en en faisant la demande au siège social de la Banque, Place d'Armes, Montréal.

COUP ↘ D'OEIL À ↗ LA → BOURSE

	LUNDI 5	MARDI 6	MERCREDI 7	JEUDI 8	VENDREDI 9
MONTREAL	↗ SOUTENU Moore 87.50 + 1.50 Texaco 65.00 + 1.00	↗ TRES FERME Cominco 32.87 + 1.62 INCO 92.50 + 1.50	↑ FORTE HAUSSE Inco 94.50 + 2.25 Home "A" 24 + 1 Texaco 68 + 1.50	↑ PLUS ACTIF Alcan 30.87 + 1.25 Inco 96 + 1.37 Weston 18.12 + 1.62	↗ STABILISATION Weston 18.75 + 0.62 C.P.R. 57.12 + 1.12
INDUST	144.42 + 0.39	145.54 + 1.12	147.57 + 2.03	149.37 + 1.80	149.87 + 0.50
TORONTO	↗ LES HUILES EN VEDETTE Dome Pet. 31.50 + 1.00	↗ HAUSSE DES HUILES Dome Pet. 32.62 + 1.12 Massey 22 + 0.62	↑ ENCORE LES HUILES Dome Pet. 33 + 1.25 Alcan 29.62 + 1	↑ LES HUILES EN VEDETTES Dome Pet. 36.25 + 2.37 Banff 16.87 + 1.25 Texaco 72 + 4.00	→ PRISES DE PROFIT Texaco 71 – 1 Dome Pet. 34.50 – 1.75 Banff 15.00 – 1.87
METAUX HUILES	83.39 + 0.03 124.49 + 1.42	83.49 + 0.10 126.59 + 2.10	84.46 + 0.97 129.07 + 2.48	85.10 + 0.64 132.55 + 3.48	84.53 – 0.57 132.46 – 0.09
NEW YORK	→ SOUTENU	→ LA REPRISE CONTINUE	↑ TRES FERME ACTIF	↘ PRISES DE PROFIT	→ CONSOLIDATION
DOW JONES	791.59 + 2.12	797.43 + 5.84	808.01 + 10.58	812.80 – 4.79	813.02 + 0.22

La guerre entre la S.E.C. et les compagnies gérantes de fonds mutuels:

Une entrevue avec deux directeurs du Fonds Adanac

Par Jacques Rolland

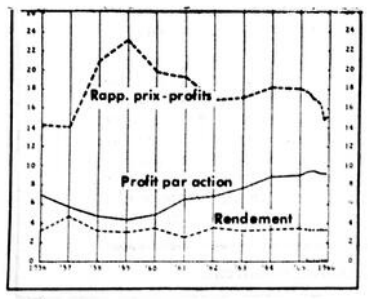
La Commission des valeurs mobilières américaines, connue sous le nom de Securities Exchange Commission, vient de publier la conclusion de son enquête sur l'industrie américaine des fonds mutuels. Les conclusions de la S.E.C. sont tout à fait radicales. La commission déplore les profits anormaux réalisés par certaines compagnies gérantes de fonds mutuels et surtout certaines pratiques de vente. Les recommandations de la S.E.C. sont draconiennes. On recommande l'abolition des plans contractuels dans leurs formes actuelles. La quasi-totalité des fonds mutuels impose un droit d'entrée de 12% sur les plans contactuels et généralement environ 40% des droits d'entrée totaux sont payables la première année. La S.E.C. va beaucoup plus loin, elle recommande qu'une loi limite la commission maximum chargée par les fonds mutuels à 5%. Ce maximum sur les achats comptants varie aux alentours de 8 1/2%.

Enfin en troisième lieu, la S.E.C. questionne les frais de gestion payés par les fonds mutuels à la compagnie gérante, c'est-à-dire, à la compagnie chargée d'administrer le fonds. A cet égard, les recommandations de la S.E.C. sont vagues et imprécises. La S.E.C. se contente à toute fin pratique de questionner les montants payés en frais de gestion, sans adopter une attitude bien définie.

La seule recommandation susceptible de favoriser les fonds mutuels est un appel aux autorités des bourses américaines pour qu'elles consentent à établir des tarifs spéciaux sur les importantes transactions effectuées par les fonds mutuels. Ces tarfis sont actuellement les mêmes que ceux payés par tout investisseur lors d'une transaction similaire.

BOURSE DE MONTREAL

RENDEMENT ET RAPPORT PRIX-PROFITS



Il va sans dire que les fonds mutuels américains ont été très surpris de la vigueur des recommandations de la S.E.C. Advenant que les recommandations de la commission soient adoptées intégralement par les législateurs américains, il y a lieu de s'attendre à une importante diminution des revenus des compagnies gérantes de fonds mutuels.

Au Canada, les propositions de la S.E.C. ont fait sursauter les milieux intéressés. Les représentants des gouvernements provinciaux doivent sous peu commencer une étude commune de l'industrie des fonds mutuels. Les commissaires qui seront chargés d'enquêter, étudieront sans aucun doute les réflexions et les recommandations de leurs confrères américains.

C'est au président des Fonds Adanac Inc. que nous nous sommes adressés pour obtenir le point de vue des compagnies gérantes de fonds mutuels. La situation de Fonds Adanac Inc. est assez particulière. La compagnie est relativement nouvelle, son administration fait partie de la jeune génération. Les administrateurs du fonds, de même que les propriétaires sont des Canadiens français. C'est peut-être cet ensemble de circonstances qui nous ont permis d'obtenir une entrevue très franche avec M. André Lemay, le président de la compagnie, et Serge Rocheleau, le vice-président. Voici un résumé de cette entrevue.

Messieurs, si vous le voulez bien, nous limiterons notre discussion aux trois points principaux du rapport de la S.E.C., à savoir: les droits d'entrée des fonds mutuels, les plans contractuels et finalement les honoraires de gestion. Que pensez-vous des conclusions de la commission sur le premier point?

(A. Lemay) Avant de nous engager plus à fond dans cette discussions, il est important d'établir les objectifs d'un fonds mutuel. Les fonds mutuels ont généralement un but très précis: celui d'assurer à l'investisseur une plus value à long terme de son capital tout en assurant raisonnablement la protection de son avoir. On n'investit pas dans un fonds mutuel pour une période d'un an. Il faut être déterminé à conserver sa participation au moins pendant cinq ans, pour obtenir un rendement raisonnable sur ses épargnes. Ce rendement, nécessairement, n'est pas garanti. Les fonds mutuels ne sont donc pas faits pour les spéculateurs. Ce que nous voulons c'est d'assurer à l'investisseur qui n'a pas les moyens ou les connaissances, la possibilité de réaliser un gain de capital à long terme, tout en protégeant son avoir à l'aide d'une saine diversification des actifs du fonds. Ceci, nous le réalisons tout en permettant à l'investisseurs de conserver un haut degré de liquidité dans ces placements. Si pour une raison ou une autre, une personne tient à vendre sa participation dans un fonds mutuel, elle est assurée en tout temps de pouvoir vendre rapidement, ce qui n'est pas toujours le cas quand on détient un petit nombre d'actions dans une compagnie.

Ceci dit, regardons maintenant certains autres avantages. L'investisseur, dans un fonds mutuel, est assuré de la gérance de son portefeuille par des experts, quelle que soit l'importance de cet investisseur. Il reçoit tous ses dividendes seulement 4 fois par an. Il n'a donc pas à encaisser une foule de chèques. De plus, il est tenu chaque jour au courant de la valeur de ses placements, en consultant une seule cote. A toute fin pratique, il n'a pas à se préoccuper de son portefeuille à part d'encaisser ses dividendes qui jouissent d'un dégrèvement d'impôt de 20%.

Pour tout ça, sur un achat comptant de plus de $200.00, l'investisseur paie seulement une commission de 8 1/2% en plus d'honoraires annuels de gestion qui sont déduits de sa quote-part du fonds. Ces honoraires de gestion sont de 1% par an. calculés sur l'actif net du fonds.

Etudions, si vous le voulez bien, les frais occasionnés en investissant par l'entremise d'un courtier.

Admettons que l'investisseur dispose d'une somme peu considérable et qu'il investisse dans deux valeurs. Supposons, et je crois que c'est normal, qu'il fasse deux transactions par année, c'est-à-dire, qu'il vende un titre par année et le remplace par un autre. Pour faire ceci, il lui en coûtera au moins 1% par an de son avoir. Au bout de cinq ans, ça fait au moins 5%, le même pourcentage que les honoraires de gestion d'un fonds mutuel tel que le nôtre. A vrai dire, la seule prime supplémentaire que paie l'investisseur est le fameux droit d'entrée de 8 1/2%. Ce droit, si vous le répartissez sur cinq ans, est assez mince. Un courtier, sauf pour un client important, n'a pas le personnel nécessaire pour évaluer tous les jours le portefeuille de son client. Si vous vouliez une telle supervision, il vous faudrait recourir au service d'un trust ou d'un conseiller en placements qui réclamerait des frais supplémentaires, à part évidemment des frais de courtage. Ces frais varient énormément, dépendant de l'importance des montants administrés. Mais, là encore, le client n'obtiendrait pas toute la diversification qu'un fonds mutuel peut lui donner, à moins évidemment qu'il soit très fortuné et qu'il puisse investir dans un grand nombre de valeurs. Non décidément, les frais chargés par un fonds mutuel ne sont pas plus élevés qu'ailleurs et en fait, ils le sont beaucoup moins pour le petit investisseur, car celui-ci obtient un meilleur service.

C'est bien beau, mais le petit investisseur, celui qui achète un plan par versements mensuels, paie une commission de 12% et vous lui prenez, dès la première année, 50% de ces placements à titre de commissions, à tel point que s'il plaçait chez vous $100, et voulait l'encaisser au bout d'un an, il n'obtiendrait que $50.00. Vous ne trouvez pas cela un peu fort?

(A. Lemay) Ce que vous dites est vrai dans le cas des clients qui investissent une somme de moins de $200 à la fois. Examinons les frais occasionnés par ce client. Lors d'un achat comptant, nous communiquons cinq fois par an avec un client. Cinq fois par an, nous lui envoyons soit un chèque de dividendes et des rapports trimestriels, soit le rapport annuel. Dans le cas d'un plan contractuel, nous communiquons avec le client seize fois par an et 17 fois la première année. Chaque communication entraîne des écritures comptables, une manipulation de paperasses qui coûte une petite fortune. Pour un fonds établi depuis longtemps, et de grosseur moyenne, ça coûte environ annuellement 5% par client. Vous pouvez imaginer les coûts d'administration d'un plan contractuel réparti sur une période de 10 ans.

Je vous ferai remarquer que les droits d'entrée de 12% ne s'appliquent que pour un placement ou un versement de moins de $200. C'est donc dire que la majorité des personnes choisissant un plan contractuel font des dépôts mensuels de faible importance. Encore faut-il préciser la question des $200. Je suis convaincu que nous ne rencontrons pas non frais avec un dépôt de seulement $200. Si la valeur moyenne des dépôts par client était de seulement $200, nous ne serions plus là. En fait un fonds opère à profit quand la valeur moyenne des dépôts des clients est d'environ $1,000, en assumant bien sur que le fonds possède un minimum d'actif. Je crois qu'on ne saurait nous taxer d'abus avec une commission de 12%.

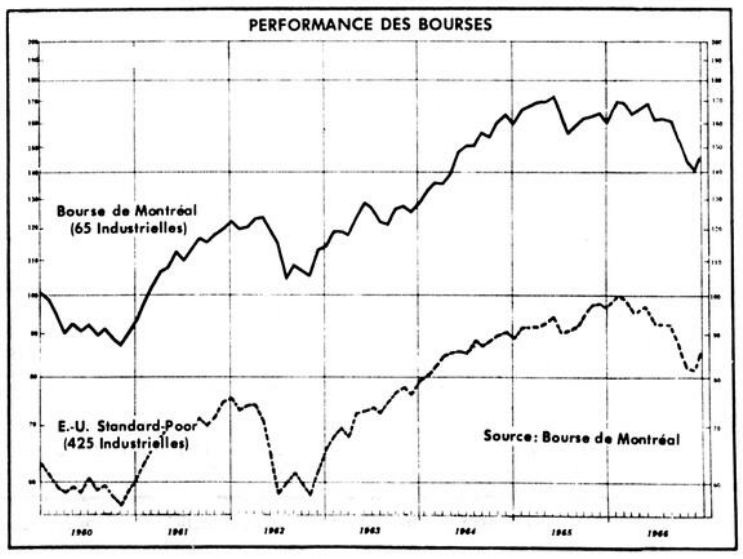
Quant à la répartition des droits d'entrée, c'est là une question qui n'est pas facile. Ces plans sont dits contractuels mais c'est un contrat unilatéral qu'un client peut rompre à volonté. Pour plusieurs de nos clients, les plans contractuels sont une forme d'épargne méthodique, comme l'achat à terme d'obligations d'épargne. Sans cela, le client n'investirait pas. L'abandon d'un plan nous coûte très cher, d'autant plus cher que la commission payée au vendeur, la première année, est plus considérable que normalement. Sans cela, aucun vendeur ne pourrait vivre décemment. Il faut donc sur un plan contractuel que la commission soit répartie inégalement de façon à ce que l'acheteur qui quitte un plan la première ou la seconde année, absorbe une partie des coûts.

(S. Rocheleau) Le cas des compagnies d'assurances est quelque peu similaire au nôtre. Lorsqu'une compagnie émet une police, elle encourt des frais considérables la première année et si l'acheteur vient à canceller sa police, il en connaît les conséquences. La suggestion de la S.E.C. d'abolir les plans contractuels ou d'interdire qu'une plus grande partie des droits d'entrée soit payés au début du plan qu'à la fin est tout à fait irréaliste.

Enfin messieurs, que dire des honoraires de gestion? Certaines compagnies gérantes demandent 1% de l'actif total net, d'autres seulement un demi de 1%.

(S. Rocheleau) Les fonds qui chargent 1%, absorbent tous les frais, ceux qui demandent un demi de 1%, n'absorbent que certains frais et chargent en plus de cela, plusieurs autres frais aux action-

(Suite à la page 17)



Fluctuations perspectives

Réveil spectaculaire de notre marché boursier

Le marché boursier canadien s'est réveillé la semaine dernière et le marché américain a continué pour sa part d'enregistrer des gains. L'indice Dow-Jones qui a de nouveau percé le cap des 800, pour clôturer la semaine à 813.02 a fait un gain de plus de 23 points ou de 2.99%. L'indice des valeurs industrielles de la Bourse de Montréal a gagné 5.86 points pour clôturer à 149.87, une hausse de 4.06%. Mais l'évènement de la semaine fut une très forte poussée des valeurs pétrolières. L'indice des pétroles de l'ouest de la Bourse de Toronto est maintenant à 132.46, un gain de 9.39 points ou 7.60% en une semaine seulement. Chaque jour, à l'exception de vendredi dernier, ce fut la journée des pétroles de l'Ouest, malgré une forte poussée des titres industriels.

Il y eu deux grands champions chez les pétroles. **Dome Petroleum** et **Canadian Superior Oil**. Dome qui la semaine précédente avait gagné $1.75, a connu des jours de gloire et atteignait, jeudi dernier, $36.25 pour se stabiliser vendredi à $34.50, un gain de $3.75 pour la semaine. Canadian Superior Oil, à $31.75, est en hausse de $4.75. La location des terrains pétroliers de Dome et de Canadian Superior Oil apparait très favorable aux dires des analystes financiers.

Home Oil "A", à $24, est en hausse de $1.75. **Banff Oil,** à $15.-00, a l.gèrement fléchi pour perdre $1.12. L'action a cependant touché $16.87 jeudi dernier. Banff a annoncé une découverte de gaz dans le district de Keg River, dans la région du lac Rainbow. Peu de détails ont été dévoilés sur cette découverte.

Parmi les valeurs industrielles, la vedette va à **Alcan Aluminium.** Mercredi dernier, **497,500** actions d'Alcan Aluminium **ont changé** de mains à la Bourse de **New York**. Alcan, à $30.75, a enregistré un gain de $2.50. **George Weston Limited** qui a , pour la première fois révélé la puissance de ses ressources et le nom de ses filiales, a connu une forte hausse. Weston "A" est en hausse de $2.50, à $19.00.

Texaco connait les faveurs des investisseurs. Texaco a touché jeudi $72 et a clôturé vendredi à $71.-00, pour une appréciation de $7.00. La semaine précédente, l'action avait gagné $3.00. **International Nickel** et **Falconbridge** ont suivi le mouvement général. Inco, à $96.75, est en avance de $6.75 tandis que Falconbridge, à $91.-50, a grimpé de $4.75.

Westcoast Transmission qui, la semaine précédente, avait dégringolé de 3 points, s'est stabilisée et a regagné $0.87 pour s'établir à $25.50. Enfin **C.P.R.** y est aussi allé de quelques points. Le Pacifique Canadien, à $57.12, a marqué un gain de $2.87.

Dans l'ensemble la hausse du marché a été quelque peu spéculative, particulièrement dans le secteur des pétroles.

Fluctuations des bourses de Montréal et de Toronto

publiée avec la collaboration du Financial Times of Canada

COTE À MIDI
9 décembre 1966

Moyennes de la semaine

	MONTREAL Indus	Serv pub	Banques	Papier	Mixte	Volume	TORONTO Indus	Or	Metaux	Huiles	Mixte	Volume
Lundi	144.91	148.32	83.39	124.49	138.85	2,083,000	144.42	127.99	109.03	106.24	137.89	680,000
Mardi	145.49	148.70	83.49	126.59	139.45	2,779,000	145.54	128.47	108.97	105.97	138.78	658,400
Mercredi	147.33	148.72	84.46	129.07	141.22	2,968,000	147.57	129.58	109.24	105.65	140.46	750,000
Jeudi	148.97	146.35	85.10	132.55	142.79	2,667,000	149.37	131.10	109.17	106.22	142.03	802,000
Vendredi	149.09	146.51	84.53	132.45	142.85	2,681,000	149.87	130.69	109.76	105.98	142.30	798,000
Samedi	+4.97	+0.21	+1.17	+9.39	+4.76	....	+5.84	+3.34	+0.75	−0.14	+4.77	....
1966 Haut	175.60	192.48	100.23	132.46	165.81	....	171.39	158.41	132.91	129.44	164.02	....
1966 Bas	136.98	136.95	83.36	95.24	131.45	....	136.20	124.15	103.47	102.49	130.89	....

	NEW YORK Comp	Indus	Transp	Utils	Finance	DOW JONES Indus	Rails	Utils	Comp	Volume	LONDON (F.Tms.)
Lundi	43.48	43.14	47.36	44.04	43.93	791.59	201.13	134.09	281.25	6,470,000	305.3
Mardi	43.78	43.43	48.16	44.23	44.05	797.43	203.32	134.36	283.38	7,670,000	301.3
Mercredi	44.22	43.88	48.47	44.73	44.23	808.01	205.41	134.27	286.23	8,980,000	303.7
Jeudi	44.40	44.13	48.51	44.66	44.43	812.80	206.28	134.33	287.52	8,370,000	302.6
Vendredi	44.50	44.22	48.41	44.78	44.53	813.02	205.68	135.03	287.97	7,650,000	299.5
Samedi	+1.06	+1.16	+1.28	+0.61	+0.74	+23.55	+5.20	+0.91	+6.96	......	−7.3
1966 Haut	51.06	51.22	58.28	51.07	53.45	955.15	271.72	152.39	352.40	......	374.2
1966 Bas	37.37	38.99	40.12	39.50	35.58	744.32	184.34	118.96	261.27	......	284.2

INDUSTRIELS

Rende-ment %	Rapport Prix Bene taux	1966 haut	1966 bas	Titres	Dividendes payes 1965	Dividendes ind 1966	RENDEMENT 6 mois ou derniere annee fisc	RENDEMENT 6 mois ou dernieres interim	SEMAINE EN COURS haut	bas	fermeture	variations	ventes 100S
5.6	10.4	13½	9⅝	Abitibi P	.56	.56	Dec .96	Sept9m .70	10	9¾	10	....	277
2.2	8.1	6	4.50	Acklands	.10	.12	Nov .68	Sept9m .58	5¾	5⅛	5⅜	− ⅛	51
6.6		25	22⅝	" pfd	1.50	1.50	Nov 9.25	May 5.15	22½		23		
3.1	27.5	66⅛	33⅝	Admiral	..	1.12½	Dec 1.30	Sept9m1.77	36	36	36	+ 1¼	1
	5.9	15½	14	Agnew S			66May 2.37	....	14		17		
3.9	18.5	39¼	27⅞	Alta Gas	1.20	1.20	Dec 1.67	Jun .89	31¾	30¾	31¼	− ¾	37
	...	12	6.25	" wts					6.70	6.65	6.70	− 5	26
5.5		98¼	84½	" 4¾ pfd	4.75	4.75	Dec 32.01	Jun11.47	85½	84½	84½	− 2½	12
4.7	13.9	19	14¼	Alta N Gas	.80	.80	Dec 1.22	Jun .62	17⅛	17	17		11
3.6	13.8	11	8½	Algoma C	.25	.32	Dec .65	Jun .41	8¾	8½	8¾	− ¼	11
		7.60	5.00	" wts	..			....	5.00	5.00	5.00		10
4.7	8.4	36	21	Algoma St		1.00	Dec 2.66	....	22¼	21	22	+ 1	231
	...	1.90	.25	Algonquin	.15	..	Dec 6.38d	....	.30	....	.95		
..	...	8	2.00	" pfd	.65	..	Dec 30.61d	....	3	....	6		
..	...	.55	.35	" wts		..					.49		
		7	.50	Alliance Cr	.60			Aug6m .94d	1.25	1.20	1.25	+10	43
3.2	15.9	46⅛	25⅜	AlcanAlum	.82½	1.00	Dec 1.93	Sept9m 1.76	31⅜	28	30¾	+2½	1624
4.5	...	48½	33½	" 4¼ pfd	1.70	1.70	Dec 41.63	Sept9m37.90	37¾	35⅞	37¾	+ 1¾	41
5.1	...	23	18¾	Alcan 1st	1.00	1.00	Dec 168.45	Sep9m131.71	19	18¾	18¾		3
5.6	...	47¾	39	" 2nd	2.25	2.25	Dec 56.97	Sept9m44.56	39½	39½	39½	− ½	6
	10.0	2.75	1.70	Am Met Tr			Dec .19		1.80		1.85		
7.2	8.3	11¾	9⅛	Ang C Plp	.50	.72	Dec 1.21		9¾	9¾	9¾	− ¼	1
5.8	...	25	19¼	" pfd	1.12½	1.12½	Dec 11.29		20	20	20		4
6.6	...	42½	33½	Ang T 4½	2.25	2.25	Dec 12.93		35	33½	33½	− 2½	1
6.1	...	52½	40	" 2.65	2.65	2.65	Dec 12.93		45½	45½	45½		1
6.1	...	53	44	" 2.90	2.90	2.90	Dec 12.93		47	47	47	− ½	1
3.0	30.0	12¾	11¾	Ang-Scan	.40	.40	66Apr .45	Oct .25	12½	12¼	12¼	......	58
7.2		24	19	" pfd		1.37½	66Apr 4.65		17		19		
2.9	11.1	29	18⅞	Anthes A	.50	.56	Dec 1.77	Jun .84	21	19⅝	20½	+ ⅞	12
1.8	13.6	25	24¼	" B	.56	.44	Dec 1.77	Jun .84			24		
5.9	...	102	97½	" B pfd	5.50	5.50	Dec 51.95	Jun 25.02	87		98½		
5.9	...	102	87	" C pfd	5.25	5.25	Dec 51.95	Jun 25.02	88		91½		
3.8	...	20	14¼	Argus C	.48	.56	Nov .57	May .33	14⅞	14½	14½	− ⅜	7
5.5	...	14½	9¾	" C pfd	.48	.56	Nov .57	May .33	10⅜	10	10⅛	− ⅛	85
5.6	...	49¾	43½	" 2.50	2.50	2.50	Nov 19.25	May10.83	44	44	44	− ½	2
5.8	...	51	44½	" 2.60	2.60	2.60	Nov 19.25	May10.83	44½		45		
6.0		50½	43	" B	2.70	2.70	Nov 18.73	May10.66	43	43	43	− 2	1
5.0	14.1	25¼	18½	Asbestos	1.00	1.00	Dec 1.41	May .58	19⅞	19¾	19⅞	+ ⅝	42
6.3	...	10¼	10¼	Ashdown A		.60	Dec 54.76d		7		11		
0.9		7¼	4.65	" B		.04½	Dec 1.24d		4.55	4.55	4.55		1x
5.6	8.4	21	17⅛	Ash Temp	1.05	1.00	Dec 2.15		17⅝		19½		
6.8	...	96	88	" A	6.00	6.00	Dec 97.91		88	88	88	− 2	1
6.3	...	10½	10	" B	.65	.65	Dec 10.13		10	10	10	− ½	4
5.4	10.2	10¼	8¼	Atl Sugar		e.50	Dec c.91		9½	9¼	9⅜	+ ⅛	46
6.0	...	23⅜	19½	" A	1.20	1.20	Dec 17.65		20	20	20		3
5.6		101	88	" pfd	5.00	5.00	Dec 181.48		88		91		
4.3	14.4	6¼	4.50	Auto Elec	.25	.25	Dec .40		5¾	5¾	5¾		3
		5⅛	5⅛	Auto Radio					3.00		3.75		
3.9	13.0	33½	22	Avco	1.00	1.00	Nov 2.05	Aug9m 1.64	25¾	25⅛	25¾	+ 1¼	21
	...	27	25	Avco Delta	..		Nov 1.08	Feb3m .22		....	30		
4.6	...	157	108	" pfd	..	5.50	Nov 35.26	Feb3m11.40	119	....	125		
				B									
		2.75	.75	Bahama				Jun9m .28d	.78	.75	.76	− 4	27
4.4	16.5	68¼	51	B Mtl	2.27½	2.37½†	66Oct 3.28		54⅛	53¼	53⅝	− ⅜	71
4.2	17.9	77¾	60¾	Bank NS	2.60	2.70†	66Oct 3.90		64⅝	62¼	64⅝	+ 2⅝	44
5.1	14.0	72	50½	B Cdn Nat	2.30	2.55†	66Oct 3.55		52	50½	51	− 1½	15
4.0	16.2	17⅜	12	B D'Eparg	.48	.48	Dec .74		12⅜	11¾	12⅜	+ ⅜	21
4.4	16.0	52¾	39⅝	Banq Prov	1.70	1.75†	66Oct 2.52		42	39⅝	39⅝	− 3¼	16
7.3	7.7			Barber Ell	5.50	5.50	Dec 9.73		75				
...	...	5	3.50	Barcelona	..						3.50		
		2.60	1.05	Bartaco			Dec 3.97d	Jun .15	1.75	1.75	1.75	−15	1
1.8	32.5	30½	22	Bathurst	.50	.50	Dec .85	Sept9m 1.07	27¾	27⅛	27½	− ⅛	36
4.5	12.1	61	41	" A	2.50	2.50	Dec 4.59	Sept9m 4.52	55½	54½	55½	+ ¼	20
6.4	...	20	16½	" pfd	1.05	1.05	Dec 7.17	Sept9m 6.82	16⅝		18½		
	...	13¼	7.75	" wts					8.25	8.25	8.25	+10	15
	...	8	4.00	Bay Mills			66July .04d		4.10		4.95		
..		7¾	6	" pfd	.15	..	66July .46		7¾		8½		
	31.7	12	8¾	Beatty			Dec .28		8¾		10		
5.7	9.9	37	27¾	Beav Lum	1.60	1.60	Dec 2.75		28½	28	28	− 1½	4
6.0	...	19	16½	" A	1.00	1.00	Dec 28.55		16½		18		
5.3		28¼	24	" pfd	1.40	1.40	Dec 69.72		25½		27		
6.4	10.0	13½	11	Beld Cort	.60	.70	Dec 1.10	Jun .63	10½		11½		
5.4	...	12¾	12	" pfd	.70	.70	Dec 3.65	Jun 2.04					
		3.25	2.30	" wts							2.65		
5.3	8.1	10	7	Belg Stand	.25	.50P	Dec 1.18		9		10		
6.6		15	13¾	" pfd	1.00	1.00	Dec 5.02		15		15½		
	16.1	3.25	1.95	Bell Knit			Dec .14		1.75		2.75		
5.4	15.8	61	45	Bell Tel	2.20	2.50	Dec 2.92	Sept9m 2.16	47	46	46¾	+ ¾	481
3.5	10.5	13½	10¾	Biltmore	.40	.40	Oct 1.10		12	11	12		1x
7.0		15	13½	" pfd	1.00	1.00	Oct 1.10		13½		15		
5.5	13.1	3.50	2.00	Blue Bon	.16	.16	66Feb .12		2.95	2.85	2.95	+ 5	24
1.5	10.8	19¼	12	Bow Valley	.16	.18	66May 1.13	Aug3m .21	13	12¾	13	+ ¾	13
6.7	...	19¼	15½	" pfd	1.10	1.10	66May 13.06		17	17	17	+ 1½	6
	...	13	6.20	" wts					7.00	6.60	6.60	−90	3
5.5		51¼	49½	BowM pfd	2.75	2.75	Dec 9.74		49⅝	49⅝	49⅝	− ⅜	20
4.1	12.9	8⅞	6⅞	Bowater	.41	.30P	Dec .57	Jun .29	7½	7¼	7½	+ ⅛	8
4.0	7.5	10¼	7½	Bowes	.30†	.30	Dec 1.06	Jun .43	7½	7½	7½		1
..	7.3	9¼	4.80	Bramalea			Nov .68	May .19	5.00	4.85	4.85	−10	7
		3.95	1.35	" wts					1.55	1.35	1.35	−15	19
9.6	9.2	11⅞	8	Brazil L&P	.75	1.00	Dec 1.13	Jun .85	11	10⅜	10½	+ ⅛	317
7.1		93	80x	" pfd	6.00	6.00	Dec4951.18	Jun3746.31	80		90		
	8.4	7¾	4½	Bridge TK			Dec .58		4.70	4.60	4.70	−15	3
7.1		48	41	" pfd	2.90	2.90	Dec 21.91		41⅞	41	41⅞	+ ⅞	1
2.9	10.5	80	65	Bright	1.00	2.00	66Mar 6.50		67⅛	67⅛	67⅛	− ⅞	1
1.6	17.3	50	32	Brinton Cp	.80	.80	66Mar 2.84						
4.4	18.5	72	64x	BA Bank	2.05†	2.90†	Dec 3.59		68	68	68	+ 1½	1
	5.7	8⅛	5	BA Con	[illegible]		66Feb 1.01	Aug .65	5¾	5¾	5¾		15
3.4	18.0	34	27⅝	BA Oil	1.00	1.10	Dec 1.76	Jun .88	32½	30¾	32⅜	+ 1⅞	288
5.2	6.2	24⅝	17⅜	BC Forest	1.00	1.10	Dec 3.10	Sept9m 2.18	19½	19	19⅛		49
		54	49	" pfd				Sept9m32.77	49¾	49	49	− 1	6
3.9	1.4	19	17¼	BC Pack A	.75	.75	66Mar 13.55		18½				
5.2	13.4	19½	17	" B	1.00	1.00	66Mar 1.44		19½	19⅜	19½	+ ⅜	9
6.3	12.3	42½	33	BC Sugar	2.50†	2.15	Sept 2.75		34	33	33	− ⅞	6
5.6		19¾	17½	" pfd	1.00	1.00	Sept 8.42		18	17½	18		1
4.0	14.4	77¼	52¼	BC Tel	2.40	2.10	Dec 4.16	Sept9m 3.12	61	60	60¾	+ ¾	24
5.5	...	92	78⅜	" 4½	4.50	4.50			75		82		
5.5	...	89	75½	" 4⅜ pf	4.38	4.38			90½	80½	80½		1x
5.8	...	97	80½x	" 4¾ pf	4.75	4.75			81½	81¼	81¼	− ¾	1
5.6	...	86	78½x	" 4¾ 56	4.75	4.75			82½	82½	82½		1
5.5	..	25	21	" 4.84%	1.21	1.21			21⅞	21	21¾	− ⅛	11
5.7	...	104½	90	" 5.15 pf	5.15	5.15			90	90	90		1
5.8	..	105½	98	" 5¾ pf	5.75	5.75			98	98	98		1x
6.0	...	110	100	" 6 pfd	6.00	6.00					100½		
		.30	.30	B Cont Oil					.50				
3.8	9.4	10½	5	B Int Fin	.20	.20	Dec .56		5½	5	5½	+ ¼	27
	66.7	6⅝	3.90	Brinco			Dec .06		4.05	4.00	4.00		321
[illegible]		22½	18⅛x	Brooke B	1.04	1.04	66Jun 21.33		18⅛	18⅛	18⅛		1
5.7	7.0	28	20	Bruck A	1.20	1.20	Oct 2.98		20	20	20	− ¼	3
	3.8	14⅛	8½	" B			Oct 2.38		8¼		10		
8.7		8	5½	Bulloch A	.50	.50	Dec .79		5½		6¼		
8.4		7	4½	" B	.40	.40	Dec .79		4.50	4.50	4.50	−75	1
	15.0	19½	12	Burns			Dec .80		12	12	12		14
6.5	9.3	8¼	6⅝	Burr Dry A	.45	.45	Dec .75		6⅝		7½		
				C									
4.8	6.9	13	7¼	CAE	.32½	.37½	66Mar 1.12	Sept .72	7¾	7⅝	7¾		46
3.3	15.3	30	20⅜	Calg Pow	.65	.70	Dec 1.40	Sept12m1.30	21⅞	21⅛	21⅞	+ ⅜	129
5.8		102	90x	" 4½%	5.00	5.00	Dec 65.81		78¾		93		
..	68.8	2.15	.90	Cal Dale	..	..	66Jun .016		1.10		1.20		
				CANADA									
3.7	5.2	17	10½	Can Bread	.40	.40	66Jun 2.01		10¾	10½	10½	− 1	5
5.6	...	50	48	" pfd	2.75	2.75	66Jun 26.97		49	49	49		1x
4.7	...	51	33	Can Cem	1.50†	1.60	Nov 3.93		34	33	33	− 1	23
5.6	...	27½	22	" pfd	1.30	1.30	Nov 14.78		24	22¾	24	+ 1	11
4.5	6.3	43	26¾	C Cr Stone	1.20	1.20	Dec 4.24	Jun 1.38	27	27	27	− 1	1
6.4	10.1	24¾	18¾	C&D Sugar	1.20	1.40	66Sept 2.17		22½	22¼	22¼	+ ¼	15
..		4.00	1.00x	C Forging	...		Dec 4.83d		2.10		4.00		
		10	7	" A			Dec 19.74d		2.00		15		
6.3	8.3	24½	16¾	Can Iron	.75e	1.08	Dec 2.06	Jun 1.10	19½	17⅝	18¾	+ ⅞	191
5.1		94½	83	" pfd	4.25	4.25	Dec 162.17	Jun35.11	81½	81½	81½		1x
	9.3			C Machine			66Jan 1.07						
5.6	11.3	23¼	17½	C Malting	.90	1.00†	Dec 1.59		17⅞	17½	17⅞	+ ⅛	14
3.6	9.7	88	68	C Pack A	2.20	2.50	66Mar 7.10		69½	68	68		2
3.6	9.9	87¾	67½	" B	2.20	2.50	66Mar 7.10		68	67½	67½	− 2½	4
5.0	14.6	14½	9⅞	C Perm M	.45	.51†	Dec .70	....	10⅝	10¼	10⅝	+ ½	27
4.9		98	89	C Safeway	4.40	4.40	66Jan 149.88	....	89	89	89		2
4.3	9.1	40	28¾	C Sieem	1.20	1.30	Dec 3.29	....	30	28¾	28¾	− 1¼	4
5.7		6⅞	5⅛	" pfd	.31¼	.31¼	Dec 4.92	....	5⅜	5⅜	5⅜	− ⅛	4
				CANADIAN									
1.3	12.5	330	330	C Arena	14.00	4.00	Jun 25.30						
6.3	15.5	8⅞	6	Cdn Brew	.40	.40	Oct12m .41	Jly3m .14	6¾	6⅝	6¾	+ ⅜	2091
6.3		44¼	34½	" pfd	2.20	2.20	Oct12m11.32	Jly3m3.72	35½	35	35	......	25
5.9		51½	40	" B pfd	2.65	2.65	Oct12m11.32	Jly3m3.72	43½		44		
2.3	15.0	25⅛	15½	C Br Alum	.25	.40P	66July 1.17	....	18½	18	18½	+ 1	15
		11¼	3.00	" A wts				....	4.60	3.60	4.60	+95	73
		10¾	3.05	" B wts				....	4.50	3.85	4.50	+70	22
5.7		97¼	85	C Bronze pf	5.00	5.00		....					
6.2	7.8	16⅛	11¾	C Cannrs A	.75	.75	66Feb 1.54g	....	12½	12	12½	+ ½	8
		8.80	4.50	C Chem wts	..	..		....	5.35	5.05	5.25	+ 5	53
..	5.6	9¾	7	C Conv A	..	..	Dec 1.42	....	7	....	9		..
	15.8	25¾	20	" B			Dec 1.42	....	20		25		
..	53.0	.87	.51	C Curt W	..	..	Dec .01	....	.53	.51	.51	− 1	77
..	4.0	4.95	3.00	C Dredge	..	..	66Apr .83	Oct .59	3.50	3.30	3.50	+25	20
	7.7	5¼	2.50	Cdn Food			Oct .50	....	2.50	2.50	2.50		1x
6.8		55	44	" 1st	3.00	3.00	Oct 18.84	....	45	44	44	− 3	1
6.3		55	45	" 2nd	1.50	3.00	Oct 19.50	....	40	40	40		1x
2.2	23.7	12	5½	C Found	.20	.20	Nov10m.38	July9m .45	8		10		
7.5		17½	15x	" pfd	1.20	1.20	Nv10m2.43	July9m2.73	16½	16½	16½	− ¾	2
2.7	21.5	60	41	C Gen El	.92½	1.20	Dec 2.09	Jun .98	45	45	45		1x
2.8		57	40	" pfd	1.25	1.25	Dec 27.35	Jun11.91	45	45	45	+ 1	1
3.9	26.1	60½	49½	C Gen Inv	2.20	2.00†	Dec 1.99	Jun 1.30	51¾	51¾	51¾		1
10.0	8.8	12½	9¼	C G Sec A	.90	.90	Dec 1.02	....	9½	9¼	9½		4
5.3	16.7	19¾	17	" B	.90	.90	Dec 1.02	....	17		17¼		
		6½	3.50	C Goldale			Dec .03	....	3.75	3.75	3.75	+15	2
2.4	8.8	29	18½	C Hy Carb	.45	.50	66Mar 2.33	Jun3m .05	20¾	20¾	20¾	+ ¼	8
5.7		20¾	18	" pfd	1.10	1.10	66Mar 11.95	Jun3m .52	19⅝	19	19	− ⅜	6
2.2	6.2	29⅛	23½	C Ice Mach	.40	.60	Dec 4.35	....	22½		28		
6.0	13.3	14¾	13	" A	.80	.80	Dec 1.00	....	12½		14		
4.0	16.4	70⅝	53	ClmpBCm	2.45	2.45	66Oct 3.51	....	58½	57½	58¼	+ ½	79
2.1	11.5	15⅛	10¼	C Ind G&O	.25	.25	Dec 1.04	Jun .48	12¼	12	12¼	+ ¼	35
4.8		16½	10⅝	" A pfd	.27½	.55		Jun 5.53	11¼	11¼	11¼	− ½	4
3.9	16.9	20½	15½	C Indus	.65	.65†	Dec .99	Jun 66	16	15½	15½	− ¾	63
5.0		81	74	" pfd	3.75	3.75	Dec 211.48	Jun141.20	74		75		
4.5	22.3	33	30	C I Inv T	1.45	1.45†	Dec 1.46	Jun .74	25	25	25		1x
5.9		95	92	" pfd	5.00	5.00	Dec 23.85	Jun12.01	84	83	83		1x
4.7	7.4	32¼	25	C Int Pow	1.00	1.40	Dec 4.06	Sept12m4.58	30	29½	29½	− ½	11
6.3		19⅝	16½	" pfd		1.04	Dec 26.19	Jun 15.91	17	16½	16¾	− ⅛	6
4.2	13.3	3.60	2.40	C Interurbn	.10	.10	Aug .18	....	2.60	2.40	2.60	+20	10
2.3	10.5	8⅛	4.20	C Marconi	.22½	.10P	Dec .41	Jun .13	4.35	4.25	4.35		25
5.3	13.9	68⅝	51⅜	CP Rlwy	2.75†	2.85†	Dec 4.05	Jun 2.17	58¾	54¼	57½	+ 3¼	428
		9⅝	7¼	" pfd			Dec 18.09	Jun19.40	8⅜	8	8	− ¼	132
5.3	27.4	13¼	10	C Pet	.60	.60	July .41	Sept9m .58	11⅝	11¼	11⅝	+ ¼	86
2.8	16.3	20	16½	C[illegible] & P Sec	.35	.50	66July 1.11	....	18⅛	18⅛	18⅛	− ⅜	3
6.6		23⅜	21½	" A pfd	1.30	1.30	66July 7.79	....	19		20½		
5.7	7.8	18	14	C Refract	.80	.80	Dec 1.83	....	14	14	14		1
2.9	12.4	36	27⅜	Cdn Salt	.80	.80	Dec 2.34	Jun .61	27		32		
5.5		3.55	1.75	C Sec Und	.12	.12		....	2.05	2.00	2.00	− 5	67
1.5	15.3	17½	12½	C Tire	.20	.20	Dec .88	....	13⅞	13½	13⅞	+ ⅜	18
1.6	14.5	16	12	" A	.20	.20	Dec .88	....	13½	12¾	13½	+ ¾	23
4.0	15.6	39¼	31	C Util	1.60	1.70	Dec 2.27	Sept9m1.86	35⅛	33½	34	− 1⅛	13
5.3		85½	75	" 4¼	4.25	4.25	Dec 40.99	Jun25.41	73		75		
5.5		100	91	" 5	5.00	5.00	Dec 40.99	Jun25.41	90	87	87		1x
6.1	8.2	21	15⅝	C Vickers	1.00	1.00	Nov 2.00	....	16	15¾	16	− ½	3
2.8	13.0	47	38	C Walip A	2.00	1.40	Dec8m3.86	....			50		
2.7	13.7	46	44⅛	" B	2.00	1.40	Dec8m3.86	....			55		
5.5	12.9	21	16⅞	CWN Gas	.90	1.00	Dec 1.40	....	18½	18	18		1
5.7		16	13	" 4	.80	.80	Dec 6.17	....	14	14	14		6
5.6		21	14½	" 5½	1.10	1.10	Dec 6.17	....	19	19	19		1x
2.5	12.3	25⅝	18	C Westing	.40	.50	eDec .65	....	20	19⅝	19⅝	− ⅝	5
	6.8	6.00	3.80	C Wide Prp			Dec .77	Sept9m .32	5		5½		
		.74	.35	Cap Bldg			Dec .17d		.50	.50	.50		1x
5.0		10	10	Cap Wire		.50			10				
5.4	8.5	2.00	1.50	Carib-Cm	.09	.10½	Dec .23	Mar3m .10	1.90		2.15		
8.5	7.1	4.50	3.50	Casavant	.32½†	.32½	66Aug .54	....	3.65		4.15		
7.8	9.8	5.00	3.25	Cassidy's	.30	.30	65Jan .39	....	3.70		4.00		
4.2		11	9¼	Cent Fund	.40	.40	66Mar .044	....					
5.3	9.8	11¾	9½	Chat Gal	.45	.50	66Apr .97	....	10¼	9½	10¼	+ ¾	1
3.1	17.6	16⅛	12⅛	Chemcell	.40	.40	Dec .74	Sept9m .52	13½	12¾	13		184
5.0		21½	17⅛	" 1.00 pf	1.00	1.00	Dec 21.30	Sept9m15.05	17		23½		
5.7		36½	29	" 1.75 pf	1.75	1.75	Dec 21.30	Sept9m15.05	30	29	29¾	− ¾	11
6.0	6.2	64¾	32	Chrysler	2.00	2.00	Dec 5.44	Sept9m 2.72	35½	33¾	35		2
	21.6	13	5	Clairtone			Dec .44		9¾	9¼	9¾	+ ¼	18
		9.70	2.31	" wts				....	5.85	5.85	5.85	−15	2
3.0	13.6	32	25	Coch Dun	.80	.80	Dec 1.99		24		28		
4.6		17	16	" A	.80	.80	Dec 17.44		18	11	18		1x
4.1	8.3	5¾	3.60	Codville	.07	.15P	66Mar .44	Oct26w .23	3.75	3.50	3.65		11
3.9	13.3	30	22½	Coll Trn	1.10	1.10†	Dec 2.06	Sept9m1.63	25⅛		35		
5.9		20	18½	" pfd	1.10	1.10†	Dec 2.06	Sept9m1.63	18½		19		
	15.8	7⅞	5	Cel Cel	.20		Dec .34	Sept9m .12	5¼	5⅛	5⅛	− ¼	39
6.0		25⅛	19⅛	" pfd	.83	1.20	Dec 4.03	Sept9m1.98	19½	19⅛	19⅛	− ½	16
	3.9	.80	.45	Com Hold			64Dec .12		.46	.45	.45	+ 1	15
2.7	22.3	14½	9	Comm Sav	.25	.25	Dec .41		9	9	9	− ¼	1
		2.45	.70	Com Bus			Jun 1.09d	Jun .07d	.85	.81	.85		27
		.72	.18	" wts					.24	.24	.24	+ 4	22
	...	23	5¼	Comp Dev	.30		Sept 1.32d	Mar .48d	8½	9	8½		9
		8	2.50	Compro	.60		65Aug 3.14d		3.25	3.20	3.20		5
8.9		17⅛	10	" A pfd	1.10	1.10	65Aug 18.12d						
		4	4	" pfd									
3.8		7¾	6	Cond Nat	.40	.25	Nov .05d		6	6	6	− ½	7
				CONSOLIDATED									
	...	3.00	.75	Cons Bldg	.18		66Feb .37d		1.25	1.00	1.15		20
	...	6.00	1.50	" pfd	.60	.60	66Feb 4.15d		3.00	2.40	2.80	+55	8
		1.05	.08	" wts	..				.10	.10	.10	− 2	1
10.0	1.8	1.40	.60	C Divers		.10	Dec .55		1.00		1.25		
6.3		45	40	" pfd	2.50	2.50	Dec 9.74				45		
5.9	9.6	51	30⅝	Cominco	1.80	1.80	Dec 3.18	Sept9m2.21	33⅛	31	32¾	+ 2⅛	266
5.5	13.4	41⅞	32¾	Cons Pap	2.10†	2.10†	Dec 2.85	Sept9m2.13	39	37¾	38⅝	+ ⅝	112
..	...	23	8	Cons Text	.87½	.75	Dec 2.85		13	11	11	+ 3	9
				CONSUMER									
3.7	19.0	16¾	13¼	Con Gas	.48	.56	66Sept .79		15¾	14⅞	15⅝	+ ⅝	311
5.6		106	99½	" A	5.50	5.50	66Sept 74.68		100	100	100		1
5.6		105¼	99½	" B	5.50	5.50	66Sept 74.68		100	100	100		1
2.5	20.8	13¼	10¾	Cons Glass	.28	.28	Aug .53	Dec4m .18	11	11	11		13
5.5	13.7	44½	40⅝	Cont Can	2.20	2.40	Dec 3.21	Sept9m2.95	45		46		
		9½	6¼x	Copp Clark	.40						6½		
7.0	10.1	22	17	Corby A	1.00	1.50†	66Aug 2.07		21	20¾	21		4
7.1	10.1	21¾	17¼	" B	1.00	1.50†	66Aug 2.07		20½	20½	20½	− ½	11
..	2.5	3.50	.95	Cor Cred	.24	..	July .44	Apr9m .16	1.10	1.00	1.10		13
..		18	9	" pfd	1.50	..	July 4.45	Apr9m1.94	12		14		
..		6.00	2.15	" 2 pfd	.48	..	July 3.13	Apr9m1.94	2.50	2.50	2.50	−30	1
..		14	6	" 1.20 pf	1.20	..	July 4.45	Apr9m1.94	9	9	9	− ⅜	5
..		.43	.03	" wts	..				.11	.10	.11	− 4	29
..		.65	.15	" 2 wts	..				.15	.15	.15		3
	2.8	11	7	Corpex	.40		Dec 2.68	Jun 1.28	7½		9		
6.8	12.5	13	11	Cosmos	.80†	.80	Dec .94	Jun .69	12¼	12	12¼	+ ½	3
3.2	15.5	6¾	3.50	CouvretteA	.144	.144	66Mar .29	Oct28w .196	4.75	4.45	4.75	+25	7
5.2	8.2	2.25	1.55	Craig Bit	.08	.08	Sept .19		1.65	1.65	1.65		3

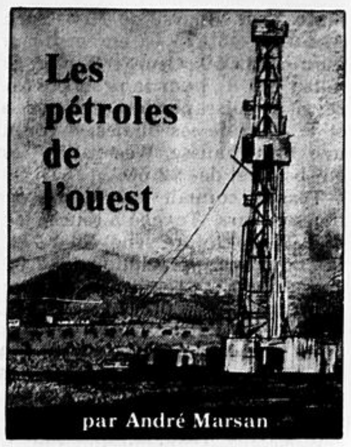
La tournée européenne

Accueil chaleureux au président de la Bourse de Montréal

Le président de la Bourse de Montréal, M. Charles B. Neapole, s'est déclaré enchanté de sa tournée d'un mois en Europe où il a rencontré les milieux financiers de Amsterdam, Bruxelles, Paris, Genève, Bâle, Zurich, Dusseldorf, Hambourg et Londres. M. Neapole a qualifié l'accueil qu'on lui a réservé de très chaleureux. Mais il a souligné qu'en Europe, comme en

Amérique, le climat n'est pas favorable aux placements boursiers. La restriction du crédit domine l'activité des places boursières et l'investisseur préfère généralement demeurer dans une position très liquide, en investissant dans des effets à court terme. C'est ainsi que les banques allemandes offrent jusqu'à 8 1/2% de rendement sur leurs certificats de dépôts. Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée, M. Neapole a souligné que l'affaire Atlantic Acceptance et la manipulation boursière de Windfall avaient jeté une mauvaise impression chez les investisseurs d'outremer. Cependant, il s'est empressé d'ajouter que la Bourse de Montréal conservait une réputation de premier rang.

Interrogé sur plusieurs sujets, M. Neapole s'est dit convaincu que la Grande-Bretagne se joindra prochainement au marché commun et que la livre sterling ne serait pas dévaluée. Sur ce dernier point, le président de la Bourse de Montréal a simplement déclaré que les Etats-Unis ne pouvaient se permettre de laisser tomber la livre. Fait intéressant, les milieux financiers européens apparaissent beaucoup moins préoccupés par le problème de l'or qu'on est tenté de le croire. Enfin, l'Expo 67 est l'objet en Europe d'une publicité considérable et on peut s'attendre à ce que de nombreux visiteurs envahissent le Canada.



OR NOIR en abondance et à bon marché

Il y a deux semaines, dans cette chronique, j'indiquais pourquoi le moment me semblait des plus propices à l'achat d'actions dans l'industrie canadienne du pétrole et du gaz naturel. De plus, je dressais une liste de huit titres très susceptibles de plus-value. Depuis lors la moyenne d'appréciation de ces huit titres a été de 15.5% et nous sommes toujours d'avis que puisque les opérations de forage dans le nord-ouest de l'Alberta ne font que commencer, l'appréciation spectaculaire des titres en est encore à ses débuts.

Aujourd'hui, nous découvrons que cet or noir trouvé dans la région du nord-ouest de l'Alberta est un des meilleurs marchés qui soit au monde. Le coût moyen d'un baril de pétrole s'établit à environ $150 aux Etats-Unis et à $1.00 au Canada. Dans cette région du lac Rainbow, le coût en est inférieur à $0.20! Le pétrole le meilleur marché au monde se trouve actuellement dans la région du golfe Persique: 300 milliards de barils (80% des réserves mondiales) y ont été trouvés au coût moyen d'environ $0.15 le baril. Si on considère cependant que les gouvernements de ces pays du Proche-Orient imposent des redevances de l'ordre de $0.80 par baril, il semble bien qu'aucun pétrole au monde pourra faire compétition, en amérique du Nord, à cet or noir que nous découvrons en abondance dans le nord-ouest de l'Alberta.

Comment expliquer que ce pétrole du lac Raindow coûte 10 fois moins cher que celui du Texas? D'abord les méthodes plus perfectionnées d'exploration ont permis d'augmenter sensiblement le rapport entre les trous productifs et les trous non-productifs. Au Canada ce rapport est de 50% en 1966. Or dans cette région du nord-ouest de l'Alberta, depuis deux ans, Imperial Oil et Banff ont des rapports respectifs de 11/17 (65%) et de 29/41 (72%). Ces rapports sont d'autant plus fantastiques que cette région n'était à peu près pas connue il y a deux ans à peine et qu'elle demeure encore très peu explorée.

La principale raison en est cependant que les nappes pétrolifères y sont extrêmement prolifiques. En se basant sur les renseignements disponibles, un seul puits creusé au coût de $325,000.00 peut trouver des réserves exploitables de l'ordre de 75,000,000. de barils d'une valeur actuelle ("present value") minimum de $35 millions. Depuis deux ans, on a dépensé une somme globale de $250 millions dans cette région du nord-ouest de l'Alberta et on y a trouvé environ 1.5 milliards de barils, soit un coût moyen de $0.16 par baril. En effet, le forage des 150 trous a coûté autour de $50 millions et un montant égal a été dépensé en exploration. Par ailleurs le coût des terrains s'est élevé à près de $50 millions. La valeur actuelle de ces réserves additionnelles s'établit maintenant à plus de $800 millions. Ces chiffres ont de quoi faire rêver les investisseurs les plus ambitieux.

Il est fort possible que les réserves additionnelles trouvées dans cette région du nord-ouest de l'Alberta s'établiront à près de 5 milliards de barils. Nous disposerons alors d'un pétrole très abondant et bon marché qui pourra même compétitionner celui du Proche Orient à Montréal et à fortiori, celui de la Louisiane à Chicago. Il ne faut donc pas se surprendre si l'Alberta exporte actuellement 50% de pétrole de plus qu'il y a 12 mois, surtout si on se rappelle que la région du centre-nord américain augmente chaque année sa consommation de pétrole de 150,000 barils par jour et que la production américaine suffit difficilement à satisfaire la demande.

La diminution des coûts de production, l'augmentation du volume des ventes et une certaine stabilisation des prix devraient permettre aux producteurs canadiens de pétrole de connaître des affaires d'or au cours des prochaines années.

Au cours de l'hiver nous sommes d'avis que les actions de Pacific Petroleum, de Central del Rio et de British American Oil possèdent d'excellentes chances de s'apprécier de façon intéressante. Toutes trois ont annoncé un programme imposant de forage dans les endroits stratégiques de la région du lac Rainbow.

N.D.L.R. — M. André Marsan est un analyste financier attaché à la maison Morgan, Ostigny, Hudon.

	Cours du du 23 nov. 1966	Cours du du 8 déc. 1966	Gain
Pacific Petroleum	$10.50	$11.37	$ 0.87
Banff Oil	15.37	18.87	3.50
Central del Rio	11.00	13.50	2.50
Canadian Export Gas	5.00	5.45	0.45
Canadian Gridoil	6.30	7.00	0.70
Mill City	2.52	2.80	0.28
Ranger Oil	3.50	3.30	0.20
Canadian Homestead	2.30	2.50	0.20
	56.49		8.70

soit une appréciation de 15% en 15 jours

gains taux	Rapport Prix/Bene.	1966 haut	1966 bas	Titres	Dividendes payes 1965	Dividendes ind. 1966	RENDEMENT 6 mois ou derniere annee fisc.	RENDEMENT 6 mois ou dernieres interim	SEMAINE EN COURS haut	bas	fermeture	variations	ventes 100S
2.3	14.8	34	27	Crain	.60	.72	Dec 2.15	Jun 1.05	32	31⅝	32	+ ⅜	17
3.7	17.7	74	51	Credit Fon	1.75	2.00	Dec 3.05		54	54	54		1
12.7	5.9	9	5	Credit M-G	.70	.70	66Feb .94		5½				
9.1	2.5	9	6	Cr St L	.60	.60	Dec 2.62		6½		7		
3.0	7.7	7¾	4	Crestbrook	.15	.15	Dec .65	Sept9m 1.03	5.00	4.95	4.95	— 5	3
2.5	11.2	136	115	Cr Cork	3.00	3.00	Dec 10.68		115	115	115		1
4.3	13.1	63½	46	Cr Trust	1.80	2.00	Dec 3.54		49	49	49	+ 3	1
5.7	9.6	16	13	Crows Nest	.75	.75	Dec 1.37	Jun .46	13¾	13¾	13¾	+ ⅛	4
4.1	14.1	53⅞	48¾	Cr Zeller	2.00	2.20†	Dec 3.03	Sept9m 2.52	49	49	49		2
6.0	11.9	29½	20	Cr Z Can A	1.20	1.20	Dec 1.68	Sept9m 1.20	20¼	20⅛	20⅛	+ ⅛	3
3.6	10.6	16⅜	10	Crush Int	.24	.40	Nov 1.01		11½	10⅝	11¼	+ ½	93
2.4		5.50	3.70	Cygnus A	.10	.10	Dec12m.20		4.40	4.20	4.25	+ 5	133
		7⅞	6⅝	" B			Dec12m.20		7½	7	7	— ¼	19
5.4		23	19¾	" 5½ pfd	1.10	1.10	Dc12m2.54		21	20½	21	+ ⅝	79
				D									
3.1	8.9	17¼	12½	Dale Ross	.35	.40P	Dec 1.44	Jun .86	13	13	13		1
6.7		9¾	8¾	" A	.61	.60	Dec 2.05	Jun 1.16	9⅛	9	9⅛		2
7.0		105	90½	Dalex pfd	7.00	7.00	Sept 26.38				100		
6.3		49½	40½	David Fr	3.00	3.00	Mar 3.00		46½				
		400	400	De-Havill			Dec 39.27d		300				
	5.9	2.80	1.50	Delta El			66Apr .27		1.60	1.50	1.60	— 5	8
	8.1	14	9¼	Deltona			Dec 1.20	Sept9m 1.10	9¼	9¼	9¼		1
1.9	35.4	11¼	6	Denault	.16	.16	66May .24	Aug12w .12	7½	7¼	7¼	— 1¼	16
		6½	6½	" wts									
3.1	12.6	39¾	27⅝	Dist Seag	1.00	1.00	66July 2.57		33¾	32⅝	33½	+ ¾	209
	22.2	37½	13⅞	Dome Pete			Dec 1.56	Sept9m1.22	37½	30¾	34⅛	+ 3⅜	651
				DOMINION									
1.7	39.8	25	18	D Ang Inv	.43‡	.30	66Apr .44		15		20		
5.8		101	83	" pfd	5.00	5.00	66Apr 27.53		81		89		
5.4	6.2	28⅜	16½	D Bridge	.50	.90	Oct 2.72		18¾	16½	18¾	+ 2	42
1.5		75	58½	DC Gen Ins		1.03¼			64		76		
		8	3.00	D Coal pfd			66Mar12m.79		4.50	4.50	4.50		1
6.2	7.7	12½	10	D Corset	.60	.60	Dec 1.27		9		10		
3.5	11.5	19¼	16	D Dairies	.65	.60	Dec 1.51		16	16	16		1x
5.4		32	25¾	" pfd	1.75	1.75	Dec 25.16		30¼	28¼	30¼		1x
2.9	16.8	19½	13	D Elect	.40	.40	Dec .82		13¼	13	13	— ¾	4
6.0		103	95	" pfd	5.75	5.75	Dec 24.84				95¾		
5.3		4.60	4.60	Dom Fab	.16	.16	Dec .54g		3.00				
6.4		5½	5⅜	" A pfd		.32	Dec .54g				5⅜		
3.4	10.9	29¼	17¼	D Foundry	.60	.60	Dec 1.61	Sept9m 1.22	18½	17¼	18¼	+ ⅝	208
5.3		99	86½	" pfd	4.75	4.75	Dec 102.43	Sept9m78.55	87	86½	86½	— 3¼	1
4.7	18.5	16¼	12¾	D Glass	.60	.60	66Sept .69	Mar. .33	13	13	13	+ ¼	36
4.7		17½	14¾	" pfd	.70	.70	Sept 6.29	Mar 3.06	14¾	14¾	14¾	— ¼	3
		3.30	1.50	Dom Lime					2.00	2.00	2.00		1
		1.20	.30	" wts					.31	.31	.31	—19	1
3.7	21.5	10½	6	D Magnes	.50	.25	Dec .31	Jun .33	7	6⅞	6⅞	+ ⅜	2
6.8	16.0	28	11	D Oilcloth	1.60	.90P	Oct .80		13½	11	11	— 2¾	9
3.8	25.0	15½	10	D Scottish	.32	.38†	Dec .40	Sept9m .31	10		10½		
6.0		48	41⅛	" pfd	2.50	2.50	Dec 7.24	Sept9m5.57	42		42½		
	27.2	16¾	8¼	D Steel & C	.40		Dec .34		9¼	8¾	8¾	— ½	28
4.0	13.6	25⅝	17½	D Stores	.72	.72	66Mar 1.32	Sept26w .66	18½	17¾	18⅜	+ ⅜	93
6.2	9.0	21½	16	Domtar	1.00	1.00	Dec 1.80	Sept9m 1.21	16⅜	16	16¼		363
5.3		21¾	18	" pfd	1.00	1.00	Dec 88.82	Sept9m59.58	18⅞	18⅞	18⅞	+ ⅛	5
4.7	9.5	38½	24½	D Text	1.20	1.25	66Mar 2.79		26¾	26¼	26¾	+ ¼	84
5.3		130	110	" pfd	7.00	7.00	66Mar 525.75		116		148		
5.5	8.7	9⅛	7	Donohue	.40	.40	Dec .83	Sept9m .63	7¼	7	7		10
4.7	8.2	22	10⅛	Dover Ind	.75	.80	Dec 2.08		16		18½		
7.1		10⅛	8½	" pfd	.60	.60	Dec 3.50		8		9½		
7.9	5.8	9	7	Drum W	.75†	.60	Dec 1.32		7		8¼		
2.7	23.7	46½	35	DuPont	1.15	1.00	Dec 1.57	Sept9m 1.30	36⅞	36	36½	— ¼	34
5.0		81¾	74½	" pfd	3.75	3.75	Dec 269.63	Sep9m223.29	74		74½		
7.9	8.9	9⅝	7	Dupuis A	.35	.55	Jan .79		7¼	7	7¼	+ ¼	6
				E-F									
	36.1	10	10	Eagle S			Dec .22		7⅝		8⅝		
		29½	25	East Koot			Mar 3.06	Sept .64					
		265	180	" pfd		7.00	Mar 16.90	Sept 5.60					
4.7	10.0	24	21½	East Bk	.85	1.00	64Jun 2.16	64Oct14m1.83	22				
				" pfd			Jun 5.50						
3.7	15.7	48	32	E&Chart T	1.40	1.40	Dec 2.42	Jun 1.22	38⅝	38⅝	38⅝	+ ⅛	1
3.6		13¾	9	Econ Inv	.40	.40	Dec .45	Sept9m .34	10	9⅞	9⅞	— ⅛	2
5.7		50	43	" A	2.50	2.50	Dec 7.08	Sept9m5.39	43	43	43	— ⅛	1
6.2	9.9	39	31	Eddy M	2.00	2.00	Dec 3.29	Jun 1.73	32	32	32		1x
2.3	25.0	1.50	1.50	Electra Inv	.03½	.03½	Mar .06		1.50				
5.1	8.2	37½	15¾	Electrolux		e.80	eDec 1.91		16				
3.5	9.4	16	12	Emco	.40	.45	Dec 1.39	Sept9m 1.02	12⅞	12⅞	12⅞		3
	8.2	20	14½	Emp Life			Dec 1.91		16½	15¼	15¼	— 2	5
9.1	7.4	7½	5⅜	En&Heat A	.50	.50	Dec .73		5¼	5	5¼		8
	12.0	4.00	2.50	" B			Dec .23		2.75				
10.0	4.8	7½	5½	Erie A	.60	.60	Jun 1.26		6	6	6		1x
		4.00	1.25	" B			66Jun .63		1.25		3.50		
8.1	7.5	12½	8	Exquisite	.70	.70	66Feb 1.15		9	8	8½	— ¼	12
6.3		12¼	8¾	" pfd	.60	.60	66Feb 17.30		8⅞	8¾	8⅞	— ⅛	2
		3.10	.90	" A wts					1.10	.95	1.10	+15	20
4.2	11.6	6.00	4.00	Fabi		.20	Dec .41		4.50		5.00		
	5.4	10	6½	Fairbnks-M			Dec 1.29		6⅞	6½	6½	— ½	3
4.0	15.8	113	79⅝	Falcon	3.50†	3.50	Dec 5.47	Jun 2.82	91½	87⅞	91½	+ 4½	64
3.9	22.0	30⅝	24¾	Fam Play	1.00	1.20†	Dec 1.40	Oct9m1.33	30⅝	28	30⅝	+ 2¼	79
4.8	10.6	51½	30	FyFarmer	1.50	1.60	66Jun 3.12		31¼		34		
	28.7	3.50	2.00	Fd Farms			66Mar .08		2.30	2.30	2.30	+30	1
		.95	.40	" wts					.25		.50		
3.8	8.0	8¼	6	Fd Grain	.15	.25	66July .83		6¼	6⅛	6⅛	— ½	3
		5	3.00	Fibre			Jun .18d		3.25		3.50		
		5	3.75	" pfd			Jun 1.16d		3.75	3.75	3.75	—50	1
1.1	19.1	11½	8	Fiscal In	.10	.10	66Apr .48		8	8	8		1
		.18	.14	" pfd	.01	.01	66Apr .03		.13		.18		
2.8	5.2	17	13¾	Fittings	.25	.40	Dec 2.76		13⅝		15¼		
		.98	.56	Fleet Mfg			66Jun .09d		.67	.61	.63	— 5	35
2.4	15.0	33	26	Fleetwood	.65	.65	Dec 1.80		27	27	27		1
5.6		61¾	43¾	Ford US	2.10	2.40	Dec 6.33	Jun 3.86	42	41½	42		1x
4.1	13.4	158	120	Ford Can	5.00	5.00	Dec 9.26	Jun 9.37	121½	120	120	— 1⅞	8
	59.5	13½	9¾	For Pow			Oct .21		11		13½		
3.4	8.7	19½	13½	FPE Pionr	.56	.56	66Jun 1.90	Sept3m .49	17¼	16⅞	17¼	+ ¾	22
4.1		76½	55	" pfd	1.91	2.75	66Jun 23.38		69½	67	69	+ 2	25
6.1	9.4	32	21	Fraser C	1.40†	1.40†	Dec 2.44	Sept9m .98	22	22	22	— ¾	188
1.0	13.0	11	8	Freedman		.10	Oct .77						
4.0	5.0	6½	4.50	Freiman	.20†	.20	66Jan13m.99		5.00	4.80	4.80	—15	5
		.70	.30	Frigistors			65Jan .22d		.36	.30	.34	— 2	140
	5.3	5.00	3.35	Frontier			66Mar .63	Sept .27	3.25	3.25	3.25		1x
7.3		25	22	" A	1.62½	1.62½	66Mar 7.31		21½		23		
4.3	8.8	13	8½	Fruehauf	.50	.50	Dec 1.31	Sept9m 1.29	12⅜	12¼	12¼		5
5.0	6.2	6	3.40	Furlong		.20	Dec .64		4.10	4.10	4.10	+10	2
7.8		7⅞	6	" pfd	.48	.50			6		6½		
		1.35	.60	" wts					.55		1.10		
				G									
3.8	7.9	8½	6¼	Gen Baker	.23¾	.25	66Apr .84		7	6¾	6¾	+ ½	6
	20.0	9	5	Gen Dev			Dec .29	Sept9m .34					
1.8	12.7	71	44⅞	Gen Dyn	1.00	1.00	Dec 4.48	Sept9m 3.51	55		56		
7.5	9.7	115	71¼	GenMotors	5.25	5.40	Dec 7.41	Sept9m 4.31	72	71½	71½	— ½	11
	9.7	3.00	2.20	GP Drill			66Mar .29		2.70				
	9.7	3.15	1.85	" A			66Mar .29		2.70		4.40		
4.1	5.4	40¼	33	Gen Pr A	1.25	1.50	Dec 6.90		38	38	38	+ 1	1
3.9	5.3	41	36⅞	" B	1.25	1.50	Dec 6.90				38		
		13⅛	8	GS Wares			Dec .04		8¼	8	8	— ½	6
6.0		97	83	" pfd	5.00	5.00	Dec 5.92		82	82	82		1x
		6.00	2.80	Gen Wire C			65Aug 1.21d		3.60		5.25		
		1.85	1.40	Glen Gair					1.55	1.50	1.50		76
8.9	5.5	6⅛	3.60	Gilchrist		.40	66Jun .82		5.00	4.90	4.90	+40	2
3.4	11.3	11⅛	7¾	Globe A	.30	.32	66Mar .82		9½	9⅜	9½	+ ⅛	13
4.0	19.1	209	146	Goodyear	6.00	6.00†	Dec 7.86		150	146	146	— 4	2
5.0		46	38	" pfd	2.00	2.00	Dec 17.62		39⅞	39	39	— ⅞	1
7.1	2.8	9	7	G McKay	.50	.50	66Jan 2.55		7	7	7		1x
5.3		12	9	" B	.50	.50	66Jan 2.04		9½		10½		
3.2	14.4			Grafton	.50	.85P	66Jan 1.09						
5.8		17	13	" A	1.00	1.00	66Jan 2.09		16½		18¾		
				GREAT									
3.8		16½	11	Gt B Can In	.42†	.42	Dec .44	Sept9m .37	11				
6.6		49	36	" pfd	2.50	2.50	Dec 5.81	Sept9m4.66			39¼		
4.2	15.1	29¼	21½	Gt L Pap	1.00	1.00	Dec 1.58	Sept9m1.11	24	23¼	23¼	— ½	133
5.3	12.2	32⅛	22	Gt L Pow	1.15	1.20	Dec 1.79	Sept9m1.41	23⅛	22	22	— 1¼	31
		18½	14¾	" wts							16		
	28.1	3.75	2.00	Gt N Cap	.22½		Dec .08		2.00	2.00	2.00	—25	1
		.95	.10	" C wts					.05		1.00		
		24	23½	GN Gas A pf					23½	23½	23½	— ½	2
1.4		90¼	50	Gt West Life	.80	.88			62½	60	60	— 2¼	13
	15.0	.25	.04	Gt W Sadd			66Jan .01		.15		.30		
2.8	14.5	32	22	Gt W Gas	.65	.70	Dec 1.73		25½	25½	25½	+ ½	1
5.0	9.1	12¼	9	Greb Ind		.45	Oct .99	May28w .51	9		9¼		
4.7	17.3	19⅜	12⅝	Greyhound	.64	.90	Dec 1.10	Sept9m 1.14	19⅜	19⅛	19⅛	— ⅛	20
5.4	7.3	5¾	4.05	Greenberg	.05½	.22	66Jan .56		4.10	4.10	4.10		9
	9.8	2.50	1.80	Grissol		.02½P	66Apr .21		2.00	2.00	2.00	—10	6
	8.4	21	21	Guar CoNA	.30		Dec 2.25	Jun 1.28					
4.2	14.4	13	9½	Guar T	.34	.40	Dec .67		9¾	9½	9¾	+ ⅛	38
				H									
5.1		17½	17½	Hahn pfd	.90	.90	Jun 12.54	Nov5m 3.15	17½				
4.0		32	25	Ham Cott	1.40	1.20	Mar64w.47		25		35		
5.5		92	92	" pfd	5.00	5.00	Mr64w17.68		85		96		
	14.0	4½	4.00	Hand Chem			Sept .30		4.50	4.50	4.50		1x
7.1	7.6	5⅝	8	" A	.60	.60	Sept 1.12		8		9		
	46.1	8¾	5	HandyAndy	.10		Dec .19		7½		8½		
				" wts					1.00		5.50		
		1.00	.37	Hardee F			66May .03½d		.41	.40	.40	— 1	14
		45	23	" pfd			66May .44d		24	24	24		1x
2.1	17.4	48	36	Harding C	.65	.80	Oct 2.16	May 1.28	37¼	36½	36⅞	— ⅝	8
2.4	15.3	45	32	" A	.65	.80	Oct 2.16	May 1.28	33½	32¾	33	— ½	45
8.0	6.1	7¾	5	Harvey W A	.40	.46	Dec .94		5½		6¾		
	2.7	1.45	.50	" B			Dec .25		.79	.79	.79	+29	2
	13.0	6⅞	3.90	Hawker			Dec .32		4.20	3.90	3.90	—25	108
6.8		99	83	" pfd	5.75	5.75	Dec 24.43		86	86	86		1
4.1	12.6	16	9⅞	Hayes-Dana	.32	.44	66July .85	Oct3m .13	10½	9⅞	9⅞	— ⅝	28
5.3		112	112	Hendsh pf	6.00	6.00	Dec 4.02		112		114		
3.1	11.7	59	57	Hinde & D	1.80	1.80	Dec 4.88		56½		57		
5.9		11⅞	11	Holden A	.60	.60			8½		13½		
		6	5	" B					5½				
2.1	19.6	24¼	16⅛	Home O A	.50	.50†	Dec 1.19	Sept9m .65	24¼	22⅞	24	+ 1¾	593
2.0	20.4	24¾	16¼	" B	.50	.50	Dec 1.19	Sept9m .65	24¾	23	24⅝	+ 1⅜	240
	8.0	3.40	2.30	Horne Pitt			66Apr .30	July12w.097	2.50	2.35	2.45	+10	78
5.6		41	35	H Smith pf	2.00	2.00			35	35	35	— 1	1
6.3	13.0	26¼	24	Hubb	1.50	1.50	Nov 2.39		26¼	26¼	26¼		1
6.8	9.3	26½	23	" A	1.50	1.50	Nov 2.39		25				
2.5	16.5	17	14⅛	Hud Bay C	.39½	.37	66Jan .91	Jun .32	15½	15	15½	+ ½	44
1.6	30.4	25½	15¾	Hud O & G	.35	.40	Dec .84	Sept9m .66	25⅜	24⅝	25¼	— ¼	292
5.9	3.7	14	13½	Hughes O A	.80	.80	Dec 3.68		13½	13½	13½		1
2.8	9.9	12	11	" B	.35	.40	Dec 1.44		11½		17		
6.5		25	25	" pfd	1.60	1.60	Dec 17.24		25	25	25		1
4.6	18.2	14	8½	Hur & Erie	.31	.40	Dec .48	Sept9m .48	9	8½	8¾		19
1.3	17.4	15⅜	10⅞	Husky O		.15	Dec .69	Sept9m .59	13	12	12⅝	+ ⅝	200
6.1		53	49¼	" 6% A	3.00	3.00	Dec 19.37		49¼	49¼	49¼	— ¼	1
6.2		53	47¾	" 6% B	3.00	3.00	Dec 19.37		48½	47¾	48½	+ ¼	3
5.4		59¾	52	" C pfd		2.87½			54	53½	54	+ ½	16
		8.25	4.95	" wts					5.45	5.10	5.40		26
				I-K									
	7.7	4.25	2.75	Imbrex			Dec .39	Jun .20	3.10	3.10	3.10		2
2.2		266	150	Imp Life	3.80	4.00			175	173	173	—22	1
3.7	21.2	57¼	49	Imp Oil	1.85	2.15†	Dec 2.71	Sept9m 2.08	57¼	54¾	57¼	+ 2¾	423
6.7	9.8	15¾	12⅞	Imp Tob	.80	.87½	Dec 1.34	Jun .58	13⅛	13	13⅛		80
5.2		6¼	5½	" pfd	.29	.29	Dec 9.59	Jun 4.17	5¾	5⅝	5⅝	— ⅛	111
				INDUSTRIAL									
5.4	11.1	23¾	19¾	Ind Acc	1.12½	1.20	Dec 2.01	Sept9m 1.54	22½	21¾	21¾	— ½	101
5.9		92½	74	" 4.50	4.50	4.50	Dec 170.78	Sep9m136.67	74	74	74	— 1	3
6.4		25½	21	" 5¾		1.43¾		Sept9m15.80	22⅝		25		
5.4	12.0	7¾	5½	Ind Adh		.31	Oct .48	July9m .35	5¾	5⅝	5¾	+ ⅛	12
6.9	15.5	9½	8	Ind Min	.50†	.60†	Dec .56	Jun .41	9⅛	9	9	+ ¼	8
	10.2	4.70	2.60	Ind Wire			66Mar .44	Sept .31	4.50	4.40	4.50	+ 5	39
4.9	5.7	11	8¾	Ingersoll A	.50	.50	Dec 1.80	Jun .70	10		15		
	24.0	11¾	7	Inglis			Dec .38	Jun25w .41	9	8½	9	— ⅛	12
	11.9	10	7⅜	Inld Chem			Dec .72	Jun .40	8		9		
3.4	14.8	10½	7½	Inld N Gas	.12½	.30	66Jun .60		9	8¾	9	+ ⅛	35
5.6		20	16½	" pfd	1.00	1.00	66Jun 5.42		17	17	17	— ½	2
		.40	.01	" wts									
	15.8	2.15	1.60	Inspiration			Dec .13		2.00	1.90	2.00		200
2.5	14.5	20½	15½	InterCityG	.40†	.40	Dec 1.11	Jun .82	15⅝	15⅝	15⅝	+ ⅛	2
				INTERNATIONAL									
		1.00	.25	Int Atl Dev					.30	.25	.25	— 5	2
3.9	10.6	24	20	Int Bronze	.80	.80	Dec 1.98		20		22		
6.6		28½	22	" pfd	1.50	1.50	Dec 1.98		21½		22		
1.1	43.6	410	325	I.B.M.	6.00	4.40	Dec 9.17	Sept9m 7.07	409	409	409	+ 9	1
3.3	11.7	93	41	Int Min'ls	1.05	1.50	66Jun 3.83		44¾	43	43	— 2	13
3.1	18.4	108½	79	Int Nick	3.05	2.80	Dec 4.85	Sep9m3.01US	96¾	89¾	96⅝	+ 6⅝	291
3.1	6.9	17½	13	Int Paint	1.00	.50	Dec15m2.35		13				
7.2		33⅜	22	" pfd	3.50	1.70	Dec15m3.85		23¾				
4.5	13.7	37½	26	Int Paper	1.25	1.25	Dec 2.02	Sept9m 1.71	28	27¼	28	+ 1	11
4.4		95½	70	" 4 pfd	4.00	4.00	Dec 710.98	Sep9m553.08					
4.8	15.0	33⅛	23	Int Util	1.00	1.20	Dec 1.72	Sept9m 1.40	25½	24	25⅝	+ 1¼	166
4.8		34⅜	26	" pfd	1.32	1.32	Dec 7.90	Sept9m 6.71	27⅜	27	27½	+ ⅛	56
				INTERPROVINCIAL									
		1.75	.43	Intp Disc			Dec 1.98d		.40		.60		
				" 62 wts							.10		
				" wts							.20		
4.4	20.9	88½	74½	Intp Pipe	3.45	3.70	Dec 4.00	Jun 2.26	87½	83¾	87	+ 3¼	105
	4.4	8¼	4.80	Intp Steel			66Aug 1.17		5⅛	4.85	4.90		98
5.9		25½	15⅝	" pfd		1.20			20	19⅝	19⅝	— ⅜	9
6.4	15.6	53	40½	Inv Found	2.45	2.60	66Mar 2.60		35		46½		
3.5	16.7	16¾	10¼	Inv Group		.40	Dec .69	Jun .33	11½	11½	11½		3
4.2	13.9	16	9	" A	.35	.40	Dec .69	Jun3m .33	10	9⅜	10	+ ½	179
4.9	15.7	23	19½	Island Tel	.80	1.00	Dec 1.29	Aug8m1.20	20	20	20		3
		1.25	.40	" rts									
4.1	10.1	16	11	ITL Ind	.42½	.50	Nov 1.21		12¾	12¼	12¾	+ ½	6
8.1		25½	20⅞	" pfd	1.62½	1.62½	Nov 12.28		12½		12¾		
7.1	5.1	15	10	Jam PS	.60	.80	Dec 2.21	Jun12m 2.19	11½	11½	11½		3
6.4		110	110	" pfd	7.00	7.00	63Dec 299.46		109½				
	2.5	13	3.55	James U Stl			Dec 1.48		3.95	3.75	3.90		22
1.6	25.4	37½	23	Jeff Pet	.30	.40	Dec .99	Sept9m .90	25⅞	24½	25¼	+ ⅛	99
		29½	15½	" B wts					18	17⅛	17¾	+ ¾	44
5.1	13.8	5.59	3.65	Jock Club	.16	.20	Nov .21		3.95	3.65	3.70	—20	188
6.4		10⅞	8¾	" A pfd	.60	.60	Nov 4.48		9¼	9⅛	9¼		3
6.3		10¼	7⅞	" B pfd	.55	.55	Nov 4.48		8¾	8¾	8¾	— ¼	1
6.8		10¼	8¼	" 2 pfd	.56	.56	Nov 4.40		8¼	8¼	8¼		3
5.3	8.9	6	4.50	K Doug A	.25	.25	Jun 53w.53		4.75	4.60	4.75	+ 5	14
3.9	18.0	19¾	10¾	Kelsey Whl	.50	.50	66Aug .71		12¾	12	12½		21
3.5	8.3	8	6½	Kelvinat	.25	.25	65Sept .84		7	6⅝	7		6
5.7	11.4	7¾	4.75	Kenting	.30	.30	Dec .46		5¾	5½	5¾	+ ¼	2
		3.40	1.05	Kodiak					1.30	1.20	1.30	— 5	85
				L									
3.6	14.1	18⅞	16	Labatt	.65	.65	66Apr 1.29	July .90	18¾	18¼	18½	+ ⅜	58
10.0	5.1	9	4.75	Lab Acc	.47½	.50	Dec .92	Sept9m .41	4.75	4.75	4.75		1x
3.9	7.3	13	7¾	Laf Cem	.32	.32	Dec 1.12	Jun .60	8	7¾	7¾	— ¼	3
6.7	8.0	12	8¾	" A	.60	.60	Dec 1.12	Jun .60	9	9	9		4
	23.0	8½	8⅜	Lakeland			Dec .37		8½	8½	8½		2
6.1		20½	17⅜	" pfd	1.08	1.08	Dec 6.81		17¾	17¾	17¾		1
		5.00	4.50	" wts					4.50				
	7.1	7½	3.50	L Ont Cem			Dec .51	Jun .05d	3.75	3.50	3.75	+10	68
		3.30	.01	" wts					.03	.01	.02		571
6.7	6.0	20	18	Lambt A	1.20	1.20	Dec 3.03		16				
6.6	11.2	7¼	4.50	Lam Loan	.32	.32	Dec .43		5		5⅜		
3.6	13.6	17½	11½	Lamont A	.40	.40	66Apr .92		11¾	11½	11¾	— 4¼	9
4.8				Latonia	.90	.95P			20⅜		21½		
3.6	18.1	17⅜	12	Laura Sec	.45	.45	66Sept .69		12⅛	12	12	— ¼	20
		13¾	3.40	Laur Fin	.40		66Jun 5.32d		4.20	3.70	4.20	+40	116
		21	8¼	" 6¼	1.25		66Jun 11.36d		11⅛	11⅛	11⅛		1x
		20⅛	8½	" 2.25	1.25		66Jun 11.36d		11	9¾	11		9
		21½	9	" 1.40	1.40		65Jun 11.36d		13½	13½	13½	+ 2	2
		32⅞	12¼	" 2.00	2.00		65Jun 31.17d		14½	14	14½	+ ½	16
		3.95	.21	" wts					.45	.35	.45	+10	12
5.0		26	23	Law J A	1.20	1.20	66Apr 1.20		23	23	23	— 1	2
2.8		75	52	" B	1.50	1.60	66Apr 4.60		50		65		
4.4	9.6	11¼	8	L Lait-Lec	.40	.40	Sept .94		8½	8½	8½	— ½	1
	15.0	19¼	14¼	Levy	.25		Dec 1.08	Sept9m1.64	16¼	15¼	15¾	— ½	17
6.8		11⅝	10	" 2 pfd	.72	.72	Dec 5.00	Jun 4.51	10⅝	10⅝	10⅝		1
6.0		21⅝	17	" B pfd	1.10	1.10	Dec 4.74	Jun 4.64	18½	18	18½	—1¼	6
		7½	7¼	Lewis			64Dec .14d				7		
		9⅛	5½	Life Inv				Oct10m .02	7⅜	7⅛	7⅜	+ ⅛	4
		3.10	1.00	" wts					2.20	2.05	2.20	— 5	18
4.8	6.6	11⅜	7¾	Lob Cos A	.31¼	.38	66May 1.22		8¼	7¾	8⅛	+ ⅛	301
4.9	6.6	11½	7⅞	" B	.31¼	.38	66May 1.22		8½	7⅞	8½	+ ½	318
5.9		47½	40	" pfd	2.40	2.40	May 32.93		41	40	41	+ ½	6
4.6	8.5	138	138	Loblaw G	6.00	6.00	66May 15.40		138	138	138		1
6.0		33	26	" B pfd	1.60	1.60	66May 17.25		26½	26½	26½		4
5.7		31	25	" 1st	1.50	1.50	66May 17.25		25¾	25	25	— 1¼	7
7.7		73¾	57⅛	" 2nd	4.80	6.00	66May 15.40		68		85		
6.7	12.8	8⅜	5⅞	Lob Inc	.40	.40	66May .47		6¼	6¼	6¼	+ ¼	1
	23.8	1.20	.90	Locana			64May .04		.93	.90	.93	— 2	3
0.9	38.9	3.55	3.55	Lochaber	.03	.03	64Dec .09		3.50				
0.9	14.4	18¾	9⅛	Loeb	.05	.10	66Jan .71	Nov40w .56	10⅞	9⅛	10⅜	+ 1⅛	138
4.2	8.7	28½	23	Lowney	1.00	1.00	66Jun 2.77		24	24	24		1x
				M									
				MAC									
3.1	13.7	22½	14	M'Kinn S	.60	.50P	66July 2.41		15	14	15	— 1	9
5.4		100	93	" pfd	5.00	5.00			93				
5.9	8.3	25	20	M'Laren A	1.15	1.20	Dec 2.43	Jun 1.12	21	20	20	— 1	14
5.4	9.0	27	19¾	" B	1.15	1.20	Dec 2.43	Jun 1.12	23	21¾	21¾	— 1¼	6
3.3	17.7	36¼	28	M'Lean H	.72½	1.00	Dec 1.72	Sept9m1.41	31	31	31	+ ½	2
5.2	12.4	29¾	22¾	MacM Bld	1.20‡	1.25†	Dec 1.95	Sept9m1.56	24¼	23⅝	23⅞	— ⅜	152
0.5	6.6	6	1.95	Magna El		.02½P	66Aug .83		5¼	5¼	5½		8
1.3	8.3	28⅝	26¾	Magnum	.30	.35	66Jun 3.25		26¾	26¾	26¾		1x
4.8	5.6	13½	10	Maher	.10	.48	66Jan 1.79	Apr3m .01d	10	10	10		4
6.9		9¾	8⅜	" pfd	.15	.60	66Jan 2.69	Apr3m .14	8¾	8¾	8¾		1
6.5	7.4	1.85	1.40	Manoir	.15	.12	Dec .25	Jun .18	1.70	1.70	1.70	—15	5
6.2	23.0	30¼	19½	M L Gard	.60	1.60†	66Aug 1.13		26	26	26	+ 1	2
4.4	8.3	17¾	15	M L Mill	.70	.75†	66July 2.03		17	16¾	16⅞		29
5.6		102	96	" pfd	5.50	5.00	66July 178.26		98	98	98	— ½	1
4.0	14.4	27	21½	Mar Elec	.80	1.00	Dec 1.74	Sept9m1.06	22⅝	22⅝	22⅝		5
4.9	19.2	26	20	Mar T & T	.95	1.10	Dec 1.18	Sept9m1.06	22⅝	22⅜	22½	— ⅛	23
4.6	18.5	37¼	20	Mass Ferg	.90	1.00	Oct 2.66	July9m2.01	22⅞	20⅝	22¼	+ 1⅝	597
3.5	7.4	9⅞	7¼	McAllister T		.30	Dec 1.14	Jun .59	8¼	8⅛	8⅛	— ⅜	7
7.5		14	12¼	M'Brine pf	1.00	1.00	Dec 1.15		12		14¾		
4.2	16.1	8⅜	7	M'Cabe G	.32	.32	66Jun .47		7		7⅞		
5.0	13.9	23½	19	Melchers	.80	1.00	Aug 1.42	Sept9m .40	19⅜		20		
3.3	10.9	3.30	2.00	MEPC Cdn	.05	.08	66Sept .22		2.40	2.35	2.40		11
6.7		22½	22	" pfd		1.50	Sept 8.65		22¼	22¼	22¼	+ ¼	2

Selon le Bank Credit Analyst:

Une récession en 1967 est possible

Dans le dernier bulletin mensuel du Bank Credit Analyst, les conseillers en placements Bolton-Tremblay sont d'avis que le crédit continuera à être très restreint au cours des prochains mois. Rien, dans l'analyse des tendances actuelles, ne permet d'entrevoir un relâchement du crédit. Dans le passé, les périodes de restriction du crédit ont été de courtes durées, mais la restriction actuelle apparait être le résultat d'une expansion trop rapide de la masse monétaire au cours des cinq dernières années.

La Bank Credit Analyst rejette les prévisions simplistes des économistes qui se disent optimistes quant à 1967. Beaucoup de gens prévoient que le produit national brût américain augmentera de 3 à 7% l'an prochain. Cette hypothèse est basée sur l'appréhension qu'il n'y aura pas de liquidations des inventaires ou de baisse importante des investissements. Le bulletin fait cependant remarquer qu'en aucun temps de l'histoire économique, l'économie s'est comportée comme certains économistes le prévoient. On accumule des inventaires certes, mais, l'accumulation ne se corrige pas d'elle même et elle entraîne fatalement une liquidation. Il en est de même des investissements: on ne saurait assister à une hausse soutenue des investissements sans que ceux-ci fléchissent considérablement à un moment donné. Il serait dangereux selon la Bank Credit Analyst de prévoir le comportement de l'économie en 1967, simplement en assumant que la hausse des investissements, la consommation et le niveau des inventaires continueront à évoluer comme actuellement. Au troisième trimestre de cette année, on a d'ailleurs enregistré, pour la première fois dans la période actuelle d'expansion économique, une baisse des investissements.

Les premiers signes d'une récession économique commencent simplement à se manifester et il faudra encore plusieurs mois pour que les milieux d'affaires en soient convaincus.

Les statistiques officielles ne reflètent pas encore une baisse de l'économie, car la hausse des dépenses des gouvernements a compensé la baisse de l'activité économique dans le secteur privé. Les dépenses de la guerre du Vietnam en particulier contribueront moins à surcharger l'économie, tel que ce fut le cas au début de cette année. Ces dépenses ne seront peut-être pas suffisantes pour compenser complètement la baisse dans le secteur privé.

Normalement, les marchés boursiers anticipent longtemps d'avance les fluctuations de l'économie. Le marché se rajuste à la baisse, avant que l'économie traverse vraiment une récession et de même, il commence à se raffermir bien avant qu'une nouvelle période de prospérité s'amorce. C'est généralement ce qui se passe lorsque les récessions sont de courtes durées. L'investisseur ne sait pas encore ce qu'il l'attend finalement. La baisse du marché, de janvier à octobre, s'est effectuée par vagues de pessimisme. Jusqu'ici, à chaque fois que l'enthousiasme a repris sur les marchés boursiers, de nouvelles ombres au tableau ont entraîné un mouvement de liquidations des valeurs et la bourse s'est retrouvée à un niveau plus bas que précédemment. Si la restriction du crédit se poursuit encore longtemps, la reprise actuelle des cours à la bourse devrait être de courte durée.

Il est cependant trop tôt pour porter un jugement valable sur le temps que durera la restriction du crédit. Il n'y a pas de doute que si au cours de la reprise actuelle des cours, en assistait à un déblocage des marchés financiers, le terrain serait favorable à une reprise soutenue des cours. Mais selon la firme Bolton Tremblay, il faudra attendre les prochains mois pour avoir une juste idée de la situation. Entre temps, il vaut mieux regarder la hausse des cours comme un phénomène passager.

gains taux	Rapport Prix/Béné	1966 haut	1966 bas	Titres	Dividendes payés 1965	Dividendes ind. 1966	Rendement 6 mois ou dernière année fisc.		6 mois ou dernières interim	Semaine en cours haut	bas	fermeture	variations	ventes 100S
	15.9	16½	11⅜	Metro S			66Jan	.99	July .20	16½	16	16½	+ ½	19
6.5	2.9	21½	20	" pfd	1.30	1.30	66Jan	6.94	July 1.76	20¼	20¼	20¼	+ ¼	1
	4.9	14	10½	Mex Light			Dec	2.18		10½	10½	10½		1x
8.2		12½	10¼	" pfd	1.00	1.00	Dec	8.47		11		14½		..
	7.2	8¾	3.00	MGF Mgmt			66Mar	.46		3.00	3.00	3.00	—20	1
5.3	15.0	5⅝	3.00	MPG Inv	.22	.22	66July	.28		3.90		5.00		..
6.7	...	24	19½	" pfd	1.30	1.30	66July	3.16		19½	19½	19½		1
		2.20	1.00	" wts						1.25		2.70		..
7.1	10.4	3.90	2.95	Milt Brick	.20	.25	Dec	.34	Sept9m .32	3.40	3.30	3.30	—15	8
9.2		10¾	5⅝	Miron pfd	1.00†	.60	66Mar	1.15		6¼	6	6¼		6
9.2	8.4	14	9¾	Mitch R A	1.00	1.00	Dec	1.28	Jun .48	10½	10½	10½		1
		5.00	3.50	" B			Dec	.28				6		..
3.5	15.8	19	15¼	Molson A	e.55	e.64	66Mar	1.17	Sept .85	18¾	18½	18⅝	+ ⅛	55
3.4	16.1	19	15¾	" B	e.55	e.64	66Mar	1.17	Sept .85	18⅞	18¾	18⅞		12
	2.6	79	79	Molyb			Dec	.81	Mar3m .50					
3.4	11.0	8½	5⅛	M Foods	.25	.25	66Jun	.66	Sept12w .15	7⅝	7¼	7⅝	+ ⅛	20
2.8	12.2	75	73	M Invest	2.50	2.00	Dec	5.94		70		75		..
	5.7	4.65	2.95	Montex	.03½		Dec	.61	Jun .11	3.45	3.35	3.35	—15	12
4.3	...	16⅝	9½	" pfd	.33	.44	Dec	3.94	Jun .84	10¾	10¾	10¾	+ ⅜	2
		3.10	1.55	" wts						1.80	1.60	1.60	—30	8
3.6	20.9	17¾	14	Mtl Loco	.60	.60	Dec	.79	Sept9m .83	16½	16	16¼	— ¼	16
2.5	13.3	25	25	Mtl Ref	.60	.60	Dec	1.80						
4.4	15.1	23½	14	Mtl Trust	.45	.62	Dec	.93		14	14	14		4
1.7	27.0	88	73½	Moore Co	1.35	1.50	Dec	3.18	Sept9m 2.68	87½	85	86		106
0.2				" A	7.00	7.00				3888				
4.6	9.5	21	16¼	Morse A	.72½	.90	Dec	2.05	Sept9m1.57	19	18⅜	18¾	— ½	11
4.5	9.1	21½	14½	" B	.62½	.80	Dec	1.95	Sept9m1.49	17¾	17½	17½	— ¼	4
5.5	...	54⅞	49	" pfd		2.75				50¼	50	50		2
		6½x	6x	MorsePaint	.70		May	2.62		.50				..
6.2	11.5	19	13	Mt R Rice	.80	.80	66Apr	1.13	Oct .47			14		..
6.5		22½	22	" pfd		1.45				21½		22		..
	15.0	9¾	5⅝	Murphy	..		Mar	.51	Sept9m .38	8	7	8	+ ¾	33
5.3		28	24⅝	" pfd		1.43¾				27	26	27	+ 1⅛	7
6.2	5.0	11	5½	Mussens	.07½	.40	66Mar	1.29		6⅛	6⅛	6⅛	— ⅜	2
				NATIONAL										

N-O

gains taux	Rapport Prix/Béné	1966 haut	1966 bas	Titres	Dividendes payés 1965	Dividendes ind. 1966	Rendement 6 mois ou dernière année fisc.		6 mois ou dernières interim	Semaine en cours haut	bas	fermeture	variations	ventes 100S
8.4	5.1	5¼	4.00	Nabors Drill	.25	.35	66Apr	.81		4.25		4.75		..
	12.3	2.25	1.20	Nat Auto V			Dec	.13		1.60	1.60	1.60		6
5.3	8.0	7⅛	5¼	Nat Cont	.20	.30	Dec	.70	July7m .40	5¾	5⅝	5¾	+ ⅛	7
		3.20	1.50	" wts	..	..				1.50	1.50	1.50		1x
	64.3	16½	8¼	Nat Drug			Dec	.14	July28w .13	9¼	8¼	8¼	— ¾	1
4.5		16¾	10½	" pfd	.60	.60	Dec	1.30	July28w .91	13	13	13		1
2.2	7.2	29	25	Nat Groc	.60	.60	66Mar	3.82		20		35		..
5.8	...	27½	25⅞	" pfd	1.50	1.50	Mar	10.29		25¾		26½		..
		.90	.48	Nat Hees	..	..	66Jun	.59g		.50		.85		..
		1.80	1.00	" pfd			66Jun	.06g		1.35	1.25	1.25	—45	3
5.6	11.6			Nat Lead	3.25	3.25	Dec	5.01	Jun 2.55	58		59		..
3.9	18.3	22¾	15½	Nat Trust	.58	.65	65Oct	1.01		17	16½	17	+ ½	6
5.1	15.3	18	15	NB Tel		.80	Dec	1.02		15	15	15	— ⅜	38
4.5	12.1	13½	8½	Nfld Light	.36	.40	Dec	.74		8¾	8½	8¾		10
6.3	10.5	9¼	6	Neon Prod	.40	.40	66Apr	.61		6		6¼		..
7.6	...	27½	25	Niag Steel	1.95	1.95	Dec	7.65	May9m6.25	25	25	25	— ½	1
4.5		28	19¾	Niag W C	1.00	1.00	66Mar	1.85		21		22¾		..
5.4	10.0	26½	18⅛	" B	1.00	1.00	Mar	1.95		18½	18⅛	18½	+ ¼	2
4.1	15.7	55½	46	Noranda	1.70	1.95†	Dec	3.06	Sept9m2.73	48⅞	47	48	+ ¾	271
2.7	16.4	13⅝	10⅞	Nor C Gas		e.36	Dec	e.81½	Jun .77	13⅝	13¼	13⅜		551
4.4	...	31½	21	" pfd	.53†	1.06	Dec	16.77		25½	24	25½		1x
5.7		51	45	" 1st pfd		2.60	Dec	16.77		45	45	46		1
2.7	19.6	14¼	8½	Nor Phone	.24	.24	Dec	.46	Sept9m .34	9¼	9	9¼		2
5.2	9.8	8	6¼	Nor Tar	.30	.40	Dec	.79		7¾		8		..
8.1	...	24½	21	" pfd	1.70	1.70	Dec	10.50		20½		23		..
5.3		81	76	NW Util	4.00	4.00	Dec	37.29		74½		76		..
4.1	17.6	13¾	9½	NS Light		.40	eDec	.56	Sept9m .45	9¾	9½	9½	— ⅜	78
	30.6	9½	8	Oak Wood			Dec	.27		8¾		9		..
5.8	8.2	22½	15¾	Ocean C	.80	.95	Dec	1.91	Jun .76	17	15¾	15⅞	— 1⅜	15
3.6	10.8	13½	9¾	Ocean F	.30	.35†	66Aug	.90		9¾	9¾	9¾		8
5.5	10.0	15⅞	12⅝	Ogilvie	.75	.75	66Aug	1.37		13⅝	13⅛	13¼	— ⅜	35
5.3		35	30	" pfd	1.75	1.75	65Aug	53.29				33¼		..
0.8		48	48	Ont Loan	.40	.40	Dec	2.67				48		..
4.6	10.0	41	26	Ont Steel	1.05	1.30†	Dec	2.86	Jun 1.99	26	26	26		1x
5.6		125	125	" pfd	7.00	7.00	Dec	643.71	Jun446.19	125	125	125		1x
4.0	10.0	3.00	2.25	Ont Stores	.10	.10	Dec	.25		2.40	2.40	2.40	+10	3
0.8	27.5	30½	21⅞	Oshawa	.18	.20	66Jan	.89	Oct40w.785	24½	24½	24½		12
	...	8¾	5¾	Overland	.30		65Oct	.09		6¾	6¾	6¾	— ¼	2
6.7	...	10¾	8	" pfd	.60	.60				9¼	9⅛	9¼	+ ¼	4

P-R

gains taux	Rapport Prix/Béné	1966 haut	1966 bas	Titres	Dividendes payés 1965	Dividendes ind. 1966	Rendement 6 mois ou dernière année fisc.		6 mois ou dernières interim	Semaine en cours haut	bas	fermeture	variations	ventes 100S
4.4	22.6	4.55	3.15	PAC Inv	.18	.18	Nov	.18	May .10	3.75		4.00		..
..	41.8	15¾	9½	Pac Pete	..		Dec	.26	Jun .15	11⅝	10¾	11½	+ ¾	706
		7.35	2.45	" wts						4.20	3.80	4.20	+40	38
6.0	16.8	17	14	P Ser Sts	1.00	1.00	Aug	1.00		15¼		18		..
	6.8	27½	7¼	Peel Elder	..		Dec	1.33	Jun .21	8½	8⅛	8⅛	— ⅜	3
	12.8	11⅞	8⅛	Pembina			Nov	.85		11⅞	8¾	11⅝	+ 2⅞	144
5.3		50	44	" pfd	2.50	2.50	Nov	49.89		46½	45½	46½		3
7.4	10.5	28½	23	PembrElec	1.50	2.00†	Dec	1.64				26⅞		1
5.3		119⅜	113½	Penmns pf	6.00	6.00	Dec	47.27	Mar3m13.81	100		125		..
3.3	8.6	13	10¼	People Cr	.37½†	.40	66Jan	1.43		12¼				..
3.1	8.4	13	10¼	" A	.37½‡	.40	66Jan	1.43		12				..
6.1		101¼	99	" pfd	6.00	6.00	66Jan	98.40		99	99	99		1x
3.3	10.7	39	30	Phillips C	.57½	1.20	Dec	3.40	Sept9m3.33	37½	36⅝	37½	+ 1	14
6.4	9.3	15½	11⅜	Photo Eng	.80	.80	Dec	1.34		12		13		..
4.3	19.1	14⅜	8⅞	Pow Corp	.38	.42	g56Jun	.51		10	9¾	9⅞	+ ⅛	171
5.9	...	47¼	38¾	" 4¾ pf	1.05‡	2.37½	66Jun	8.57		40	40	40		3
4.3		14½	9½	" 2nd pf	.37½	.44	gJun	.51		10		10¾		..
4.7	21.4	2.85	1.40	Prem Iron	.07	.07	Dec	.07		1.50	1.50	1.50		8
3.6	11.5	280	215	Prem Tr	8.00	8.00	Dec	19.11		200		285		..
6.1	10.7	15⅝	12⅛	Price Br		.75	Dec	1.14	Sept9m .89	12½	12¼	12⅜	+ ⅛	88
5.7		85⅝	73½x	" pfd	4.00	4.00	Dec	276.15	Jun137.83	70				
	16.7	15¾	9⅞	Q N Gas	..		66Jun	.63	Sept12m .52	11	10⅜	11	+ ½	121
6.3	...	98½	85	" 5.40 pfd		5.40	66Jun	4.67		85½	85½	85½	— ½	1x
6.2	...	102	85¾	" 5½ pfd	3.74	5.50	66Jun	4.67		88	88	88	+ 2¼	1
..	...	8.25	4.25	" 63 wts		..				5.00	4.50	5.00	+30	19
..	...	3.05	2.75	QN Gas 66w						3.00	2.90	3.00	+10	16
3.6	16.1	26¾	15½	Que Tel	.70	.70	Dec	1.20	Sept9m .85	19½	19	19	— ⅜	12
5.7	...	20½	17½	" 50 pfd	1.00	1.00	Dec	4.18	Jun 1.94					..
6.2	...	20½	16¼	" 51 pfd	1.00	1.00	Dec	4.18	Jun 1.94					..
6.1	...	20	15	" 55 pfd	1.00	1.00	Dec	4.18	Jun 1.94	16½		18		..
6.2	...	20	14½	" 56 pfd	1.00	1.00	Dec	4.18	Jun 1.94	16½		20		..
5.8	...	18½	15⅞	" 4¾ pfd	.95	.95	Dec	4.18	Jun 1.94			16		..
	...	.39	.05	" rts		...								
..	...	10⅛	2.50	Quinte	.15		Dec	1.23d	Jun 6.24d	4.00		6.00		..
	9.7	7	3.00	" A	.60		Dec	.36	Jun .90d	7.55		4.00		..
8.6	10.8	16½	13½	R&M Bear	1.20†	1.20	Jun	1.30		14				..
1.9	16.1	5¾	3.55	Rank O A	.10	.07	Jun	.23		3.85	3.60	3.85	+10	32
	5.1	4.35	2.60	Rapid Grip			Dec	.63g	Jun .12	2.60	2.60	2.60	—90	4
7.0		9½	7⅜	" A	.60	.60	Dec	.68g	Jun .30	7⅜	7⅜	7⅜	— 1	3
	15.0	9¼	7⅛	Reed	17%	12%	Mar	.50				9		..
2.6	8.9	30¼	21	Reichhold	.50	.65	Dec	2.79	Sept9m 1.56	24⅜	24	24⅛	— ⅜	3
6.6		50½	46	Reid pfd	3.12½	3.12½	Dec	12.75		46½				..
6.4	8.7	13⅞	9	Reitman	.47½	.57½	66Jan	1.03	July .39	9	9	9		1
6.7	8.3	10⅜	8	" A	.47½	.57½	66Jan	1.03	July .39			8¾		..
6.9	12.3	18	16	Renold Ch	1.10	1.10	64Dec	1.30		16		18½		..
1.9	5.6	11½	7⅜	Revelstoke		.15P	Dec	1.43		7½	7½	7½	— ½	3
6.6	...	20¼	18⅜	" pfd	1.20	1.20	Dec	8.50				18½		..
10.8	...	8¼	6½	Rev Prop	.50	.70P	Dec	1.10	Jun .47	6¾	6½	6¾	+ ¼	4
9.1	...	24½	20½	" pfd	2.00	2.00	Dec	16.26		20⅜		23½		..
		5.50	3.50	" wts						3.50	3.50	3.50		1
5.3		90	80	RyAlum pf	4.75	4.75	Dec	38.74		80⅜		98		..
	...	7	5⅛	Riverside	.15		Dec	.32d	Sept9m3.78d	4.50		5.50		..
5.0		25	13	" A	1.00	.75P	Dec	1.72	Sept9m2.27d	10		15		..
		2.15	1.20	R Nodwell			Sept	.82d		1.50	1.50	1.50		5
3.0	8.1	36	23	Robt Mfg	.50	.00	Dec	3.28		26	25	25	— 1½	1
6.3		20¼	18½	" pfd	1.20	1.20	Dec	13.66		20¼	20¼	20¼	+ ¼	22
6.4		20⅛	17½	" 3rd pf	1.23	1.26	Dec	1.23		19¼	18¾	18¾	— 1	2
6.2	8.3	17¾	14	Robinson L	.80	.80	Dec	1.57				13¾		..
5.9	...	17½	16½	" pfd	1.00	1.00	Dec	1.57				17		..
4.7		19½	16	Rockwr pfd	.60	.80	Dec	7.04	Oct39w1.30	17¾	17¾	17¾	+ ½	3
3.3	16.0	45	18½	Rockwell	1.50	1.50	Dec	2.80	Sept9m2.49			45		..
3.6	11.0	13	10¼	Rolland A	.50	.40	Dec	1.00		10½	10½	10½	— ¾	8
2.7	...	14¾	12	" B	.25	.35	Dec	.95		12½		13		1x
4.5	...	94	85	" pfd	4.25	4.25	Dec	105.14						..
	4.0	2.05	.50	Romfield			Dec	.14		.55	.55	.55		13
4.9	9.9	13	9	Ronalds F	.43½	.50	66Jan	1.01		10⅛	9⅞	10⅛	+ ⅛	54
	10.2	31¼	22½	Rothman			66Jun	2.44		25	24½	24¾	— ¼	14x
4.4	16.6	81¼	63½	Royal Bk	2.60	3.00	66Oct	4.12		68½	67½	68½	+ 1⅛	138
6.0	8.7	10	9½	Ryl Oak A	.60	.60	Dec	1.15				10		..
6.0		20½	16	RyTMg pf	1.00	1.00	Dec	2.94		16	16	16	— 1½	2
	12.5	12	10	Royalite			Dec	.84		11½	11½	11½	+ 1	53
5.3		25⅜	22	" pfd	1.31¼	1.31¼	Dec	16.73		25⅛				..
5.9	7.5	20	12⅞	Russel H A	.75	.80	Dec	1.80		12⅞	12⅞	12⅞		1

S

gains taux	Rapport Prix/Béné	1966 haut	1966 bas	Titres	Dividendes payés 1965	Dividendes ind. 1966	Rendement 6 mois ou dernière année fisc.		6 mois ou dernières interim	Semaine en cours haut	bas	fermeture	variations	ventes 100S
3.8	8.6	35	26½	St Law CM	.75	1.00	Dec	3.10		26½	26½	26½		4
		15⅞	6.00	" wts								7.50		..
4.5		22¼	21⅜	St Law Cp	1.00	1.00	Dec	2.27		21⅜				..
5.4		100½	89	" pfd	5.00	5.00	Dec	81.63		90¼	89	89	— 3	1
	70.0	83	70	St Law Div	..		Dec	.01				.75		..
	40.0	.50	.32	St M Gas			64Nov	.01		.42	.40	.42	+ 2	40
3.8	11.4	12¾	9⅛	Sal Foods	.40	.40	66Sept	.92		10⅝	10¼	10¼	— ¼	73
2.1	11.0	15	10	Sangamo	.30	.30P	Dec	1.30		13½		15		..
	75.0	4.80	3.50	Sayvette			Dec	.05		3.75	3.70	3.75	+ 5	11
3.5	7.5	16	12½	Scott LaSal	.40†	.45	66Jan	1.71	July .99	12½	12½	12½		3
6.9	...	19¼	16½	ScottsM pf	1.10	1.10	66Mar	3.83		14		16½		..
2.4	10.3	11	8½	Scott Yk		.24	Dec	.98e		10¼	10¼	10¼	+ ⅛	2
8.0	10.3	4.30	2.80	Secur Cap	.24	.24	66Apr	.29		2.90	2.80	2.80		1x
5.7	9.2	19	11	Scythes Co	1.00	1.00	Nov	1.91	Jan9m .24	18		19		..
..	6.6	4.95	3.50	Seaway Hot			Dec	.53		3.65	3.65	3.65	—10	1
6.4	5.1	3.50	1.50	Select Fin	.20	.12	64Dec	.37		1.95	1.80	1.85		6
	17.1	1.55	1.05	Select L			Dec	.08		1.25		1.50		..
4.1	19.1	8⅜	6	Selkirk A	.27½	.30	Dec	.38	Sept9m .41	7¾	7¾	7¾	+ ⅜	2
1.8	21.7	23½	19	Shell A	.40	.40	Dec	1.03	Sept9m .95	22¼	21⅞	22		257
4.2	...	28¼	24⅜	Shell In pf	1.01	1.10	Dec	3.77		26¾	26⅛	26½	+ ½	33
		7.90	5.50	" wts						7.10	6.85	7.00	+10	175
5.5	12.4	37½	25	Sher Will	1.80	1.40	66Aug	2.09		26	26	26		2
6.7	...	139	100	" pfd	7.00	7.00	Aug	23.85		100		108		1x
3.4	16.1	15⅝	11½	Shop&Save	.40	.40	66Mar	.72	Oct28w .35	11⅞	11¾	11⅞	+ ⅛	18
6.6	8.0	5¾	2.50	Shop City	.15	.20	Nov	.38	Sept40w .33	3.05	3.00	3.00	— 5	21
10.0	6.5	2.95	1.75	Shully's	.20	.20	66Jan	.31		1.85	1.85	1.85	—15	2
5.2	8.0	6⅝	4.05	Sicard	.30	.30	Dec	.73		5⅞	5¾	5¾		4
6.3		20	18	" pfd	1.20	1.20	Dec	11.23				19		..
6.0	8.8	10	9	Silknit	.40	.55†	Dec	1.02		9		10		..
5.6		40	36	" pfd	2.00	2.00	Dec	36.97		36				..
5.5	11.9	19	14½	Silver A	.77½	.80	65Mar	1.22		15	14⅞	15	+ ½	7
5.6	11.7	17	14¼	" B	.77½	.80	66Mar	1.22		13¼		15¼		..
2.0	22.8	18½	14½	Simp-Sears	.30	.30	66Jan	.65		14⅞	14¾	14¾	— ¼	10
2.1	23.0	31½	25⅞	Simpson's	.54½	.60	66Jan	1.23		28¼	27¼	27¾	— ¼	201
4.0	5.5	10	5½	SKD Mfg	.25	.25	Sept	1.14	Jun9m .98	6	5½	5½	— ¾	3
6.2	8.3	16	9¼	Slater S	.60	.60	Oct	1.13	Jul9m .76	9⅞	9¼	9⅞	+ ⅜	46
6.5	...	19½	16¾	" 1st pfd	1.10	1.10	Oct	8.61	Jul9m 4.10	17½	17½	17½		1
6.2	...	19½	16¾	" 2nd pfd	1.10	1.10	Oct	8.61	Jul9m 4.10	17¼		17½		..
..	...	18½	17½	" 6 pfd	..	1.20			July9m 4.10	17½		17⅝		..
		10⅜	3.00	" A wts						3.25	3.00	3.25	+ ¼	22
4.0	8.5	9⅜	7¾	Sobey's	.25	.32	66Apr	.94		8.00	7.75	7.75		5
..	...	.95	.45	Soca						.30		.50		..
3.4		9	5	SocGenQue	.10	.20				5	5	5		1
..	12.1	13	10	Sogem	.60		Dec	.91	Sept9m .92	10	10	10	—11	7
4.3	10.1	14½	10	Sogena	.32	.50	66Feb	1.14		10½		11		..
5.9		51½	38½	Som Ind pf	2.80	2.80	Dec	47.91		47⅝		48		..
3.8	17.2	42	31	Southam	1.20	1.20	Dec	1.84	Sept9m 1.30	31⅜	31	31½	— ⅛	12
	7.4	.67	.40	Spartan			64Oct	.09		.67	.55	.60	— 7	1043
6.1	9.1	4.50	3.20	Staff Fd	.20	.20	Dec	.36		3.50	3.25	3.50	+25	5
3.5	19.4	37⅛	37⅛	St Brands	1.20e	1.30e	Dec	1.91	Sept9m1.44	37		38		..
5.0	6.3	13¾	9	St Str Stl	.15	.50†	Dec	1.60		9½	9	9½		5
8.6	7.0	16	7¼	Stand Pav	.65	.65	66Mar	1.12	Sept .20	7⅜	7⅜	7⅜	— ⅛	14
1.6	19.6	24	18½	St Radio	.31½	.36	66Mar	1.17		22	21¾	21¾	— 1⅛	12
5.8	9.7	9½	8½	St Brock A	.60	.50	Dec	.89		8⅝		9¼		..
4.5	10.6	28¾	18¾	Steel of Can	.85	.85	Dec	1.80	Sept9m1.40	20¼	18¾	19¾	+ ⅞	394
2.0	16.2	27¼	17½	Steinberg A	.30	.36	66July	1.11		18½	17⅞	18½	+ ½	47
5.4		102½	97	" pfd	5.25	5.25	66July	162.94		87		99		..
4.0	21.1	10⅜	8	Sterling Tr		.34	Dec	.38		8	8	8		1
6.1	20.6	6.00	3.55	Stuart H	.19	.25	64Nov	.20		4.00		4.50		..
5.1		12	8¾	" pfd	.48	.48	64Nov	3.74		9		10		..
4.6	8.5	51⅛	42¼	Stuart O	1.85	2.10†	66Mar	5.42		47	47	47	+ ⅞	2
	40.0	6½	4.00	Superpack			Nov	.15	Aug9m .31	5¾	5½	5¾	— ¼	3
1.3	18.5	4.95	3.50	Supertest C	.05	.05	Dec	.21		4.10	4.00	4.00	+10	12
2.5	9.4	23½	18½	" Ord	.50	.50	Dec	2.05		20¾	19½	20½	+ 1¼	35
5.1	...	100	95½	" pfd	5.00	5.00	Dec	94.28		95		100		..

T

gains taux	Rapport Prix/Béné	1966 haut	1966 bas	Titres	Dividendes payés 1965	Dividendes ind. 1966	Rendement 6 mois ou dernière année fisc.		6 mois ou dernières interim	Semaine en cours haut	bas	fermeture	variations	ventes 100S
4.2	13.0	29	22½	Tamblyn	1.05	1.05†	Dec	1.93		25		27½		..
5.4		40⅛	35⅛	" pfd	2.00	2.00	Dec	56.76		35⅛		40¼		..
	3.4	9⅛	7	Tancord			Oct10m	2.39	May7m1.05	8	8	8		1x
7.0		3.50	2.60	" pfd		.24	Oct	2.63	May7m1.17	2.75		3.35		..
		4¾	4¾	Tate & L	12%	13%								
2.6	17.1	72	53⅝	Texaco	1.65	1.80	Dec	4.01	Sept9m3.15	72	65¼	69½	+ 4½	48
5.2		93	77	" pfd	4.00	4.00	Dec	350.69	Sep9m275.20	71		79		..
4.2	29.7	11½	8¾x	Th Cn Inv	.35	.40	Dec	.32	Jun .19	10½	10½	10½		1x
6.1		49½	41	" pfd	2.50	2.50	Dec	12.36	Jun 7.33	40		46		..
3.5	11.4	6¾	5½	Thompsn P	.20	.20	Dec	.50		5⅜		5¾		..
2.4	24.7	18⅞	14½	Thmsn News		.44	Dec	.74	Jun .43	18¾	18	18¾	+ ¾	47
		6	6	Tip Top Cn			Dec	.84d		6		9		..
		17	12½	Tip Top T			Mar	1.26d		12½		16½		..
4.7	5.6	6¾	4.25	Tone Craft	.05	.20	Dec	.76		4.25		4.50		..
		2.75	1.55	Tooke			Dec	.08		1.50		3.00		..
		2.25	1.00	" pfd	..		Dec	.40		1.75	1.75	1.75		1x
1.3	12.1	35½	27½	Tor Iron A		.45	65Dec	2.89		35½	[illegible]	35¼	— ¼	11
4.3	15.8	69	53½	Tor-DomB	2.30	2.45	66Oct	3.63		58	57½	57¾	+ ¼	12
	19.5	3.65	2.80	Tor & Lon	.13		66Mar	.15		2.45		2.80		..
6.9		61	55½	TorStar pf	4.00	4.00				55¾		57½		..
		.75	.16	Towers						.24	.21	.21	— 2	19
[illegible]		13	8½	Tr Group A	.80	.80	Dec	1.28	Sept9m .70	9⅜	9	9	— ⅛	73
[illegible]		13	8½	" B	.80	.80	Dec	1.28	Sept9m .70	9		9¾		..
7.3		28	20	" A pfd	.37½	1.50	Dec	15.47	Jun 6.87	20¾	20⅛	20½		18
7.5		76½	60	" 4½	4.50	4.50	Dec	200.22	Jun91.59	57¾		70		..
7.3		36⅛	23¼	" 5	2.00	2.00	Dec	15.47	Jun 6.87	25		34		..
6.1		16½	16½	" rts A	1.00	1.00	Dec	303.26	Jun135.17	16½				..
6.1		16½	14½	" rts B	1.00	1.00	Dec	303.26	Jun135.17	9.00				..
		1.55	1.00	" 65 wts						1.15	1.00	1.00	— 5	7
	16.2	6¼	2.90	Trans Air			Dec	.30		4.95	4.80	4.80	— 5	62
7.1	15.6	10½	5¼	Tr C Co	.35	.50	66Feb	.45		5½		8		..
		1.25	.95	Tr C Freeze								1.95		..
[illegible]	13.6	39½	27⅜	Tr C Pipe	1.00	1.00	Dec	1.82	Sept9m1.11	25¾	24½	25½	+ ¾	291
[illegible]		48⅞	45½	" pfd		2.80			Sept9m1.02	46½	46	46	— ¼	34
		10.37	5.50	" wts						7.00	6.25	7.00	+85	11
[illegible]	14.0	19¼	15⅞	Trans Mnt	1.00†	1.10†	Dec	1.24	Sept9m1.03	17⅜	17	17⅛	+ ¼	96
[illegible]	13.1	13⅛	7½	Tr Pra P	.40	.40	Dec	.59	Jun .29	7⅞	7⅝	7⅝	— ⅛	11
[illegible]	6.3	4.65	2.50	Tru Wall	.12	.12	May	.35	Nov .37	2.10	2.00	2.10	— 5	3
	11.3	[illegible]	10	Twn City G			Dec	.90		10¼				..

U-V

gains taux	Rapport Prix/Béné	1966 haut	1966 bas	Titres	Dividendes payés 1965	Dividendes ind. 1966	Rendement 6 mois ou dernière année fisc.		6 mois ou dernières interim	Semaine en cours haut	bas	fermeture	variations	ventes 100S
1.5	43.0	18	12½	Unas Inv	.20	.20	Dec	.32	Mar3m .09	13	13	13		1x
	3.8	4.50	2.50	Union Acc	.60		Dec	.72	Sept9m .27	2.50	2.50	2.50	—25	2
7.7		44½	38½	" 1st	3.12½	3.12½	Dec	11.96	Jun 4.18	38½		42½		..
		4.55	2.75	" 2nd	.60		Dec	1.30	Jun 4.18	3.15	3.15	3.15		1x
7.8	...	44½	40	" B pfd	3.12½	3.12½	Dec	11.96	Jun 4.18			40		..
7.5		43	38⅞	" C pfd	3.00	3.00	Dec	11.96	Jun 4.18	38⅞				..
3.1	15.0	29½	19	Union Carb	.65	.60	Dec	1.30	Sept9m .93	20½	19⅛	20⅜	+ ⅞	84
2.7	22.8	12½	9½	Union Gas		e.27	66Mar	.44	Sept .07	10⅛	9¾	9⅞	+ ⅛	293
5.4		53	49	" A	2.75	2.75	66Mar	15.16		47	47	47		1x
5.6		55	52	" B	3.00	3.00	66Mar	15.16		53	53	53		5
				UNITED										
8.0	6.5	12¾	12⅛	Utd Auto A	.69	1.00	Dec	1.93		13	13	13	+ ½	2
5.9		30	24¾	Un Crp A	1.50	1.50	Dec	31.02	Apr4m11.31	25		26		..
4.1	24.1	13½	10	" B	.38	.43	Dec	.43	July7m .23	10¼	10	10	— ⅜	12
5.9		29	24⅜	" pfd	1.50	1.50	Dec	9.02	July7m 4.96	25¼	25¼	25¼		1
5.8		29	25	" 63 pfd	1.50	1.50	Dec	9.20	July7m 4.96	25		26½		..
5.0	6.0	5⅛	3.90	Un Sections		.20	66Mar	.67	Jun3m .21	4.15	4.15	4.15	+15	1
10.7	5.5	5½	3.00	Val Mar	.40	.40	64gDec	.68		4.00	3.50	3.50		2
		1.00	.64	Van Allys	..	..				.73		1.00		..
	45.0	3.70	2.25	Vander Ht			Aug	.08		3.60	3.45	3.60		33
		.69	.40	Venez Pw			Jun	.78d		.50	.50	.50		1
		2.20	1.80	" pfd			Jun	.37d		2.00		2.50		..
	7.9	4.60	3.55	Versafood			Dec	.45	Jun .27	3.70	3.55	3.70	+15	7
2.4	16.9	25¾	18⅞	Versatile	.35	.60†	Aug	1.50		25½	24⅞	24½	— ⅞	46
7.3	8.1	13	11	Viau	.80	.80	66Jan	1.35		11¾	11½	11¾	+ ¾	2
5.3	16.0	8½	7⅜	Viceroy	.50	.40P	Dec	.49	Mar .20	7¼		8⅞		..
3.7	24.2	16½	13½	Vict Gr Tr	.48½	.55	Oct	.62		15	14½	14½	— ½	8
5.8	..	51¼	46	" pfd		2.67½						48		..
		5.00	3.00	Virg D pfd			66Jan	3.38d				1.70		..
3.0	22.0	3.45	2.85	Vulcan C	.10	.10	Dec	.15	Jun .13	3.30	3.20	3.20	—10	17

W-Z

gains taux	Rapport Prix/Béné	1966 haut	1966 bas	Titres	Dividendes payés 1965	Dividendes ind. 1966	Rendement 6 mois ou dernière année fisc.		6 mois ou dernières interim	Semaine en cours haut	bas	fermeture	variations	ventes 100S
..	4.9	18	11	Wabasso	..	..	Dec	2.60		18	18	18		1
		.45	.32	" B			Dec	.31		.35		.40		..
		4.15	.55	Wainoco			Dec	.01		3.50	2.85	3.00	—40	544
4.7	3.8	15	9¾	Wajax	.37½	.50	66Apr	2.84		10½	10½	10½		1
4.5	13.2	37	25½	Walk Hir	1.20	1.30†	66Aug	2.21		29¾	28½	29½	+ ½	327
	6.8	10½	3.50	Waterous	.60		Dec	.74		4.00	4.00	4.00		1x
6.3	7.1	10½	7¾	Weldwood	.50	.50	66Apr	1.12	Oct .31	8	7¾	7¾	— ⅛	22
8.0	22.5	6⅞	4.00	Well Fin A		.36	Dec	.20g		4.50	4.30	4.30	—15	3
13.3		5	2.40	" B	.36	.36	Dec	1.27g		2.50	2.50	2.50	—20	3
7.2		6¼	2.45	" TC	.18	.18				2.75	2.45	2.75	+25	8
4.6	14.0	12⅞	12	WBroadcast	..	.60	66Mar	.93		13	13	13		1x
		1.25	.85	Westb Ind						1.25	1.15	1.20		154
	72.4	29¾	21½	Westcoast T			66Mar	.34	Jun3m .04	25¾	24⅝	25⅝	+ ¾	203
3.0	8.0	25	18½	Westeel-Ros	.15	.60	Dec	2.50	Jun .91	20	20	20		2
5.6	...	36¾	32¾	Westfair A	2.00	2.00	Dec	30.49		35	35	35		1
5.4	...	28¼	23	" pfd	1.40	1.40	Dec	36.01		25	25	25		2
5.1	17.8	5.00	4.12	West Pac	.25	.25	Dec	.27	Mar3m .09	4.85	4.60	4.60	—20	74
7.5	5.9	11½	9¼	W Supp A	.75	.75	66Jan	1.68g		9⅝		10¼		..
..	6.3	2.90	1.65	W Indies			Sept	.27	Mar .60	1.85	1.65	1.80	+10	21
	7.3	4.70	3.00	" A			Sept	.52	Mar .77	3.90	3.80	3.90	+ 5	8
4.5	10.6	23¾	15⅝	Weston A	.50	.75	Dec	1.56		19¼	16⅜	18⅝	+ 2⅛	157
4.3	11.1	25⅛	17	" B	.50	.75	Dec	1.56		19½	17	19⅛	+ 2	113
5.1	...	95	86⅞	" pfd	4.50	4.50	Dec	89.41				88		..
5.9		107¼	100	" 6	6.00	6.00	Dec	89.41		100	100	100	— ⅛	1
2.9	11.6	12½	9½	White Pass	.25	.30	Dec	.88	Jun6m .50	10⅛	10⅛	10⅛	— ⅛	5
5.9	7.6	4.00	3.00	Wood Al	.20	.20	66Jan	.45		3.25		3.90		..
	...	7⅛	.96	Woodford A	..	..				6		7		..
		1.05	.35	" B						1.25				..
3.1	15.5	26⅞	23	Woodwd A	.70	.75	66Jan	1.54		24	23	23⅞	+ ⅜	36
2.5	18.2	29	21	Zellers	.50	.60	66Jan	1.33	July .33	24¾	24	24¾	+ ½	15
5.2	...	47½	42	" pfd	2.25	2.25	66Jan	53.38	July13.86	42		43½		1x
..	...	2.85	1.60	Zenith	.18	..	Dec	.42d		1.75		1.85		..

Entrevue...

(Suite de la page 14)

naires du fonds tels que la vérification, les honoraires du fiduciaire et le coût des imprimés. En pratique, les deux formules reviennent au même. La première formule, celle du 1%, est plus simple, plus facile à comprendre et plus juste pour les participants.

M Lemay, que pensez-vous qu'il advienne si les recommandations de la S.E.C. deviennent loi?

(A. Lemay) C'est fort simple. Pour qu'un fonds survive dans de telles conditions, il faudra qu'il soit un géant et réduise au minimum ses dépenses. On assistera donc à une concentration des fonds mutuels en un petit nombre d'entreprises, qui, étant trop grosses, auront de la misère à investir les forts montants qu'il détiendront, sans trop influer sur le marché. Les fonds perdront de leur souplesse, leur performance sera moindre. Ce que l'investisseur économisera en droits d'entrée, il le reperdra rapidement sur le plan de l'appréciation.

Au Canada, on aboutira à un nombre encore plus restreint de fonds. Enfin, le petit investisseur sera délaissé par les fonds au profit de ceux qui ont déjà accumulé une épargne appréciable.

MARION, ROBIC & ROBIC

ci-devant

MARION, MARION

fondée en 1892

- Brevets d'invention
- Marques de commerce
- Droits d'auteur en tous pays

2100, rue Drummond

MONTRÉAL 25

Tél.: 288-2152-53-54

Hausse de 28 p.c. des prêts de la B.E.I.

Au cours de l'exercice financier terminé le 30 septembre 1966, la Banque d'expansion industrielle a autorisé 2,334 prêts, représentant une somme globale de $122.6 millions, à des entreprises canadiennes. Voilà ce que révèle le vingt-deuxième rapport annuel de la Banque, publié aujourd'hui. Comparativement à l'exercice financier 1965, ces chiffres montrent qu'il y a eu une augmentation de 6% en ce qui concerne le nombre, et de 28% pour ce qui est de la valeur des prêts consentis par la Banque.

En date du 30 septembre, les prêts en cours ou sur le point d'être déboursés s'élevaient à $349.7 millions et le nombre d'entreprises ayant bénéficié de ces prêts à 7,868 comparativement à $296.9 millions et 6,961 clients à la fin de l'exercice précédent.

Dans son rapport annuel, le président de la Banque, M. Louis Rasminsky, signale que, quoique son volume d'affaires ait continué de s'accroître à un rythme modéré durant l'année, la Banque a fait un examen rigoureux de toutes les demandes qu'elle a reçues pour des montants élevés en tenant compte des pressions que subissait l'économie durant cette période. Il y mentionne que le nombre des prêts de $25,000 ou moins a constitué 45% de l'ensemble des prêts consentis et que le nombre des prêts de $100,000 ou moins s'est établi à 91%. Le montant moyen des prêts a été de $53,00.

Parmi les clients de la Banque, le groupe le plus nombreux durant l'exercice 1966 a été celui des entreprises de fabrication qui ont obtenu 36% des prêts accordés. Suivent les commerces de gros et de détail avec 23%, puis l'industrie touristique avec 12%.

Les $123 millions que la Banque a prêtés durant l'année ont aidé au financement de divers projets d'un coût total de $175 millions. Ces prêts ont été affectés, dans une proportion de 77%, à l'achat de terrains et de bâtiments, de pièces de machinerie et d'outillage.

Au cours de l'année, la Banque a divisé ses succursales de Toronto et de Montréal, deux des plus grandes, en quatre succursales distinctes, portant ainsi à vingt-huit le nombre de ses succursales à travers le pays.

M. Rasminsky ajoute que la Banque poursuit ses efforts pour renseigner les hommes d'affaires sur les services qu'elle met à leur disposition. Des représentants de la Banque visitent régulièrement les endroits éloignés des centres où sont situées ses succursales.

Prudential Finance

Les créanciers sans garantie de Prudential Finance recevront environ 15% de leurs réclamations.

Clarkson Co. Ltd. estime que l'avoir de la compagnie évalué à plus de $25,000,000 a une valeur réelle de $6,685,000. Les créances sans garantie se chiffrent à $23,-627,000 alors que $4,095,000 sont disponibles pour régler ces créances.

ERRATA

Dans l'article intitulé Halte-là! les mascoutains sont là, paru dans notre livraison du cinq décembre, en page 10, le nom de la compagnie Bennor Inc. a été cité comme étant Bonnor. Nous regrettons l'ennui que cela a pu causer aux dirigeants de la compagnie et à nos lecteurs.

FONDS MUTUELS

Service de F.I. Dupont & Co.

Affiliated Fund Inc. Com	7.84	8.48
American Business Shares	3.50	3.79
Andreae Equity	3.13	3.42
All Canadian Com	6.61	7.24
All Canadian Div.	8.34	9.14
American Growth	5.24	5.73
Associated Investors	5.02	5.07
Beaubran Corp.	35.79	38.86
Boston Fund Ltd.	8.91	9.74
Bullock Fund Ltd.	13.53	14.83
Canada Growth Fund	5.61	6.16
Canada Security Fund	4.81	5.29
Can. Gas & En. Fund Pfd.	10.17	11.15
Canadian Investment Fund	3.64	4.00
Canadian Trusteed Inc. Fund	4.52	4.94
Canafund Co. Ltd.	47.35	49.72
Cham. Mutual Fund of Cda	6.38	6.93
Collective Mutual Fund	5.27	5.73
Commonwealth Intl.	9.33	10.22
C. I. Leverage	8.76	9.60
Corporate Investors	5.27	5.76
Div. Income Shares Ser. "A"	1.27	1.40
Div. Income Shares Ser. "B"	4.97	5.46
Dividend Shares	3.37	3.69
Dominion Compound Fund	4.02	4.37
Dom. Com. Fund (non-res.)	3.84	4.17
Dominion Dividend Fund	3.01	3.27
Dreyfus Fund Inc.	12.57	13.73
Dynamic Fund	12.28	12.40
Dominion Equity Inv. Ltd.	5.35	5.57
Entarea	4.66	4.71
European Growth Fund	6.01	6.57
Federated Financial	4.63	5.06
Federated Growth	6.18	6.75
Fonds Collectiv. "A"	6.43	6.99
Fonds Collectiv. "B"	5.09	5.25
Fonds Collectiv. "C"	7.45	8.10
Fonds Desjardins "A"	4.45	–
Fonds Desjardins "B"	4.70	–
Fonds Mutuel Adanac	2.39	2.61
The Fraser Fund Ltd.	9.82	9.87
G I S Compound	7.32	8.00
G I S Income	3.47	3.79
Group Inc.	3.47	3.79
Growth Equity Fund	4.65	5.08
Growth Oil & Gas	13.73	–
Guardian Growth Fund	4.54	4.94
Harvard Growth Fund	8.86	9.64
Incorporated Investors	–	–
Investors Growth	8.45	9.19
Investors Inter. Mutual	5.69	6.19
Investors Mutual of Canada	4.61	5.01
Keystone of/du Canada	7.52	8.26
Keystone Custodian S-1	20.24	22.08
Keystone Custodian S-4	5.36	5.86
Keystone Custodian K-2	5.86	6.40
Le Fonds P.E.P.	3.89	4.23
Mass Invest. Trust	15.81	17.28
Mass Invest. Growth Stocks	10.44	11.41
Molson M. Fund	3.41	3.48
Mutual Bond	8.24	8.61
Mutual Accumulating Fund	4.83	5.28
Mutual B I F	5.32	5.56
Mutual Income Fund	5.73	6.27
Natural Resources	6.07	6.63
One William Street	15.94	–
Prêt et Revenu Mutuel	6.48	7.08
Provident Mutual Fund	5.70	6.20
Putnam Growth Fund	10.86	11.87
Radisson R.I.	4.18	4.59
Regent Fund Ltd.	7.55	8.25
Research Investing Corp.	14.51	15.85
Sav. Invest. Mutual of Cda	6.48	7.08
Exec Fund of Canada Ltd.	6.38	6.70
Television Electronics	8.61	9.38
Timed Investment Fund	6.01	6.46
United Accum. Fund	8.65	9.45
Univ. Svgs. Equity Fund Ltd.	4.78	5.22
Wellington Fund Inc.	12.87	14.03
Western Growth Fund Ltd.	4.86	5.31
York Fund of Cda	3.08	3.35

MINES ET PÉTROLES

	Ventes	Haut	Bas	Fermeture	Variations	1965-66 Haut	1965-66 Bas
Acadia	78	4	4	4		7½	4
Ac[illegible]a	100	13	12	12		23	12
Acme	90	25	23	25	+1½	43	18
Advocate	7	360	315	340	+25	535	315
Aetna	23	70	62	62	−3	139	60
Agena	920	22	18	22	+2	30	16
Agnico	17	113	110	110	−3	173	110
Agassiz	259	29½	28	29	+1	54	27
Ajax	20	12	12	12	+2	19½	9
Akaitcho	61	63	60	60		75	52
All Pitch	10	17	17	17	+1	24½	15
All Rox	6	20	20	20	+2	30	14½
Alminex	347	500	440	480	+30	510	390
Alscope	154	140	125	135		265	105
Alsof	12	6	6	6	+1	12½	5
Amalg B B	76	9½	8	8	+2	28	8
Amalg Lard	70	27	25	25	−3	37	18½
Ameranium	20	2½	2½	2½		6	1½
Amer Ldc	3353	31½	28	29½	+2	45	15
Anchor	140	10	8	9	−½	17½	8
AngAmMol	332	45	34	40	−5	54	34
Ang Rouyn	90	120	115	115	−1	295	100
Ang Untd	901	75	67	72	−1	127	52
Ansil	175	9	6½	7½	−1	21	6½
Anthonian	535	23	14	21½	+5½	30	7½
Area	600	350	315	325	+10	470	74
Argosy	391	68	63	64	−2	73	27
Armore	302	17½	16	16	−2	35	16
Arno	60	6½	5½	5½	−1	9½	2
Asamera	237	355	300	355	+55	515	208
Ass Arcad	306	22½	21	21½	−1½	36	20½
Atlan Cst	191	100	88	98	+8	184	77
Atlan Mines	10	20½	20½	20½	+½	30	17½
Atlas Yk	40	5½	5	5	−½	9½	4½
Augustus	39	43	42	43	+6	65	37
Aunor	7	270	261	261	−4	360	260
B							
Baker	20	13	13	13	+1½	15	6½
Band-Ore	65	13	10½	10½	−½	26	10½
Banff $	659	19¼	15¾	18⅜	+2¼	19¾	7¾
Banff New						16½	850
Bankeno	112	80	60	73	+3	148	36
Bankfield	243	11	9	10		33	9
Barex	79	40	39	40	+½	49½	35
Barnat	50	47	45	47	+1	70	45
Barvallee		3		6		7	2
Barymin	2	20½	20½	20½		34	20
Bateman	60	5½	5	5½	+½	13	4½
Beattie Duq	44	15	15	15		32	15
Beauce	50	4	4	4		13	3
Belcher	57	38	37	37	−1	59	37
Bellleterre	50	22½	20	22½	+1	35	20
Bethlehem	201	660	635	650	+5	725	505
Bidcop	81	5	4½	4½	−½	11	4
Big Nama	30	27	26	26	+1	57	20
Black Bay	356	11	8½	10	+1	23	8½
Black Hwk	191	80	70	74	−6	310	70
Black Riv	21	13	12	12½		36	10
Bluewater	20	13	13	13	+1	35	12
Bounty	13	19	18	19	+1	29	14
Bralorne	98	150	132	132	−18	465	132
Bralsaman		100		138		140	55
Broulan	2486	34	22	32	+11	34	15
Bruce Prst	20	6½	6½	6½	−½	15½	5
Bruneau	25	15	14	15	+1	27	14
Brunswick	150	985	810	985	+160	16¾	805
Bunker	402	15½	13½	15½	+2	40	13½
Burnt Hill	245	33	30½	32	−½	40	22
C-E							
Calvert	300	21½	19	21½		38	19
Cam	60	14½	13½	13½	−1	100	13½
Camerina		200		225		285	240
Camfo	195	350	310	350	+5	450	305
Camp Chib	58	585	520	555	+15	13¼	510
Camp RL $	1	21¾	21¾	21¾	+¼	39	17½
Can Sthn	432	254	240	251		350	179
Can Tung	768	214	173	187	+16	330	126
CANADIAN							
C Delhi	102	300	290	293	+8	315	180
do wts	5	41	40	40	+1	85	35
C Dyno	29	140	131	140	+5	191	125
C Export	1269	590	500	590	+95	590	255
C Faraday	11	245	275	244	−7	415	225
C Gridoil	377	735	645	731	+80	735	390
C Homsted	446	265	229	262	+33	310	155
C Jamieson	29	112	105	111	+5	170	100
C Keeley	[illegible]	6½	5	5	−8	18	5
C Lencourt	78	14	12½	14	+1	27	12
C Long I	19	21	21	21	−1	32	17
C Magnsite	11	51	50	50	−2	100	48
C Malartic	78	10½	10½	10½		14½	10
C Nisto	310	15	13½	15	+1	34	13½
C Suprior $	759	31¾	27	31½	+4½	31¾	18⅜
C Trient	9	345	330	341	−10	420	225
Candore	1270	24½	22	23	−½	34	11½
Can-Fer	75	102	96	96	−4	114	60
Cannon	23	23	22	22		49	20
Cantrl	74	17	15½	17	+½	50	15
Captain	15	12	10½	10½	−1½	51	10½
Carbec	2005	62	55	62	+6	62	10
Cariboo Gld	10	22	22	22	+5	64	17
Cartier	13	10	10	10		11	2
Cassiar $	45	15⅝	15¼	15⅝	+⅛	15⅞	14⅛
Castle		32		38		48	21
C del Rio $	957	13⅝	12¼	13½	+1⅛	14½	980
Cent Pat	23	144	135	140	+4	215	132
Cessland	34	320	300	315	−5	775	300
Charter	70	360	325	355	+20	695	255
Chemalloy	85	107	100	103	−2	159	91
Chestrville	220	19½	18	18	−½	30	17
Chib Kay	5	14	14	14	+1	30	13
Chib Copp	70	4½	4½	4½		7½	4½
Chib'gamau	91	45	42	44	−1	83	42
Chieftain	48	980	905	980	+55	13⅞	615
Chima	115	98	90	93		170	72
Chipman	3500	45	35	36	−9½	49	13
Chromium	5	140	135	135	−10	215	120
Coastal M	100	14	11	11	−4	35	9½
Cochenour	453	160	125	155	−10	590	125
Coin Lk	30	20	18	20	+1	75	18
Comb Metal	40	19	19	19	+1	37	17½
Cominga	30	6	6	6	−1	17	5
Com'nwealth	1	525	525	525	+30	525	345
Coniagas	64	51	50	50		110	50
Coniaurum	10	22	22	22		29½	22
Conigo	57	12½	10½	11		33	10½
Con Key	120	8	8	8		14½	7
C Shawkey	282	25	21	25	+3	89	20
CONSOLIDATED							
C Bellekeno	172	7½	7	7½	+½	18	6
C Brewis	26	18	16½	17	−1	29	9½
C Call Flin	155	8½	8	8		23	8
C Canorama	77	16½	15	15	−½	28	15
C E Crest	3	48	48	48		80	41
C Gillies Lk	40	6	5½	5½	+½	11	5
C Golden Ar	35	21	21	21		28½	16
C Halliwell	463	65	58	60	−6	179	48
C Manitoba	95	18	15	15	−3½	50	11
C Marbenor	14	240	230	230	−10	550	200
C Marcus		20		25		85	16
C Mogador	5	12	12	12	−3	27	10
C Mogul	124	335	325	325	−5	445	315
C Monpas	10	4	4	4	−16	20	2
C Morrison	415	246	232	243	−5	276	175
C Mosher	12	51	51	51	−2	115	51
C Negus	240	11	10	10½	−½	25	10
C New Pac	2	15	16	16	−3½	84	16
C Nicholson	310	11½	10	10½		23	10
C Pershcourt				10		16	5
C Q Smelt	77	51	50	50	−2	75	40
C Q Yk	25	2½	2	2½	−½	7	2
C Rambler	222	170	165	169	+4	281	160
C R Poplar	3873	26	19	25	+1	30	7
C Virginia	206	55	54	55		64	30
C West	58	168	153	165	−4	215	135
Conwest	26	565	540	550	−30	850	540
Coppercorp	140	49½	45½	49	+3	124	43
Copperfield	128	124	118	121	—	168	115

	Sales 100s	High	Low	Close	Net Chge.	—1966— High	Low
Coppr Mn	1305	17	16	16½	+1	23½	10
Copperstrm	4	3	3	3	−2	13	3
Coulee	471	51	46	49	−1	93	24½
Courvan	16	13½	13	13	−2	29	11
Cowichan	84	17	16	17	+2	109	15
Craigmont $	42	12¾	11⅝	12½	+⅜	14¾	11¼
Crestland	70	24	22½	24	−½	37	20
Crownbrdge	50	22½	20	20	—	38	20
Crowpet	175	8½	7½	7½	−1	25½	7½
Crusade	15					38	13
Daering	111	14½	14	14	—	21	12½
Dauphin	10	11	11	11	−4	25	11
D'Aragon	67	14½	14	14	−1	21½	14
Deer Horn	571	21	12½	13	−7	39	12½
D'Eldona	1723	113	100	109	+7	355	45
Delhi Pac	128	12½	11	12		19½	11
Denison $	131	56¾	54¾	55¼	+⅝	68	35½
Dev Palm	1	150	150	150	—	210	103
Devil's Ei	100	19½	18	19		56	15
Dickenson	52	300	290	300	+5	555	290
Discovery	116	136	124	129	−11	290	124
Dolsan	192	17½	16	16	+½	74	14
Dome Min $	26	42½	40	41		55	35
Domin Ex	5	15	15	15		22	9
Dom Lslds	25	17	16	16		39	16
Donalda	143	15½	15	15½	+½	41	11
Dumagami				60		60	43
Dumont	281	20	15	17	−3	48	15
Duraine	26	46	45	45	−1	65	35
Duvan	28	11	10	10	−1	35	7½
Dynamic	607	276	240	272	+26	490	127
E Malartic	36	150	145	150	+5	180	145
E Sullivan	193	575	520	575	+25	970	520
E Ventures	5	16	16	16	+1	30	15
Empire M	32	11	10	10	−1	30	10
Equity	560	63	58	63	+5	95	58
F-I							
Fab	180	14½	11	14½	+3½	30	11
Eano	142	5	4½	4½	+½	10	4
Fargo	356	315	240	310	+19	410	240
Farwest	12	9½	9	9½	+½	21	9
Fidelity	2571	68	55	63	+7	88	35
First Marit	51	280	225	280	+40	520	215
First Orenda	5	23½	23½	23½		54	23½
Flint	40	12	12	12	+1	25½	10
Fontana	10	4½	4½	4½	+½	11	4
Ft Reliance	73	28	25½	28	+5	51	23
Fox Lk	35	10½	10	10		26	10
Francoeur	653	11½	11	11		15½	10
French	383	500	425	500	+70	500	325
Frobex	1487	380	330	355	+20	475	85
Fundy	53	17	14	14	−1	19	14
Futurity	308	70	64	64	−6	127	40
Garney	25	35	29½	33	+3	102	26
Genex						21	13
Ghislau		7		9		24	10
Gnt Mascot	313	100	85	87	+2	145	85
Gnt Yk	15	850	800	800	−50	15½	770
Glacier	70	6	5	5½		17	5
Glen Lk	86	130	120	125	−7	225	100
Glenn	210	10	9½	10		17½	9½
Goldray	184	77	72	76	−3	85	50
Gold Rim	2793	44½	26	30	−12	90	24½
Gortdrum	134	210	170	190	+19	345	170
Granby $		28½		30		37⅝	25½
Gradore	547	47	36	37	−9	92	31
Grandroy	1077	30	23½	27	+3	35	18
Granduc	686	380	340	380	+35	415	315
Granisle	80	485	440	460	−35	505	355
Gt Cdn Oil	30	965	940	965	+15	14⅛	860
Gt Plains $	282	12⅝	11¼	12½	+1⅛	14	925
Grn Point	28	30	27	30	—	145	27
Gt W Mines	47	70	67	70		110	60
Guardian	15	12½	12	12	−1	20	12
Gul Por						35	20
Gulch	156	11	9½	11	+1	16½	7
Gulf	115	7½	7	7½	+½	14	7
Gunnar	103	110	100	100	−12	240	100
Hallnor		243		268	—	270	240
Hard Rock	90	10	10	10	−1	14	8
Hasaga	1	6	6	6	—	17	6
Hastings	97	155	131	148	−5	270	131
Hdway Rl	364	22½	20	21½	−1	45	12
Heath	1720	11	8	10½	+½	13	6½
High Bell	34	700	590	700	+90	950	595
Hollinger $	56	22⅜	20½	22⅜	+1⅜	28¼	19⅛
Hud Bay $	50	65	63	64	+⅞	78	63
Hugh Pam	30	8	8	8	+½	10	7
Hydra	42	18½	17½	18½	+1	24	15
INTERNATIONAL							
Int Bibis	165	102	95	100		202	70
Int Ceramic				8		11	3
Int Helium	988	325	265	277	−49	385	124
Int Norvalie	47	16	10	13	+3	40	10
Intp Drd	147	7	6½	7		21	6½
Irish	101	17	15	16	+1	34	15
Iron Bay	303	315	289	305	+11	320	203
Irvington	284	16	12	15	+3½	45	11
Iso	76	135	121	125	+7	225	18
Israel	10	6½	6½	6½		17	3
J-M							
James Bay	70	16	15	15	−2	55	15
Jaye	471	20	16	16	−3	100	14
Jelex	322	20	16	16	−3	74	18½
Joliet	135	34	32	34	+2	45	27
Jonsmith	327	22	21	21½	−½	45	15
Joutel	178	80	70	70	−10	123	70
Jowsey	55	60	55	55	−8	119	55
Kam Kotia	57	320	305	310		460	300
Kelly Desm	155	17	15½	15½	−2	88	15
Keltic	25	12	11	11		49½	10
Ker Ad $	486	12½	11¼	11¾	+½	13½	915
Key Anacn	260	140	115	140	+25	310	102
Kidd Coppr	130	65	55	58	−6	78	40
Kiena	5	56	56	56		136	40
Kilembe	3	860	830	830	−45	23½	830
Kirk Town	10	12½	12½	12½	+½	19	12
Kirkland	146	8	7	7½	−½	16	7
Kontiki	20	6	6	6	−1	12	4
Kopan	65	8	8	8		16	3
Labrador $	23	28½	28	28		36	26½
Labudoro	29	48	42	42	−7	75	40
Lk Dfault $	201	12¼	11¼	11⅜	−⅞	14⅞	840
Lakehead	20	25	24½	24½	−½	48½	22
Lakelyn	1	24	24	24		35	20
Lk Osu	60	17	14	14	−3½	20	12
Lk Shore		201		2200		395	180
La Luz $	46	18¾	18⅜	18½	−⅛	28½	16¼
Langis	20	32	32	32		54	30
Latin Am	765	8½	7½	8	+⅛	17	7
Leitch	545	515	390	500	+100	645	385
Lemieux	568	30	25	25	−1	53	19
Liberian $	610	10	975	10		20	970
Lingside	70	4	4	4		10	4
Lithium	12	7½	7½	7½	+½	13	5
Litt Long L	433	180	175	175		212	120
Lorado	478	115	102	110	+7	143	86
Louanna	825	20	15	20	+4½	35½	14
Louvicrt	295	18½	16	16	−2	77	16
Macassa	46	205	182	182	−18	290	182
Macdonald	35	28	24	27		64	23½
Macleod	4	58	58	58		105	58
Madsen Rl	309	115	103	105	−8	222	98
Malartic	10	56	56	56	−1	85	16
Man Barvue	17	19	18½	19		29	15
Manoka	195	5½	5	5		19½	4
Marchant	22	180	177	177	−3	250	150
Martin Mc	634	30	26	29		67	26
Massaval		6½		7		10	4
Matach Can	10	31½	31½	31½	−½	170	30
Matachewan	115	8½	7½	8½	+1	15	7
Mattagmi $	58	14	13	13½	+½	20⅛	12⅛
Maybrun	295	16	15	15½		35	13
Mcadam	397	41	38	40	−½	130	38
McIntyre $	10	85¾	84½	84½	+½	108½	83¼
McKinney		8		10½		22	7
McWatters	99	41	39	40	−½	99	37½
Mentor	42	57	52	57	+4	89	52
Merc Chip	150	5	5	5		12	5
Merrill	54	77	73	74	+4	165	62
Meta	50	9½	9½	9½	+½	16	9
Metal	46	105	100	103	−2	182	99
Mid-Chib	45	12	12	12		30	10
Midcon	127	54	51	51	−2	77	51

	Sales 100s	High	Low	Close	Net Chge.	—1966— High	Low
Midepsa	109	200	186	190	−10	660	175
Midrim	105	26	24½	26	+2½	56	23
Mill City	1970	285	250	279	+20	285	80
Min Ore	3296	23½	18½	23½	+5	28½	5
Do rts	9308	1	½	½		½	½
Miro	100	10	9	9½	−½	36	9
Mistango	10	14	14	14		37	13½
Molybdenite	3	85	85	85	−35	230	69
Moly Hill	105	10	9½	9½	−2½	31	9½
Moneta	5	60	60	60	—	110	56
Monpre	105	6½	4	6½	+2½	10	4
M Costigan	75	21	19	19½	−1½	32	16
Mt Pleasnt	499	21	11	11	−9	54	11
Mt Wright	88	23	20½	23	+3	50	20
Multi Min	220	96	88	92	−3	300	81
N-O							
Nat Exp	145	11	9	10	+1½	30	8½
Nat Pete	19	225	220	220	+10	325	151
Native	1535	20½	16	20½	+2½	22	10
Nealon	185	10	9	10	—	16½	8
NEW							
N Athona	40	23	23	23	+2	33	20
N Bidl'que	10	4½	4½	4½	—	11	3
N Calumet	104	30	30	30	—	87	29½
Newconex	9	515	500	500	−15	840	490
Do Wts	393	41	21	25	−16	410	21
N Contl	92	42	40	42	+4	54	23
N Davies	182	19	13	16	+2	29	13
N Formaq	2	2	2	2	−2	8½	2
N Goldvue	30	6	5½	5½	+½	11	4
N Harricana	52	9½	9½	9½	−½	31	9
N Hosco	264	262	251	253	−10	370	225
N Impri	2380	235	205	233	+7	249	132
N Jason	61	4½	4½	4½	−½	10	4½
N Kelore	90	7½	7	7	−1	14	7
Newlund	260	15½	15	15	—	25½	15
N Mylamq	169	19	18	18	−1	45	9
Newnorth	40	8½	8	8	−1	23	8
Newrich	1	13	13	13	−4	19½	13
N Sen Rou	932	24½	19	21	+1	62	16
N Taku	7	25	25	25	+1	60	22
Nck Rim	1428	18	14½	14½	−½	26½	11½
Nocana		5		6	—	16	3
Nor Acme	90	10	10	10	—	21	9½
Norbaska	33	55	53	53	—	83	51
Norbeau	94	82	80	80	−1	154	79
N Que Rag	38	465	455	455	—	635	415
Norgold	120	10	9	9½	−½	20	8½
Noriex	1414	23	18	22	−1	30	15
Normetal	40	420	400	400	−25	505	390
Norpax	112	8½	7	7	−1	21	7
NORTH							
N Am Asb	23	7½	7½	7½	+2½	16	5
N Am Rare	235	23½	21	23	+1	86	20
N Bordulac	38	9½	9½	9½	—	15	8½
Northcal	55	28½	28	28	—	49½	20
N Cdn	116	310	252	310	+49	505	215
do pfd $	10	36⅞	36⅞	36⅞		41½	36¼
N Coldstrm	8	70	70	70	—	117	70
Northgate	584	490	395	490	+90	920	395
N Rankin	55	28	26½	27	−½	48	21½
N Rock	58	26	21	24	−1	40	21
Nth A Wts	482	9	2	8	+3	99	2
Nthn Can	45	128	120	121	−1	226	120
Nthn Exp	609	32	24½	25	−7	168	24½
Nthland O	10	6	6	6	—	15	6
N Canalask	28	7½	7	7	−1	17½	7
Nova Beau		32		35		54	25½
Nudulama	40	13	12½	13	+½	28	10½
Numac	313	219	205	210	−4	220	135
do wts	18	55	49	51		60	31
Obaska	100	8	7½	7½	—	21½	7
Okalta	218	21	18	20	+1½	38	15
Opemisca	112	11	10	10½	−½	21	9½
Opemiska	159	950	920	925	−25	11⅜	880
Orchan	84	250	220	242	+17	375	210
Osisko	273	45	42	43	+1	85	36
P-R							
Palliser		45		55		60	49
Pamour	152	165	157	160	−5	200	161
Paramaq	295	10	9	9	−1	18	9
Patino $	39	850	800	850	+35	12⅜	800
Pato		380		400		530	290
Patricia	426	23½	21	22½	+½	295	20
Paudash	2	2½	2½	2½	−2½	13	2½
Pax	178	19	17½	17½	−½	50	15
[illegible]	2118	32	28	29½		36½	20
Peace Riv	38	825	790	810	+50	10⅞	575
Peerless	436	13	11	12	+½	21	10
Pennbec	320	18	13½	17		42	13½
Permo	938	31	27	29½	+2½	49	24
Perron	36	8½	7	7		11	6
Peruvian		130		150		295	150
Peso	20	80	75	75		185	75
Petrol	258	78	74	76	−2	90	56
Phoenix	53	289	260	289	+34	540	68
Pickle Cr	67	19½	18½	18½	−1½	36	16½
Pine Point $	83	54¼	51¼	51⅜	−2⅝	74	50½
Pine Ridge	25	20	19	19	−3	25	19
Pitt	145	4½	3½	4	+½	10	3½
Place G O	979	238	205	206	−32	295	105
Placer $	63	28½	27⅜	28½	+¾	29⅞	22½
Ponder	17	40	40	40	+2	64	35
Porc Pay	28	11	10½	10½	−½	31	10
Powell R		31		34		51	27
Prairie	85	395	380	395	+15	455	320
Preston $	53	13½	13	13⅛	+⅛	17¾	10½
Prime Poth	515	17	15	16	+1	21	11½
Pro[illegible]	80	14	13	13	−2	51	12½
Provo	4504	555	480	550	+70	560	220
Purdex	310	8	7½	8	−1	18	7
Pyramid	8	575	550	550	−25	13¾	550
Q Mil	8	218	218	218		290	190
Q A[illegible]	23	4½	4	4	−1	13	3
Q Ch[illegible]g	160	12	11½	12	−½	23½	10½
Q C[illegible]	4	215	215	215		375	160
Q Industrial						20	5
Q Lithium	47	140	132	140	+2	410	132
Q Manitou	95	24½	23	24	−½	51	21

	Sales 100s	High	Low	Close	Net Chge.	—1966— High	Low
Q Mattig	1023	78	70	73	+2	135	14
Q Sturgeon	23	26	22	22	−½	56	22
Queenston	59	10	9	9	−1	14	9
Quemont	57	930	875	880	−50	11⅝	875
Quonto	177	6	5½	5½	−½	13	4½
Radiore	213	62	59	59	−3	137	49
Rancheria	265	23	17	17½	−5½	38	15
Ranger	1287	375	320	340	−35	395	190
Rayrock	73	130	121	130	+1	175	105
Red Crest	50	3	3	3	—	6	2
Reeves Mcd		165		225	—	310	180
Renabie	5	160	160	160	−17	195	160
Rexspar	165	6½	5½	6	—	17	4
R Algom $	111	24½	23⅛	24¼	+1¼	28½	19
Do Pfd $	6	95½	95¼	95¼	−¾	100¼	95¼
Do 'C' Wts $	7	11	10⅜	10¾	+⅛	16¼	10
Rix Athab	84	23	27	27	−2	40	22
Roman $	111	14⅝	13⅝	14¼	+½	17¾	740
Rouyn Ex	355	20	15	18	−1	25	12
Rowan	122	7	6½	6½	−½	11½	5½
Royal Am	363	179	164	175	−15	[illegible]	93
Rusty	80	9	7½	7½	−½	33½	7
Ryanor	213	11½	10	10	−1½	31	10
S-T							
St Law Col	1	185	185	185	+10	250	170
St Lucie		12		13		43	11
Sapawe	310	10	9	10	+½	43	8
Sarimbo	14	9	9	9	−4	25½	9
Satellite	621	22	18	20	−1	91	[illegible]
Scurry R $	108	21	19¼	20⅞	+1⅞	33¾	[illegible]
Sher Gord	226	400	385	390		623	385
Sigma	2	435	410	410	−15	515	400
Sil Eureka	56	108	100	105	+5	[illegible]	100
Sil Miller	201	13½	13	13		30	13
Sil Regent	444	21	20	20		40	20
Sil Standard	9	68	68	68	−2	135	68
Sil Summit	720	10½	10	10		18½	8½
Sil Town	252	26	23	26	+2	50	23
Silverfields	35	293	275	285	−10	390	255
Silvermaq	795	43	40	40	−½	87	34
Siscoe	51	325	285	295	+10	450	285
Sth Dufault	140	8	7½	7½		21	6½
Spooner	655	69	64	66	−1	168	32
Stairs	10	13	13	13	+2	58	11
Standard	70	18	15	18	+½	36	15
Stanrock	49	201	197	200	−10	310	89
Stanwell	229	23	20	22	−2	49	20
Steep Rk	166	555	535	545		755	500
Sturgeon				59		80	47
Sudbury	208	28	25	25	−2	39½	22
Sullivan	75	375	325	375	+40	640	325
Sunburst	115	9½	8½	9	−1	17	8½
Surluga	62	80	70	80	+9	90	52
Tache	180	8	8	8		14	8
Talisman	18	31	31	31		60	31
Tazin	75	4	4	4		8½	2
Teck	48	505	500	500		605	500
Terrex	15	23	23	23	+1	45	23
Territory		12½		14		19	11½
Texmont	276	64	61	64	+2	135	61
Texore	35	21½	20	20	−½	50	18
Tex Sol	100	20	15	18½	−1½	56	15
Thompsin L	52	40	38	40	−2	80	38
Tib	5	4	4	4		7	4
Titan	45	4	3½	4		10	3
Tombill	47	83	77	77	−4	160	77
Torbrit	20	64	56	61	+5	112	48
Tormont	487	8	6	6½	−1½	24	6½
Towagmac	15	9½	9	9	−½	18	8
Transterre	158	21½	19½	19½	+½	43	18
Triad	456	230	213	223	+7	270	181
Tribag	200	94	90	92		345	84
Trinity	137	9½	8	8½	+½	13	8
Tundra	52	45	40	44	−4	90	40
U-Z							
Un Mining	2	20	20	20		36	20
Union Oil $	58	34	31	34	+3½	34	23½
U Asbestos	51	260	250	260		405	245
U Bufdrsn	1573	46	37	42½	+3½	94	37
U Canso	1300	395	350	390	+30	415	200
U Comstok	402	14	12	12½	+½	27	11
U Keno	51	270	243	265	+5	900	243
U Macfie	362	20	17	19	+1	25½	15
U Mindamar		14½		15		20	16
U Obalski	13	15	15	15	+5	53	12
U Porc	33	12	12	12		18	12
U Reef	5	17½	17½	17½	+½	36	17
Upp Can	105	153	145	149	−1	185	141
Upton Cop	55	35	30	30	−2	70	28
Urban Q	302	19½	17½	18	−1	39	15
Vandoo	88	6	6	6		17	4½
Vespar	761	58	49	51	−10	63	25
Waite Duf'lt	80	25	18	25		30	18
do rts	345	⅛	⅛	⅛		.01	.00⅛
Wasamac	154	124	120	124		159	91
Wespac		15		16		28	14
Westairs	55	12	10½	10½	−½	36½	9
Westates		375				800	365
W C D N	7	76	76	76		76	55
Wtn Beaver	160	11	9	10		22	9
Wtn Dacita	407	355	335	360	+20	465	270
do wts	68	195	170	190	+15	260	140
Wtn Mines	52	445	425	425	−10	615	390
Wtn Tin	108	23½	22	22	+1	82	19
W Hill Copr	174	32	30	31	+1	90	28½
White Star	92	30½	30	30	−½	53	28
Wilco	194	39	37	38	+1	175	34
Willroy	154	126	125	125		269	123
Wilshire		425		475		820	425
Windfall	671	30½	24	24½	−6	44	24
Wind-Eld	72	16	15½	16		34	15½
Wisconsin	607	32	25	32	−1	84	22
Wright H	14	75	75	75		197	74
Yale	76	17½	17	17	−2	28	13
Yk Bear	75	173	152	173	+1	315	162
Young	85	5	5	5	−1½	8	3
Yukon C	252	105	95	103	+10	165	65
Zenmac	180	27	25	27	+1	42½	24
Zulapa	193	17	15	15	−1	33	15

Hors-listes

Mnt. payable enrg. Précédent   Mnt. payable enrg. Précédent

	Bid	Asked		Bid	Asked		Bid	Asked
AGF Management B	15.50	16.50	Essex Packers com	3.00	....	NS Light 4½% pr	75.00	
Allied Towers pr	7.25	7.50	Galt Malleable	10.00	14.00	NS Light 5% pr	42.00	
Allied Towers com	2.00	2.20	Goderich Elevator	15.00	16.00	Pac Gas Trans	11.75	12.25
Bank West Canada	11.50	12.00	Harvey's com	3.75	4.25	Park Lawn Cem	2.30	....
Border Chemical	7.00	9.00	Harvey's wts	2.00		Prairie Royalty	1.00	
Cdn Corp Mount	48.00	51.00	Jenkins Bros	....	22.00	Rockower com	5.75	6.25
Cdn Gas & En B	4.35	4.45	Marathon Motors pr	7.00	8.00	Scott Misener	10.50	12.00
Carrier Shoe	3.75	4.50	Marathon Mot com	1.25	2.00	Stancor com	10.50	12.00
Cawthra Apts	100.00		Markborough Prop	8.00	11.00	Stancor pr		93.00
Cdn & For Sec's	16.50		McCarthy Mill A	7.00	....	Steadman Indus	4.62	5.00
Comm Finance	26.00	30.00	McCord St Sites	2.50		Telefex Inc	19.00	19.50
Community Tel	7.00	....	Mindustrial Corp	3.50	3.80	Thompson P 6% pr	48.00	
Concourse Bldg	45.00	....	N Method Laundry	6.50	....	Velok	34.75	35.75
Deb & Sec 5%	80.00	....	Nor Tel 5½% pr	18.25	....	Waterloo Mfg	7.50	
Essex Packers pr	36.00	42.00	NS Light 4% pr	72.00	....	Wellington Bank	2.25	2.75

Insurance Companies

	Bid	Asked		Bid	Asked		Bid	Asked
Crown Life Insur	30.00	31.00	Income Disability wts	1.50	2.50	Monarch Life	90.00	95.00
Dom Life Assce	95.00		Income Life vtc	7.00	8.00	Provident Assce	17.00	
Excelsior Life	185.00	200.00	Income Life wts	2.00	2.50	Seaboard Life com	....	12.00
Family Life 50%	31.00	34.00	Industrial Life	20.00	22.00	Seaboard Life wts		6.00
Income Disability vtc	6.00	6.75	London Life	58.00	61.00	Tor Gen Insce	35.00	39.00
			Maritime Life 25%	400.00	....	United Cdn Shares	24.00	25.00

Trust and Loan Companies

	Bid	Asked		Bid	Asked		Bid	Asked
Alberta Fidelity	....	9.00	Fidelity Mtge	5.00	6.50	Nova Scotia Trust		58.00
Atlantic Trust		9.50	Halton & Peel	14.00	16.00	Sask Loan & Inv	45.00	
Central Trust	16.00		Hamilton Trust com	5.00	6.00	Security Trust pr	90.00	94.00
Cda First Mtge		10.00	Ind Mtge & Trust	21.50	24.00	Societe d'Administ	30.00	32.00
District Trust	7.00	8.00	Lincoln Trust vtc	5.00	6.00	Societe Gen du C pr	21.50	23.00
East Cdn Savings	6.00	6.50	Metropolitan Trust	27.00	31.00	Waterloo Trust	14.50	16.00
Fed Savings & Loan	6.50	7.50	NS Savings & Loan	....	37.00	York Trust & Sav	5.00	6.00

Dosco pourrait être plus affectée que les autres aciéries

Baisse de la production d'acier durant les dernières semaines

La compagnie Dosco a commencé à congédier une partie importante de son personnel, à cause d'une diminution de la demande d'acier, tant sur le marché domestique qu'international. La compagnie se ressent aussi de la fermeture de ses usines de Montréal où une grève a été déclenchée le 21 octobre dernier. Lundi dernier, la Dosco annonçait que de deux à trois cents employés seraient mis à pieds à Sydney, en Nouvelle-Ecosse. Dosco déclarait à ce moment-là que la demande sur le marché international avait beaucoup faiblit. Dosco exporte principalement des produits-marchand dont des rails de chemin de fer. La semaine auparavant, Dosco avait aussi annoncé 144 mises à pieds, à cause d'une chute de la demande d'acier au Canada.

Une des deux fournaises de Sydney demeurera fermée au moins jusqu'en février prochain. A Sydney, la compagnie produira seulement à 63 p.c. de sa capacité. L'usine de Contrecoeur fonctionne aussi au ralenti. A cet endroit, Dosco a renvoyé 40 employés. Au lieu de fonctionner 16 heures par jour, l'usine de Contrecoeur ne travaillera plus que 8 heures par jour. Le laminoir de Contrecoeur travaillera à moins de 50 p.c. de capacité.

Le laminoir de Contrecoeur qui a été inauguré l'an dernier, avait causé une forte diminution des revenus de la compagnie et Dosco a commencé à omettre le paiement d'un dividende dès le printemps dernier. Dosco ne publie pas de résultats trimestriels, si bien qu'il est difficile de savoir si les profits se sont quelque peu rétablis.

Aux usines de Montréal, 1,000 employés de la compagnie ont débrayé le 21 octobre dernier. Ces employés demandent la parité de salaires entre Dosco et la Steel Company de Hamilton. Les employés de l'acier de Hamilton sont considérés comme les mieux payés en Amérique du Nord.

Les trois grands de l'acier, Stelco, Algoma et Dofasco ont aussi remercié des employés. Dans la plupart des cas, il s'agissait d'employés qui avaient été engagés quelque mois auparavant. Chez **Steel Company of Canada,** 650 des 12,000 employés de la compagnie ont été remerciés. La direction de la Stelco a déclaré que la production avait du être réduite temporairement à la suite d'une accumulation d'inventaires chez les clients de la compagnie durant l'été, au moment où on s'attendait à une grève.

150 des 8,500 employés **d'Algoma Steel** sont maintenant privés d'ouvrage et un autre groupe de 150 pourrait être bientôt renvoyé. Jusqu'ici, seulement 75 des 7,000 employés de la **Dofasco** ont été congédiés.

Aux Etats-Unis, après une baisse persistente de la production d'acier, les conditions économiques sont maintenant plus favorables et on enregistre une hausse de la production. Comparativement à l'an passé, cette hausse n'est que de 1.85 p.c. Au trois décembre dernier, l'industrie américaine de l'acier travaillait à 86.7 p.c. de sa capacité, alors qu'un an auparavant, l'industrie ne travaillait qu'à 77 p.c. de sa capacité. Durant le mois de novembre, le coefficient d'utilisation de la capacité a atteint 91.3 p.c.

Au Canada, malgré une augmentation substantielle de la capacité de production, la production d'acier en 1966 est demeurée pratiquement la même que celle de l'an dernier. La hausse est de seulement 0.3 p.c. Alors qu'au 4 décembre 1965, l'industrie canadienne de l'acier fonctionnait à 96.1 p.c. de sa capacité, elle ne travaille plus maintenant qu'à seulement 77.3 p.c. C'est là le plus bas taux d'opération jamais enregistré cette année, en excluant bien entendu la période de grève à la Stelco. Au cours des neufs dernières semaines, la production, par rapport aux périodes correspondantes de 1965, a baissé continuellement.

Cependant, il faut reconnaître que le coefficient d'utilisation de la capacité de production qui, au trois décembre, était de 77.3 p.c. peut varier fortement d'une semaine à l'autre. Ce coefficient est la moyenne de la semaine terminée au trois décembre. Durant le mois de novembre, le coefficient d'utilisation a varié entre 85.8 p.c. et 80.1 p.c.

La Banque de Nouvelle-Ecosse

135ème RAPPORT ANNUEL—1966

RAPPORT CONDENSÉ, 31 OCTOBRE 1966

ACTIF	1966	1965
Encaisse, compensation, exigibilités des banques	$ 574,944,561	$ 535,437,933
Valeurs	538,516,502	531,249,100
Prêts à vue	127,215,415	186,777,153
Actif immédiat (total)	$1,240,676,478	$1,253,464,186
Autres prêts et escomptes	2,256,636,931	1,907,559,184
Acceptations et lettres de crédit	78,787,181	71,537,085
Immeubles de la banque	44,289,764	43,076,578
Compagnies subsidiaires	10,845,840	10,784,420
Autres valeurs actives	1,471,382	1,287,520
	$3,632,707,576	$3,287,708,973

PASSIF		
Dépôts	$3,394,220,942	$3,061,027,714
Acceptations et lettres de crédit en cours	78,787,181	71,537,085
Autres créances	10,238,818	9,283,840
Total dû au public	$3,483,246,941	$3,141,848,639
Capital versé	30,000,000	30,000,000
Fonds de réserve	118,000,000	115,000,000
Bénéfices non répartis	1,460,635	860,334
	$3,632,707,576	$3,287,708,973

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
ANNÉE D'EXERCICE PRENANT FIN LE 31 OCTOBRE

Bénéfices moins réserves pour amortissement et imprévus	$ 23,600,301	$ 20,996,802
Impôt sur le revenu	11,900,000	10,550,000
Bénéfices nets	$ 11,700,301	$ 10,446,802
Dividendes déclarés	8,100,000	7,800,000
Bénéfices non répartis	$ 3,600,301	$ 2,646,802
Bénéfices non répartis (report)	860,334	1,213,532
	$ 4,460,635	$ 3,860,334
Transfert au fonds de réserve	3,000,000	3,000,000
Solde des bénéfices non répartis	$ 1,460,635	$ 860,334

F. WILLIAM NICKS, *Président du Conseil et Président*
GORDON J. TOUCHIE, *Directeur Général en Chef*
Bureaux administratifs: 44 King Street W., Toronto, Canada

Plus de 750 bureaux au Canada ainsi qu'à Londres Glasgow • Dublin • Rotterdam • Beyrouth • New York • Chicago • Houston • Los Angeles • Buenos Aires • Munich • Tokyo • Bahama • Les Antilles

CONSEIL D'ADMINISTRATION

F. WILLIAM NICKS, Toronto, Président du Conseil et Président
JOHN S. PROCTOR, Toronto, Adjoint au Président du Conseil et Vice-Président Exécutif
THOMAS A. BOYLES, Toronto, Vice-Président Exécutif
FRED B. BROWN, Vancouver, Vice-Président, La Banque de Nouvelle-Écosse, Président, Vanwest Logging Co. Ltd.
WILLIAM C. HARRIS, Toronto, Vice-Président, La Banque de Nouvelle-Écosse, Président du Conseil, Harris & Partners Limited.
DONALD McINNES, C.R., LL.D., D.C.L., Halifax. Vice-Président, La Banque de Nouvelle-Écosse, Associé principal, McInnes, Cooper and Robertson.

L'HON. JOHN B. AIRD, C.R., Toronto, Associé, Edison, Aird & Berlis.
LEWIS H. M. AYRE, St-Jean, Terre-Neuve. Président, Ayre & Sons, Limited.
ALBERT T. BAKER, Calgary, Directeur général, Alberta Wheat Pool
G. MAXWELL BELL, Calgary, Président du Conseil, F. P. Publications Limited.
JOHN R. BRADFIELD, LL.D., Toronto, Président du Conseil et Directeur Exécutif en Chef, Noranda Mines Limited.
E. DELWIN BROCKETT, Pittsburg, E.U. Président du Conseil et Directeur Exécutif en Chef, Gulf Oil Corporation.
W. HERMAN BROWNE, Toronto, Président, Moore Corporation, Limited.
E. JACQUES COURTOIS, C.R., Montréal, Associé, Chisholm, Smith, Davis, Anglin, Laing, Weldon & Courtois
ROBERT L. DALES, Toronto, Directeur
VISCOUNT ELVEDEN, Dublin, Eire, Président du Conseil, Arthur Guinness Son & Co. Ltd.
COLONEL JOHN D. FRASER, V.D., C.D., Prembroke, Ont. Vice-Président, Snelling Paper Sales Limited.
C. SYDNEY FROST, M.C., D.C.L., Toronto, Directeur
CHARLES HAY, LL.D., Toronto, Président et Directeur Exécutif en Chef. The British American Oil Company Limited.
L'HON. SALTER A. HAYDEN, C.R., LL.D., Toronto, Associé principal, McCarthy & McCarthy.
HENRY R. JACKMAN, C.R., Toronto, Président du Conseil, The Empire Life Insurance Company.
JOHN J. JODREY, Hantsport, N.E., Vice-Président et Directeur Administratif, Minas Basin Pulp & Power Co. Ltd.
SIR DENYS LOWSON BT., Londres, Angleterre, Président du Conseil et Directeur Administratif. Australian Estates Company Limited.
L'HON. NORMAN A. M. MACKENZIE, C.M.G., M.M. et BAR, C.R., LL.D., Vancouver, Président Honoraire et Professeur Honoraire de Droit International à l'Université de la Colombie-Britannique.
A. BARNET MACLAREN, Ottawa, Président, Maclaren Power & Paper Company.
JOHN L. McCARTHY, Toronto, Vice-Président, The Canada Life Assurance Company.
CYRUS H. McLEAN, Vancouver, Président du Conseil, British Columbia Telephone Company.
SIR BRIAN MOUNTAIN, BT., Londres, Angleterre, Président du Conseil, Eagle Star Insurance Company Ltd.
L'HON. J. LEONARD O'BRIEN, LL.D., D.C.L., PH.D., South Nelson, N.B., Directeur.
THOMAS F. RAHILLY, Toronto, Président du Conseil Honoraire, Canada Iron Foundries Limited.
W. HAROLD REA, LL.D., F.C.A., Toronto, Industrialiste
WILLIAM H. C. SCHWARTZ, Halifax, Président, W. H. Schwartz & Sons Ltd.
FRANK H. SHERMAN, Hamilton, Président et Directeur Exécutif en Chef Dominion Foundries and Steel, Limited.
C. GORDON SMITH, LL.D., Winnipeg, Vice-Président, The Monarch Life Assurance Company.
DONALD G. WILLMOT, St-Catharines, Ontario. Président, Anthes Imperial Limited.
CHARLES N. WILSON, Saint-Jean, N.B., Président, The Standard Dredging Co. Limited.

Deux banques et RoyNat...

Lors de leur déposition devant le comité parlementaire chargé d'étudier la loi des banques, M. W. Earle McLaughlin, président de la Banque Royale du Canada et M. Louis Hébert, président de la Banque Canadienne Nationale, ont fait d'intéressantes remarques sur RoyNat qui s'est spécialisée dans les prêts à long terme aux entreprises, comme le fait la Banque d'Expansion Industrielle, devrait probablement hausser ses taux d'intérêts, si elle ne jouissait pas du support de la Banque Royale et de la Banque Canadienne Nationale. Roynat est la propriété de cinq institutions financières. La Banque Royale détient 41% des actions, la Banque Canadienne Nationale 35% et les sociétés de fiducie, Trust Général du Canada, Montréal Trust et Canada Trust, se partagent à part égale 25% des actions. C'est la première fois que deux banques à charte s'unissent pour établir une compagnie. L'ensemble des banques à charte ont cependant fondé par le passé des compagnies.

M. McLaughlin a révélé que Roynat a pu obtenir ses fonds, en payant généralement un quart de 1% de moins qu'elle aurait dû payé dans d'autres circonstances.

La nouvelle loi des banques qui est présentement à l'étude, ordonne aux banques à charte de réduire à 10% leur participation dans tout autre compagnie d'ici le premier juillet 1971. La loi actuelle interdit simplement à une banque à charte de contrôler d'une façon absolue une autre compagnie.

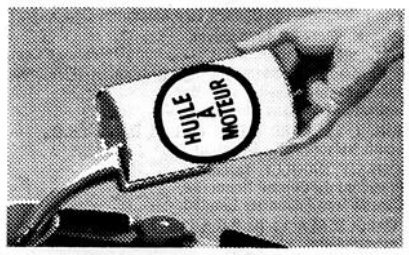
Les deux banquiers ont demandé que RoyNat soit considérée comme une institution exempte de la clause de 10% de la nouvelle loi des banques. Roynat a été fondée pour suppléer justement aux carences de la loi actuelle qui interdit aux banques d'emprunter à long terme sous forme de débentures ou d'obligations. Une institution financière qui ne peut emprunter à long terme, est malvenue de prêter à long terme. De plus, le plafond de 6% et l'interdiction aux banques de prêter à long terme. De plus, le plafond de 6% et l'interdiction aux banques de prêter sur hypothèque limitent sérieusement les possibilités de prêter à long terme. Le cas de Roynat n'est pas unique puisque d'autres institutions bancaires ont aussi participer à la formation de société de financement pour aider la petite entreprise. Cependant RoyNat qui fut fondée en 1962, était la première expérience des banques dans ce domaine. La compagnie dont l'actif dépasse $86 millions est la plus importante société de financement où des banques participent.

"Petit poisson deviendra grand
Pourvu que Dieu lui prête vie."
—La Fontaine

Domtar et La Fontaine sont d'accord

C'est pourquoi Domtar construit actuellement à Baie Trinité et à Rivière Madeleine, sur les deux rives du Bas Saint-Laurent, deux établissements destinés à l'élevage du saumon de l'Atlantique. Depuis quelque temps, Domtar s'inquiétait de voir le saumon se faire de plus en plus rare dans nos rivières. Aussi a-t-elle décidé de prendre des dispositions pour empêcher ce délicieux poisson de disparaitre. Quand ils seront en pleine activité, les deux établissements piscicoles du bas Saint-Laurent produiront annuellement 165,000 saumoneaux qui feront un jour la joie des pêcheurs sportifs et professionnels. Dans quelques années, petit poisson sera devenu grand . . . assez grand pour figurer dans une histoire de pêche et les saumons continueront encore longtemps à peupler nos rivières.

Domtar s'intéresse depuis longtemps à toutes les formes de conservation. Pour conserver les produits, par exemple, elle fournit une grande variété d'emballages. Les "canettes en fibre", innovation de Domtar, sont maintenant couramment utilisées pour les huiles à moteur. Et les divisions de l'emballage de Domtar sont en première place au Canada pour la conception



et le perfectionnement de tout ce qui sert à emballer, depuis le sac de papier jusqu'aux contenants d'expédition et aux plateaux de plastique pour emballer les biscuits. Domtar en est à ses débuts en pisciculture mais, avant de loger les poissons, elle a contribué depuis longtemps à loger les humains par l'intermédiaire de ses multiples produits. Tous les matériaux de construction de

Domtar sont devenus synonymes de qualité partout au Canada: les briques d'argile cuites au four Domtar, les tuiles à plafond décoratives Domtar, les planches murales "Gyproc", les bardeaux et les matériaux isolants Domtar pour couvertures et parois, les lamellés décoratifs "Arborite".

Ce n'est là qu'un bref aperçu des multiples réalisations de Domtar, une des plus importantes entreprises détenues par des Canadiens. Domtar compte un personnel de plus de 21,000 employés dans ses 283 établissements situés au Canada et à l'étranger. Chaque année, les exportations de Domtar enrichissent notre économie de millions de dollars et font avantageusement connaitre des produits canadiens de qualité dans le monde entier.

DOMTAR
DOMTAR LIMITED

Un monde de produits à la mesure du monde